

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LA PREUVE
DES
REPRISES MOBILIÈRES
DES ÉPOUX

D'APRÈS LA LOI DU 29 AVRIL 1924

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 22 mai 1925, à 2 heures

PAR

Maurice HURÉ

Président : M. RIPERT, professeur

Suffragants { *MM. PIÉDELIÈVRE, professeur*
BARTIN, professeur

PARIS
LIBRAIRIE DALLOZ

11 RUE SOUFFLOT, 11

1925

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT



Digitized by the Internet Archive
in 2026

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LA PREUVE
DES
REPRISES MOBILIÈRES
DES ÉPOUX

D'APRÈS LA LOI DU 29 AVRIL 1924

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 22 mai 1925, à 2 heures

PAR

Maurice HURÉ

Président : M. RIPERT, professeur

Suffragants { *MM. PIÉDELIÈVRE, professeur*
BARTIN, professeur

PARIS
LIBRAIRIE DALLOZ

11 RUE SOUFFLOT, 11

1925

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



LA PREUVE
DES
REPRISES MOBILIÈRES
DES ÉPOUX

D'APRÈS LA LOI DU 29 AVRIL 1924

La communauté de biens réduite aux acquêts est le régime matrimonial conventionnel le plus répandu en France.

Une enquête faite en 1898 par l'administration de l'enregistrement (1) a révélé que sur 82.326 contrats de mariage dressés dans le cours de l'année, 67.288 avaient adopté la communauté d'acquêts, alors que 10.112 avaient adopté le régime dotal, 1694 le régime sans communauté, 2128 la séparation de biens, et 1104 la communauté légale ou la communauté universelle.

Une autre enquête faite par M. Bonnetcase, qui en a publié les résultats dans une étude « sur la réforme du régime de communauté légale » (2), distingue entre les anciens pays de coutume et les anciens pays de droit écrit. Dans les premiers, M. Bonnetcase a compté sur 34.401 contrats de mariage, 32.458 communautés d'acquêts ; dans les anciens pays de droit écrit, 29.728 con-

1. *Bulletin de la statistique de la Législation comparée au ministère des Finances*, 1899, p. 45.

2. *Revue trimestrielle de Droit civil*, 1911.

trats, sur les 41.626 dénombrés, ont adopté ce même régime de la communauté d'acquêts.

Ainsi, même dans les pays de droit écrit, autrefois terres d'élection des régimes exclusifs de communauté, le régime de communauté d'acquêts prédomine aujourd'hui. Il en est du moins ainsi si l'on bloque les chiffres de toute cette région du sud de la France. Si l'on en examine au contraire le détail, on constate que le sud-est, et notamment les départements des Hautes-Alpes, des Basses-Alpes, des Bouches-du-Rhône, de la Vaucluse, de l'Hérault, de la Corse, sont restés très attachés au régime dotal. Les chiffres donnés par M. Bonnecase pour l'ensemble de ces six départements sont de 1837 régimes dotaux contre 358 communautés conventionnelles. Mais la rareté du régime de la communauté, dans cette région particulière, n'empêche pas la proportion d'être pour l'ensemble de la France, ainsi qu'il résulte des chiffres cités plus haut, d'environ 5 communautés d'acquêts sur 6 régimes matrimoniaux conventionnels.

Sous le régime de la communauté, de biens réduite aux acquêts, comme sous tout autre régime de communauté, le patrimoine propre de la femme est confié à la direction et à l'administration du mari. Les patrimoines des deux époux sont confondus en fait et la gestion de l'ensemble incombe au chef de la communauté.

Mais, tandis que le régime de la communauté, qui a été adopté par le code civil pour régime légal, fait

entrer dans la masse commune toute la fortune mobilière et ne réserve propre à chacun des époux que ses immeubles, le régime de la communauté d'acquêts excepte de la communauté tous les biens mobiliers et immobiliers personnels à chacun des époux.

Ainsi tout ce que chacun d'eux possède lors du mariage, tout ce qu'il recueille par héritage, pendant la durée de la communauté, tout ce qui lui est échu par testament ou donation, lui demeure propre. De même chacun reste personnellement chargé des dettes pouvant grever son apport ou les successions, legs ou donations par lui recueillis.

La communauté se compose des revenus des biens propres, des économies faites pendant le mariage, des produits du travail des époux et des acquisitions à titre onéreux lorsque celles-ci ne constituent pas le remploi de bien propres.

Cette exclusion de la communauté des fortunes mobilières des époux et cette séparation des dettes, par quoi notre régime de la communauté d'acquêts se distingue de celui de droit commun, entraîne de fréquentes difficultés d'application.

Il ne suffit pas, en effet, pour que les intérêts des époux soient sauvegardés, que soit reconnu en principe leur droit de reprendre, à la dissolution du mariage, leur fortune même mobilière et d'échapper à la poursuite des créanciers de leur conjoint. Il faut encore qu'ils puissent, le moment venu, faire la preuve de leurs droits.

Les Romains disaient : *idem non esse aut non probari*, Or, cette preuve sera souvent, en ce qui concerne les meubles, très difficile à établir.

Les biens mobiliers ne sont pas comme les immeubles, fixes et presque éternels. Ils se déplacent, ils se transforment, ils peuvent disparaître, se dissimuler ou se perdre, sans qu'on retrouve leur trace. Pour beaucoup d'entre eux, la propriété se transmet de la main à la main, sans formalité, sans que la mutation soit constatée par aucun titre. Par suite aucune preuve ne demeure des différentes transformations qu'ont pu subir les biens meubles des époux.

Aussi, lorsque la communauté se dissout et qu'il faut liquider les droits de chacun, il est souvent difficile de découvrir en quoi consistait leur fortune mobilière et ce qu'elle est devenue.

Tant que dure la communauté, la séparation des patrimoines mobiliers des époux, tant au point de vue de l'actif que du passif, est seulement théorique. Les objets et meubles de maison apportés par chacun sont mêlés dans la demeure commune. Les sommes liquidées entrent dans la caisse du ménage. Les valeurs de bourse sont placées dans le même coffre ou déposées à la même banque. Le mari administre comme son propre patrimoine, celui de sa femme et les biens de communauté.

C'est seulement lorsque la communauté se dissout que s'opère la séparation des fortunes personnelles des époux, qui en droit et d'après le contrat de mariage

n'ont jamais dû être confondues. Alors, avant de partager l'actif net de communauté, on procède à la liquidation des reprises des époux ; c'est-à-dire qu'on retire de la masse commune pour le lui restituer ce que chacun des époux y a fait entrer.

Il faut d'abord rechercher quels biens appartenaient aux époux lors du mariage, quelles successions ont été recueillies par eux, de quelles donations ils ont bénéficié ; puis discerner parmi les biens existant au jour de la dissolution de la communauté ceux qui proviennent de ces apports, successions ou donations. Ces biens-là sont repris « en nature » en vertu d'un véritable droit de propriété.

Mais, le plus souvent, on ne retrouvera en nature qu'une faible partie des biens et valeurs propres des époux ; beaucoup auront été vendus sans emploi régulier du prix ou auront disparu de quelque façon que ce soit. Il s'agira de connaître quel fut le montant de ces ventes ou quelle valeur représentaient au moment du mariage, de la donation ou de l'ouverture de la succession, ces biens qui ont disparu. C'est au montant de ces ventes ou de ces estimations que sera fixé le droit de reprise de l'époux, qui verra ainsi son droit à la propriété de ses biens propres transformé en une créance de leur valeur contre la communauté. Cette créance est ce qu'on nomme une reprise en deniers.

La liquidation des reprises est difficile à établir en ce qui concerne les biens mobiliers, ainsi que nous l'avons

indiqué plus haut. Fréquemment, l'un ou l'autre des époux sera lésé, parce qu'il n'aura pu fournir la preuve de la consistance de son apport ou de la succession qu'il a recueillie.

Le plus souvent, ce sera la femme qui se trouvera dans l'incapacité d'étayer de preuves suffisantes la revendication de ses propres mobiliers. La femme, en effet, n'administre pas la communauté, elle n'exerce en général aucun contrôle sur la gestion de son mari, elle s'en remet totalement à lui de la sauvegarde de ses intérêts. Elle ne prend pas la précaution de se ménager des preuves pour ses réclamations futures. Et elle risque d'être la victime de sa trop grande confiance. Un mari intéressé éviterait de faire dresser inventaire d'une succession recueillie par son épouse et pourrait ainsi la frustrer au profit de la communauté, d'une partie de ses propres, du moins si le législateur n'avait prévu cette situation et édicté une règle particulière pour y parer.

Des précautions spéciales sont donc à prendre pour protéger la femme mariée et lui permettre d'exercer seulement contre son mari la reprise de ses biens propres.

Une autre difficulté et un autre danger de fraude se présentent lorsque ces reprises matrimoniales sont exercées non pas seulement comme à l'ordinaire contre la communauté ou l'autre époux, mais contre leurs créanciers. Par exemple, lorsque le mari est en faillite,

l'action en reprises de la femme, qui s'exerce sur les biens de communauté et en cas d'insuffisance sur les biens propres du mari, se trouve en conflit avec l'action des autres créanciers du mari. Alors les deux époux, quoique étant en principe adversaires l'un de l'autre, se trouvent avoir le même intérêt qui est de soustraire à l'action des créanciers les biens du mari. Ce dernier sera donc tenté de reconnaître à sa femme plus de droits qu'elle n'en a réellement et de la laisser exagérer le montant de ses reprises. Les créanciers risqueront d'être frustrés par la mauvaise foi de leur débiteur et de sa femme.

On voit que la situation de l'époux qui exerce la reprise de ses biens propres est particulière à plus d'un point de vue et que la femme ainsi que les créanciers méritent un traitement de faveur.

On conçoit donc que les rédacteurs du code civil aient soumis l'action en reprise à des règles de preuves spéciales, du moins pour les biens mobiliers — pour les immeubles, l'article 1402 ne déroge pas aux règles du droit commun.

Les conditions de preuves spéciales aux reprises mobilières des époux étaient les unes plus rigoureuses que le droit commun, les autres plus libérales. L'article 1499 exigeait pour combattre la présomption de propriété qu'il existât au profit de la communauté « un inventaire ou état en bonne forme », il n'autorisait ni témoignage, ni commencement de preuve par écrit, ni

titre sous-seing privé quelconque. Au contraire l'article 1304 permettait à la femme, dont le mobilier échu pendant le mariage n'avait pas été inventorié, de faire la preuve même par commune renommée. Or, on sait que cette preuve n'est pas autorisée dans le droit commun, qu'elle est admise seulement dans des cas très rares, à titre de pénalité, contre ceux à qui elle est opposable.

Malheureusement, les auteurs du code civil ont omis de préciser les cas d'application de ces dispositions. Et l'on a pu discuter très longuement et très âprement, aussi bien en doctrine qu'en jurisprudence sur l'interprétation et l'étendue d'application de chacune d'elles.

La solution qu'avait adoptée la Cour de cassation était de soumettre aux conditions rigoureuses de preuve édictées par l'article 1499, les reprises exercées contre les créanciers et de faire régir au contraire les reprises entre époux par l'article 1304. Ainsi les créanciers pouvaient repousser victorieusement toute action en reprise qui n'était pas fondée sur un inventaire authentique. La solution était avantageuse pour eux, elle était très rigoureuse pour les époux qui n'avaient pas eu la précaution de faire dresser un inventaire.

Au contraire l'article 1310, qui réglait la clause de séparation de dettes et admettait lui aussi deux modes de preuve différents (le droit commun et l'inventaire), précisait que l'inventaire n'était exigé qu'en faveur des créanciers et qu'à l'égard des époux, la preuve de droit commun suffisait.

La loi du 29 avril 1924 est venue changer ces dispositions. Elle a supprimé la nécessité de l'inventaire authentique et soumis au régime de droit commun la preuve des reprises exercées à l'encontre des créanciers de l'autre conjoint. Au contraire, elle a laissé subsister l'article 1504, qui facilite dans certains cas la preuve à fournir par la femme, mais elle a limité l'application de cet article au cas où le débat s'élève seulement entre les deux époux.

Nous nous proposons dans le cours de ce travail d'étudier les dispositions de cette loi et leur application. Mais il est nécessaire au préalable de déterminer d'une façon détaillée les différents cas de reprises mobilières, ainsi que les cas d'application du principe de la séparation de dettes, puis de rappeler le développement de la question depuis l'ancien droit français.

Dans une première partie, nous examinerons ces questions préliminaires à l'étude de la loi :

Quels sont les différents cas de reprises mobilières et quel est l'objet de la preuve à fournir dans chacun d'eux ?

Comment joue la clause de séparation de dettes et quelle preuve doit être établie pour qu'elle s'exécute ?

Comment les preuves étaient-elles admises d'après notre ancien droit français, puis d'après le code civil, et surtout d'après la doctrine et la jurisprudence qui ont interprété les dispositions peu précises du code civil.

14 LA PREUVE DES REPRISES MOBILIÈRES DES ÉPOUX

Notre deuxième partie sera consacrée à l'étude de la loi elle-même.

D'abord, nous étudierons le principe de la réforme, puis, ses conditions d'application, son étendue, sa portée, son point de départ.

Nous envisagerons aussi la question de la justification des reprises à l'égard du fisc.

Et nous verrons quelles conséquences il faut attendre de la loi nouvelle dans la pratique.

PREMIÈRE PARTIE

**Objet des preuves à fournir pour la justification
des reprises et la protection de la communauté
contre l'action des créanciers propres**

*LES MODES DE PREUVE
ADOPTÉS AVANT LA LOI DU 29 AVRIL 1924*

CHAPITRE I

LES DIVERS CAS DE REPRISES MOBILIÈRES

**Exclusion du mobilier
Objet des preuves à fournir**

Avant d'entreprendre l'étude des modes de preuve admis pour l'exercice des reprises mobilières, nous nous demanderons quelles sont les différentes sources possibles, quels sont les faits générateurs des reprises matrimoniales. Ce sont en effet ces faits générateurs des reprises que l'époux devra établir pour triompher dans son action. La preuve à fournir par lui ne porte pas directement sur la reprise elle-même, elle porte sur

l'apport effectué, sur la succession recueillie d'où résulte la reprise. C'est donc l'objet de la preuve à établir par l'époux, que nous allons étudier avant d'examiner les modalités de cette preuve : que faut-il prouver pour avoir droit à une reprise, telle est la question préliminaire, dont la solution nous permettra d'aborder l'autre : Comment doit être faite la preuve des reprises.

Tout d'abord nous excluons de notre étude, les biens qui sont propres par nature ou « par détermination de la loi ». Tels sont les titres de famille, les souvenirs de famille, les lettres missives reçues par l'un des époux les manuscrits non encore édités, les pensions de réforme ou de retraite, les pensions alimentaires, les rentes viagères déclarées insaisissables, les pensions payées à la suite d'accidents du travail, les rentes viagères de la Caisse des retraites pour la vieillesse (1). Ces biens là sont propres aux termes même de la loi, les époux ne pouvant convenir de les faire entrer en communauté. Aucune question de preuve ne se pose à leur endroit. Leur caractère résulte de leur nature même.

Tous les autres meubles, au contraire, peuvent aussi bien appartenir à la communauté qu'au patrimoine propre des époux. Leur sort dépend de la manière dont ils ont été acquis.

S'ils ont été achetés pendant le mariage au moyen de

1. Planiol, *Traité de droit civil*, tome III, n° 919 et suiv.

deniers communs ils sont communs ; ils sont propres au contraire, s'ils ont été apportés en mariage ou recueillis pendant la durée du mariage, soit par succession, soit par legs ou donation ou encore acquis à titre de remploi d'autres biens propres.

Ce sont ces différentes opérations ou événements qui constituent les sources des reprises matrimoniales sous le régime de la communauté de biens réduite aux acquêts.

Nous avons vu que ces reprises étaient exercées les unes en propriété, les autres en valeur.

Reprises en nature ou en propriété

En principe, la reprise a lieu en propriété, lorsque les meubles apportés en mariage, donnés ou recueillis dans une succession, existent encore en nature à la dissolution de la communauté.

Mais il peut en avoir été convenu autrement dans le contrat de mariage ; les époux sont libres de se réserver propres, au lieu des biens eux-mêmes, la valeur que les biens représentaient au jour du mariage ou de l'ouverture de la succession. Spécialement, pour ce qui est des meubles corporels, la majorité des auteurs et la jurisprudence décident que lorsqu'ils ont été estimés dans le contrat de mariage, la propriété en passe à la communauté et l'époux reste seulement créancier de la va-

leur (1). On dit que l'estimation vaut vente à la communauté — Il en est ainsi, du moins en principe, si les époux n'ont pas exprimé une intention contraire. Dans ce cas que nous retrouverons tout à l'heure, l'époux a droit à une reprise en valeur et non à la reprise en nature de ses biens eux-mêmes.

Un époux a apporté en mariage diverses valeurs de bourse qui se retrouvent lors de la dissolution du mariage ; il en est resté propriétaire. il est donc fondé à les revendiquer. Pour être admis à exercer son droit, quelles preuves devra-t-il fournir ? Il devra établir d'abord, qu'il possédait lors du mariage, telles valeurs et ensuite que ces valeurs sont les mêmes que celles réclamées aujourd'hui ; il aura ainsi à prouver deux choses : la consistance de son apport et l'identité de cet apport avec les biens existant aujourd'hui. Ces deux preuves résulteront souvent de la même justification ; l'inventaire fait dans le contrat de mariage indique la consistance et permet aussi de constater l'identité si toutefois les valeurs sont restées les mêmes. Mais les numéros, la forme, le montant de ces actions ou de ces obligations peuvent avoir été changés, le nom et la nature de la société peuvent avoir été modifiés, de sorte que les titres ne soient plus reconnaissables et que la

1. Cf. Labbé, note sous Cass., 14 mars 1877 (S. 78.1.5) ; Trib. Béziers, 21 juillet 1900 (*Gaz. Pal.*, 1900, 2.653 et la note) ; Duranton, t. 14, n° 318 et t. 15, n° 21 ; Aubry et Rau, t. 5, p. 457, § 522 ; Rodière et Pont, *Contrat de mariage*, t. 2, n° 1275 et 1278.

preuve de l'identité donne lieu à des justifications spéciales.

Lorsque le conjoint a prouvé la consistance des biens qu'il a apportés en mariage et l'identité de ces biens apportés avec ceux existant au jour de sa revendication, sa preuve est complète, son droit à la reprise en nature est établi.

Mais si le propre lui provient non pas de sa fortune personnelle antérieure au mariage, mais d'une succession ou d'une donation recueillie depuis le mariage, il a un troisième élément de preuve à fournir ; il doit établir le fait même de l'acquisition, puisque c'est de ce fait que dépend pour le bien revendiqué le caractère propre ou commun. Il ne lui suffit pas de démontrer qu'à un moment donné il est devenu propriétaire de tel objet mobilier que cet objet mobilier était bien le même que celui réclamé aujourd'hui ; il doit établir que ce bien lui provient soit d'une succession, soit d'un legs, soit d'une donation authentique ou d'un don manuel. Dans les cas d'une succession, d'un legs ou d'une donation faite dans les formes légales, la preuve de l'origine du propre, la justification de la qualité d'héritier ou de légataire ou de l'acte de donation seront faites facilement.

Au contraire, si le meuble dont la reprise est demandée a été donné au conjoint sans acte authentique, par simple don manuel, la preuve de la donation pourra être moins aisée.

Le conjoint après avoir démontré qu'il a reçu personnellement les biens devra prouver que ces biens lui ont été remis dans une intention libérale ; qu'il n'y a eu ni vente, ni échange, ni prêt, mais bien don manuel.

Ainsi dans notre hypothèse de reprise en nature les preuves à établir sont celles de la consistance et de l'identité, quelquefois aussi de l'origine du propre revendiqué.

Il y a lieu à reprise en propriété dans un autre cas que celui qui vient d'être envisagé ; lorsque le bien apporté en mariage ou recueilli depuis a été aliéné pendant le mariage et qu'un emploi régulier a été fait du prix. Pour être régulier, ce emploi doit avoir été opéré conformément aux dispositions des articles 1434 et 1435 du code civil : le mari doit avoir déclaré dans l'acte d'achat que son acquisition a été faite au moyen de deniers provenant de l'aliénation de tel bien propre et à titre de emploi ; s'il s'agit d'un bien de la femme, il faut en outre que cette dernière ait accepté expressément le emploi. A ces deux conditions, le bien acheté prend dans le patrimoine propre de l'époux, la place de celui qui a été vendu.

La preuve à fournir par l'époux qui réclame la reprise en nature est donc dans ce cas, un peu plus complexe :

Après avoir justifié de la consistance, de l'identité et s'il y a lieu de l'origine du propre originaire, il doit prouver que la vente et l'acquisition du nouveau bien

ont été faites dans les formes régulières et enfin que le bien réclamé par lui est le même que celui qui a été acheté en remploi.

La preuve de la vente et de l'acquisition seront d'ailleurs faciles à faire, puisque forcément, il a dû être dressé acte de ces opérations.

Reprises en valeur

Pour les reprises en valeur, les preuves à fournir sont un peu différentes :

Il y a lieu à reprise en valeur dans deux cas principaux.

1^o Lorsque l'époux a apporté en mariage, ou recueilli dans une succession, des sommes liquides, des meubles consommables par premier usage ou des objets mobiliers estimés. Ces sommes liquides, ces biens consommables et ces meubles estimés, ont un caractère commun, celui d'appartenir, dès leur acquisition, à la communauté et de n'exister à aucun moment en nature dans le patrimoine propre de l'époux. On les nomme « propres imparfaits », par opposition aux biens restant en dehors de la communauté *in specie*, et qu'on appelle « propres parfaits ».

La reprise en deniers à laquelle donnent naissance les propres imparfaits est du montant de leur valeur au jour du mariage ou de la succession, c'est-à-dire au jour de leur acquisition par la communauté :

2° La reprise en valeur peut aussi résulter de propres parfaits, c'est-à-dire de biens qui sont d'abord restés dans le patrimoine propre de l'époux.

Un conjoint a apporté en mariage des valeurs de bourse qui ont été vendues pendant le cours de la communauté, sans qu'un remploi spécial ait été fait du prix. Il a droit à la reprise du montant du prix d'aliénation.

Il a recueilli dans une succession le droit à la promesse de vente d'un immeuble faite à un prix très avantageux ; pendant le mariage il a réalisé la vente au profit de la communauté. La communauté doit lui tenir compte du bénéfice de l'opération, c'est-à-dire de la différence entre la valeur réelle de l'immeuble et le prix auquel il a été acheté. C'est en effet cette différence qui représentait la valeur de la promesse de vente cédée par le conjoint à la communauté.

Ainsi, il y a lieu à reprise en deniers, lorsqu'un bien propre a été aliéné au profit de la communauté, cédé à la communauté ou qu'il a disparu d'une façon quelconque du patrimoine de l'époux, et procuré par cette disparition un bénéfice à la communauté.

Quelles sont les preuves à fournir dans ces deux cas de reprises en deniers ?

Pour établir la reprise résultant de l'acquisition par la communauté des propres imparfaits, il faudra prouver, d'abord, la valeur de la somme d'argent ou des quintaux de blé reçus ou du mobilier estimé et ensuite

le fait de l'encaissement ou de la remise à la communauté.

Lorsqu'un époux aura déclaré, dans son contrat de mariage, apporter une somme de dix mille francs, la production du contrat de mariage pourra ne pas suffire. S'il s'agit de la femme, elle devra en outre établir que ces dix mille francs ont bien été remis à son mari. Le mari, lui, n'a pas à prouver que les sommes déclarées dans le contrat sont bien entrées dans la caisse de la communauté, car il ne peut se délivrer de quittance à lui-même. Mais la femme pourrait faire la preuve que l'apport du mari était simulé et qu'il n'a pas, en réalité, apporté l'argent déclaré dans le contrat du mariage.

En outre de ces deux preuves de la valeur des sommes ou objets entrés en communauté et du fait de leur versement ou de leur remise effective, l'époux peut avoir à prouver comme s'il s'agissait d'une reprise en nature, l'origine de ces biens. En particulier, si une somme d'argent lui a été remise à titre de don manuel, après avoir établi le montant de cette somme et produit la quittance de son mari, la femme devra prouver que le versement lui a bien été fait à titre de donation.

Lorsque la reprise en valeur est fondée sur l'aliénation d'un bien propre parfait, le conjoint doit d'abord prouver qu'il avait un propre, ensuite que ce propre a été aliéné.

La preuve de l'existence du propre se fera tout

comme s'il s'agissait d'une reprise en nature, en établissant l'origine et la consistance de ce propre.

Puis il faudra établir que ce propre a été aliéné et que tel prix a été encaissé par la communauté ou que tel bénéfice en est résulté pour elle. Du moins cette preuve devra être faite par le mari réclamant ses reprises. Lui, en effet, en sa qualité d'administrateur de ses biens propres et de la communauté ne peut réclamer d'indemnité à la communauté que s'il justifie lui avoir procuré un avantage.

La situation est différente pour la femme qui, elle, n'a pas l'administration de ses biens propres. Lorsqu'elle a prouvé qu'elle avait possédé tel bien propre et que ce bien a été remis au mari, elle peut se contenter de dire au mari : « Rendez-moi mon bien en nature ou payez m'en la valeur. » Cette valeur sera d'ailleurs calculée au jour du mariage ou de l'ouverture de la succession. Pour elle donc, les seules preuves à faire sont celles de l'existence du propre et de la remise entre les mains du mari ; elle n'a pas à justifier de l'aliénation. Ce qui d'ailleurs ne l'empêche pas de prouver cette aliénation, si elle en a le moyen ; elle peut y avoir intérêt, notamment si le bien propre a été vendu plus cher qu'il ne valait, au moment du mariage, ou de la succession.

Il faut remarquer que l'objet des preuves à fournir est le même, que le débat s'élève seulement entre les deux époux ou que les créanciers de l'un d'eux y soient intéressés. Soit que la femme revendique un propre en

nature pour le soustraire à la saisie des créanciers de son mari, soit qu'elle réclame une reprise en deniers pour venir concurremment avec eux à la faillite de son mari ou pour les primer en vertu de son hypothèque, elle aura à prouver les mêmes faits et les mêmes actes que si elle était en conflit seulement avec son mari.

Que ce soit contre les créanciers de son mari ou contre son mari seulement, la preuve se résoudra en l'un ou plusieurs des éléments que nous avons analysés, savoir :

1° Preuve de l'origine des biens donnant lieu à reprise.

2° Preuve de la consistance ou de la valeur des effets dont se composait la masse mobilière possédée au moment du mariage ou échue depuis, suivant qu'il s'agit de propres parfaits ou de propres imparfaits.

3° Preuve de l'identité des meubles revendiqués.

4° Preuve de versement ou de la remise effective entre les mains du mari des propres acquis par la communauté.

5° Preuve de l'aliénation.

6° Preuve du emploi.

On voit ainsi que les justifications à donner pour pouvoir exercer les reprises matrimoniales sont multiples.

Cette complexité et cette variété de l'objet des preuves à fournir explique la difficulté du problème des modes de preuves admissibles qui fait l'objet de notre étude. Ce problème paraîtra peut-être moins obscur étant examiné à la lumière des distinctions que nous venons de rappeler.

CHAPITRE II

CONFLITS SOULEVÉS PAR LA CONFUSION DU GAGE DE CRÉANCIERS PROPRES DANS LA COMMUNAUTÉ

Séparation des dettes Objet des preuves à fournir

Sous le régime de la communauté de biens réduite aux acquêts, de même que l'actif de chacun des époux lui reste propre son passif demeure à sa charge exclusive, ni l'autre époux ni la communauté ne doivent la supporter.

Il est donc nécessaire, lors de la liquidation de la communauté, pour rendre à chacun ce qui lui revient, non seulement de liquider les reprises que l'un et l'autre peuvent avoir à exercer contre la communauté, mais encore de rechercher si le passif propre des époux n'a pas été payé par la communauté. Si une dette personnelle avait été acquittée par la communauté, l'époux devrait une indemnité, qu'on appelle généralement récompense.

L'article 1510 dit : « La clause par laquelle les époux stipulent qu'ils paieront séparément leur dettes person-

nelles (clause sous entendue dans tout régime de communauté d'acquêts) les oblige à se faire lors de la dissolution de la communauté, respectivement raison des dettes qui sont justifiées avoir été acquittées par la communauté à la décharge de celui des époux qui en était débiteur. »

L'un des conjoints devait en se mariant, une somme de dix mille francs ; cette somme a été payée pendant le mariage, par la caisse commune, lors du règlement, le conjoint devra la restituer à la communauté.

Cette question des récompenses à payer en raison des dettes acquittées par la communauté pour les époux, n'est pas de nature à soulever des questions de preuve difficile.

Le fait à prouver est simple et ne varie pas : c'est le paiement de la dette. Et l'on aura presque toujours une quittance du créancier qui sera une preuve complète.

Reste encore à démontrer que la dette ainsi payée était propre à l'un des époux et non commune : la dette a été contractée avant le mariage ou elle grevait l'une des successions recueillies.

La question que nous venons d'examiner succinctement est celle de l'application du principe de la séparation des dettes aux rapports des époux entre eux.

Mais tandis que l'exercice des reprises s'opère de la même façon entre les époux et à l'égard des créanciers — sauf la question des modes de preuve admis — la

séparation des dettes n'a pas les mêmes conséquences dans les deux cas. Et par suite ce, que nous avons appelé l'objet de la preuve à fournir, est différent suivant que le débat s'élève entre les époux seuls ou entre les époux et les créanciers personnels.

On n'a pu, en effet, appliquer strictement à l'égard des créanciers personnels des époux, le principe de la séparation de dettes. Il aurait fallu pour cela décider que les créanciers antérieurs au mariage, par exemple, n'auraient plus du jour du mariage d'action que sur le patrimoine propre de leur débiteur. La disposition leur aurait été très défavorable, surtout lorsqu'elle aurait été appliquée sous un régime de communauté mobilière, puisque alors tous les meubles des époux entrent dans la communauté. Mais même sous le régime de la communauté d'acquêts, les créanciers auraient subi un gros préjudice. En effet, au jour du mariage, ils auraient perdu leur droit de saisie sur tous les meubles vendus à la communauté, sur les sommes d'argent et les autres biens qui deviennent ainsi que nous avons vu des propres imparfaits. Tous ces biens sont la propriété de la communauté qui reste seulement débitrice de leur valeur. Les créanciers n'auraient donc plus pu poursuivre leur débiteur que sur une partie de ses biens ; leur gage aurait même pu disparaître complètement, si l'époux avait, comme il en avait le droit, vendu tout son apport à la communauté.

Comme ayant le droit d'exercer les actions de leur

débiteur en vertu de l'article 1466 du Code civil, ils auraient pu, il est vrai, poursuivre la liquidation des reprises et se faire payer sur les reprises dues par la communauté ; mais il leur aurait fallu pour cela attendre la dissolution de la communauté ; et d'autre part la charge de prouver le droit de leur débiteur à des reprises leur aurait incombé.

Afin d'éviter ces conséquences trop rigoureuses pour les créanciers personnels des époux, le code civil a reconnu à ceux-ci un droit de suite sur le mobilier de leur débiteur, même entré en communauté. Les créanciers antérieurs au mariage conservent le droit de saisir tout l'apport de leur débiteur. Les créanciers des successions recueillies gardent leur action sur tout l'actif successoral. Et comme une partie de leur gage entre en communauté, à titre de propres imparfaits, comme le surplus est en fait confondu dans l'actif de communauté, l'article 1540 du Code civil reconnaît à ces créanciers le droit de poursuivre leur paiement indistinctement sur tout l'actif de la communauté ; les époux ont seulement le droit de faire limiter la saisie des créanciers, soit aux biens même provenant de leur débiteur, soit au montant de la valeur de ces biens. Ainsi ce n'est pas aux créanciers qu'incombe la charge de prouver qu'ils ont droit de saisir tels biens, par ce que ces biens proviennent de leur débiteur ; ce sont les époux qui doivent établir que tel bien ne provient pas du débiteur et en conséquence doit être distrait de la saisie.

Un époux a apporté en mariage divers objets mobiliers, les objets, ou au moins certains d'entre eux, se trouvent au jour de la poursuite dans la demeure des époux, au milieu d'autres objets mobiliers, qui, achetés depuis le mariage, dépendent de la communauté. Le créancier personnel de l'époux, pour une dette antérieure au mariage pourra saisir sans distinction tout le mobilier existant chez son débiteur. L'autre époux aura seulement la faculté de demander la distraction de la saisie des objets qui ne proviennent pas de l'apport en mariage de son conjoint. Cette distraction n'était accordée aux termes de l'ancien article 1510 que si un inventaire authentique avait été fait de l'apport de ce dernier. A cette condition, l'époux non débiteur pouvait faire limiter la saisie, soit aux biens inventoriés, si ceux-ci pouvaient être représentés en nature, soit au montant de leur valeur, si au contraire, ils avaient disparu.

Le fardeau de la preuve incombait donc aux époux. L'objet de cette preuve consistait non pas à démontrer que les meubles appartenaient à l'époux débiteur ou étaient de communauté, mais à justifier que l'apport de l'époux débiteur avait compris seulement tels et tels biens. Il ne s'agissait pas d'établir un droit de propriété, mais de faire le compte, l'inventaire de l'apport de l'époux débiteur.

Telles étaient du moins les solutions du code civil.

La loi du 29 avril 1924 a modifié l'article 1510 en supprimant les deux paragraphes qui établissaient à la

fois le droit de poursuite et la nécessité de l'inventaire.

Nous dirons plus loin qu'à notre avis, cette modification ne doit pas être interprétée comme une suppression du droit de poursuite des créanciers personnels sur la communauté.

Nous pensons qu'après la loi, comme avant, la preuve à fournir contre les créanciers reste la même. Seuls les moyens de faire cette preuve ont été modifiés.

CHAPITRE III

ÉTUDE DE LA QUESTION DANS L'ANCIEN DROIT FRANÇAIS

Avant d'aborder l'étude du droit actuel, nous allons rechercher comment cette question des modes de preuves admis pour l'exercice des reprises matrimoniales et la protection de la communauté contre les créanciers personnels des époux était résolue dans notre ancien droit français ; nous connaissons ainsi l'origine des solutions du code civil.

On ne trouve guère de dispositions sur la matière que dans le droit coutumier le plus récent, celui des ^{xvii}e et ^{xviii}e siècles.

En effet, la communauté de biens, telle qu'elle était organisée à l'origine, était très différente de ce qu'elle est devenue par la suite. Au ^{xiii}e siècle, il n'y avait ni reprises en deniers, ni récompenses, et le mobilier ainsi que les dettes tombaient toujours en communauté. Par suite, les difficultés qui nous occupent, soulevées par l'exclusion du mobilier, la liquidation des reprises et la séparation des dettes ne s'étaient pas encore présentées.

La communauté, telle que la décrivent nos vieux auteurs Beaumanoir et Loysel, par exemple, est imprégnée de l'idée chrétienne du mariage conçue comme association parfaite entre époux. « Tout a été conduit par l'idée qu'on s'associe entièrement pour ne faire qu'un en toutes choses : « *Nos indivisi et nostra similiter* » (1).

L'actif de la communauté englobait en principe tous les biens des époux ; seuls en étaient exceptés les immeubles possédés lors du mariage ou recueillis depuis par succession. Mêmes les biens légués ou donnés entre vifs se confondaient dans la communauté, et les dettes personnelles sauf les rentes foncières grevant les immeubles propres, étaient à la charge de la masse commune. Cette masse commune était, comme de nos jours, administrée par le mari ; mais la femme devait concourir aux actes de disposition. Les ventes d'immeubles de communauté ne pouvaient être consenties que par les deux époux. La femme était donc associée à la gestion des biens communs ; en revanche, elle ne pouvait, comme elle en eut le droit plus tard, se dérober aux conséquences de cette gestion ; elle n'avait pas le bénéfice d'émolument et pouvait après la dissolution de la communauté être poursuivie *in infinitum* pour la moitié des dettes de communauté.

Il n'y avait donc de droit commun ni exclusion du mobilier ni séparation de dettes. Et l'on ne connaît pas

1. M. Lefebvre, *Cours de doctorat*, 1908, p. 165.

34 LA PREUVE DES REPRISES MOBILIÈRES DES ÉPOUX
de contrat de mariage de l'époque contenant ces clauses
si fréquentes aujourd'hui.

On n'admettait non plus ni reprises en deniers à défaut de remploi ou d'indemnité expressément stipulé au moment de la vente, ni récompenses, si ce n'est cependant dans la très ancienne coutume de Bretagne. A la dissolution du mariage, chacun des époux reprenait en nature seulement les biens propres existant encore ; si l'un d'eux avait été vendu pendant la communauté, sans que remploi ait été fait du prix ou qu'un « contre-poids » quelconque ait été stipulé, aucune reprise ne pouvait être réclamée par l'époux qui avait été propriétaire (1). Aucune récompense n'était due à la communauté en raison des dépenses qui pouvaient avoir été faites pour l'amélioration des propres. Chacun des époux reprenait en nature ses biens propres dans l'état où ils se trouvaient. Et le surplus était de communauté.

Mais le statut de la communauté conjugale ne tarda pas à être modifié.

Le mari reçut des pouvoirs plus étendus sur les biens de communauté ; il eut le droit de disposer, seul, même des immeubles. En échange, on accorda à la femme le bénéfice d'émolument. Elle eut droit à des reprises en deniers, lorsque ses propres avaient été aliénés ou avaient disparu par la faute du mari. En compensation

1. Beaumanoir, n° 1629 ; Olim, 53, p. 955, n° 21 ; Jostice et Plet, p. 243.

de la diminution de ses droits sur la communauté, elle reçut des garanties pour la préservation et la protection de son patrimoine propre. Son apport devint une sorte de dot restituable. L'influence du droit romain n'est pas étrangère à cette évolution.

En même temps que le régime de droit commun subissait ces modifications destinées à sauvegarder et à préserver les biens propres de la femme, les clauses d'exclusion du mobilier et de séparation de dettes apparurent et devinrent fréquentes dans les contrats de mariage.

En particulier, dans les pays de droit écrit, où la communauté n'était pas le régime de droit commun, la forme de communauté conventionnelle la plus répandue était la communauté d'acquêts.

« En pays de droit écrit et dans les coutumes qui n'admettent que les communautés conventionnelles, les meubles possédés par les conjoints avant le mariage n'entrent pas en communauté, sans une convention expresse (1) ».

« Dans le ressort du Parlement (de Bordeaux) le notaire n'est pas accoutumé de se servir du terme de communauté dans le contrat de mariage, mais bien de celui de société d'acquêts, qui signifie la même chose que communauté d'acquêts (2). »

Aussi tous les auteurs des ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles,

1. Dunod, *Observation sur la coutume du Comté de Bourgogne*, p. 374 (V. aussi : Le Brun, p. 40, n° 2 et p. 298 n° 34).

2. de Salviat, *Jurisprudence du Parlement de Bordeaux*.

Guy-Coquille, Bacquet, Lamoignon, Argou, Renusson, Duplessis, Bourjon, Ferrières, Le Brun et Pothier traitent des clauses d'exclusion du mobilier et de séparation des dettes, dont la réunion constitue la communauté d'acquêts.

Preuves admises pour l'exercice des reprises mobilières

Les indications qu'ils nous donnent sur les modes de preuves admis pour les reprises mobilières sont assez succinctes. A l'époque, les biens meubles avaient relativement peu d'importance ; leur valeur était minime, et les conflits qui pouvaient naître à leur sujet préoccupaient moins les jurisconsultes que ceux relatifs à la propriété des biens fonds.

La plupart des coutumes établissaient une présomption de propriété en faveur de la communauté, et c'était à l'époux réclamant ses reprises d'établir la preuve de son droit. Il en était autrement, notamment dans le ressort du Parlement de Bordeaux, en Normandie et en Lorraine, où les biens étaient présumés propres au mari, et où il fallait pour faire tomber un bien dans l'actif de communauté, réussir à prouver que l'acquisition en avait eu lieu pendant le mariage.

C'est ce que nous révèle, pour Bordeaux, l'attestation du 9 mars 1706, rapportée par Salviat (1) : « Que lorsqu'un

1. de Salviat, *loc. cit.*

contrat de mariage porte une société d'acquêts au profit des enfants qui naîtraient du mariage, il n'est pas nécessaire de rapporter, après le décès du père ou de la mère, un état des biens qui appartenaient aux futurs conjoints avant leur mariage ; qu'il suffit aux enfants, nés dudit mariage, de rapporter les contrats d'acquisition passés durant le mariage parce qu'on ne fait presque jamais un état en se mariant. » Et Salviat ajoute en note : « Les contrats suffiront aux enfants pour établir les acquêts ; mais s'ils ne les produisent pas, les créanciers seront fondés à soutenir qu'il n'y a pas d'acquêts et que tous les biens laissés par le père, sont assujettis à leurs dettes (1). »

De même pour la Lorraine, M. Schubert nous dit (1) : « La règle est que les biens seront propres, sauf preuve contraire ; dans le doute, un bien est déclaré propre. » Le principe était identique en Normandie.

Lorsque la présomption de propriété est ainsi établie contre la communauté, il faut pour la renverser, prouver que l'acquisition a été faite pendant le mariage. Cette preuve semble avoir été permise conformément au droit commun.

Mais quels moyens étaient autorisés pour justifier des reprises mobilières, lorsqu'au contraire — et nous avons dit que c'était le cas le plus fréquent — la présomption de propriété profitait à la communauté ?

1. *Etude sur le Droit des gens mariés en Lorraine*, Paris, 1901, p. 43.

Les solutions ont varié avec le temps.

Au xvii^e siècle, on exigeait un inventaire ou à défaut, un titre écrit pour la preuve du mobilier existant lors du mariage.

« Si par le contrat de mariage, il est convenu que le total ou une partie des effets mobiliers des deux conjoints ou de l'un d'eux, leur tiendra nature de propres, la convention n'aura aucun effet, s'il n'en a été fait inventaire avant la célébration du mariage ou le même jour, par devant notaire ou autre personne publique, signé des conjoints ou avec déclaration de ne savoir signer ; et au défaut d'inventaire, celui en faveur duquel a été faite la convention ne reprendra que ce qu'il justifiera par écrit lui avoir appartenu lors du mariage (1). » Ainsi la preuve régulière est l'inventaire ; on admet cependant qu'on puisse se servir, à défaut d'inventaire, d'un titre écrit.

Le Brun qui écrivait son *Traité de la Communauté* dans les dernières années du xvii^e siècle, exige de même un inventaire, mais prévoit qu'il peut être remplacé par une reconnaissance écrite des apports : « Si on a stipulé propres des effets mobiliers autres que des deniers, il semble qu'il doit être fait un inventaire en présence de l'autre conjoint, car la quittance des deniers mobiliers vaut un inventaire ; mais une quittance d'autres effets mobiliers ne supplée pas à un inventaire ou une

1. *Recueil des arrêtés* de M. le Président Lamoignon, titre XXXII, art. IX, p. 184. Voir aussi note XIV, p. 185.

description qui doit en être faite pour la fixation des meubles et de leur valeur.

« Cela a lieu principalement si cette stipulation de propres est faite par le mari qui déclare avoir tant en deniers et meubles, car en ce cas il a besoin d'un inventaire pour faire connaître le mérite de sa déclaration, si ce n'est qu'elle soit avouée et reconnue par la femme majeure ou son tuteur. Et j'estime que cette reconnaissance suffit, pourvu que les meubles soient prisés et estimés, et qu'il ait été dit que le mari ou la femme en a apporté pour tant, et que cette déclaration ait été avouée et reconnue par la femme, majeure ou assistée de son tuteur (1). »

Pour les successions recueillies pendant le mariage on exigeait de la même façon un inventaire. Mais à cause de la situation subordonnée de la femme dans le mariage, on ne pouvait lui refuser, faute d'inventaire, le droit de prouver qu'une succession mobilière lui était advenue. Et nous voyons déjà dans la coutume de Reims rédigée en 1556, une solution analogue à celle adoptée par notre code civil en son article 1304 (2). Lorsque le mari n'a pas fait dresser inventaire d'une succession recueillie par sa femme, il est en faute, et on permet à la femme de faire la preuve même par commune renommée (2).¹

1. Le Brun, *Traité de la Communauté entre mari et femme* livre III, chap. 5, p. 382.

2. *Coutume de Reims* rédigée en 1556, XXVI, citée par Constantin, thèse sur *Le droit des gens mariés à Reims*. Paris, 1903, p. 200.

Au XVIII^e siècle, on facilite davantage la preuve des reprises mobilières des époux. Pothier expose d'une façon assez détaillée la manière d'établir cette preuve. D'abord pour ce qu'on appelle le mobilier présent, c'est-à-dire le mobilier apporté en mariage, la déclaration du mari faite dans le contrat de mariage suffit. « Comme il (le mari) ne peut se donner quittance à lui-même, la déclaration de la quantité de son mobilier, qui est portée dans le contrat de mariage, suffit seule pour établir qu'il avait effectivement ce mobilier (1). » Et il légitime cette solution en ajoutant que la femme et sa famille peuvent s'informer avant de signer le contrat de la véracité des déclarations du mari (2).

« Si durant et constant le mariage eschoient à la femme aucuns biens meubles, deniers, héritages, dettes ou créances par succession d'aucun ses parents, dont il n'y ait inventaire fait, le mari est tenu en faire la déclaration par le menu des espèces de meubles, dettes et autres choses mobilières et estimation d'iceux, qu'il signera avec deux parents. Et s'il ne sait signer, il fera signer par d'autres et rapportera après icelle déclaration par devant le juge ordinaire de sa demeure et affirmera par serment avec sa femme qu'il n'a rien fait pour l'avantager. Et servira telle déclaration pour preuve à la dite femme ou ses héritiers pour la restitution de son apport. *Et faute d'avoir fait par le dit mari la dite déclaration, la dite femme ou ses héritiers seront crus par sermens, jointe la commune renommée de la qualité, quantité, estimation et valeur à l'encontre du dit mari ou ses héritiers.* »

1. Pothier, *De la Communauté*, 1^{re} partie, ch. III, p. 297.

2. Cf. de Salviat, *Jurisprudence du Parlement de Bordeaux*, p. 17, n° X.

« M. Despiau prétend qu'il a été jugé par plusieurs arrêts que le mari déclarant dans le contrat de mariage avoir en mains une somme fixée qu'il promet de rapporter pour faire fonds à la société, cette somme doit être prélevée avant le partage des acquêts, quoique il n'y ait ni exhibition ni acte qui constate l'existence de cet argent, et la translation dans la société ».

Pour la femme, au contraire, la déclaration d'apport contenue au contrat ne suffit pas, il faut une quittance émanant du mari. C'est au moyen de cette quittance que la femme établira son droit à la reprise de son apport.

Les déclarations contenues dans le contrat de mariage ne sont pas les seuls moyens reconnus pour la constatation des apports. Pothier admet encore « des états faits entre les conjoints depuis le mariage », ou des « actes non suspects faits avant ou peu après le mariage », tels qu'un partage d'une succession recueillie avant le mariage, un compte de tutelle rendu au conjoint. Et lorsqu'il n'y a aucun acte de ce genre on autorise la preuve par la commune renommée. « On laisse à la discrétion du juge à fixer, sur les enquêtes faites de la commune renommée, la quantité de ce mobilier (1). »

Ces preuves sont permises à la fois au mari et à la femme. Néanmoins, je cite encore Pothier : « le juge pour la fixation de ce mobilier doit être plus indulgent envers la femme ou ses héritiers qu'envers le mari ; l'empire qu'à le mari sur la femme pouvant souvent ne lui avoir pas laissé le pouvoir de constater pendant le mariage par quelque acte, le mobilier qu'elle avait lors de son mariage (1). »

Dunod (2) permet aussi de faire la preuve par tous les

1. Pothier, *id.*, n° 300.

2. *Op. cit.*, ch. VII, section I, n° 6 et 7.

moyens et s'en remet complètement à la décision du juge. « L'on considère aussi, dit il, lequel des conjoints avait un ménage assorti de meubles au temps du mariage, circonstance qui, jointe à la condition des parties, favorise la preuve sur la qualité et la quantité des meubles qui appartenàient aux conjoints lors du mariage. *L'arbitrage du juge* a beaucoup de part dans le règlement de ce qui doit être prélevé, lorsque les preuves ne sont pas spécifiques sur chaque meuble en particulier ou sur chaque espèce. »

En définitive tous les moyens de preuve sont admis pour la preuve des reprises résultant des apports en mariage, et cela pour les deux époux. Le juge conserve une entière liberté d'appréciation. Mais il est plus sévère pour le mari qui n'a pas, comme peut avoir la femme, l'excuse d'avoir été légalement empêché de se ménager une preuve de ses droits.

Pour le mobilier recueilli pendant la durée de la communauté, les solutions sont les mêmes. Pothier ne parle pas expressément de cette preuve de l'apport du mobilier futur ; mais ce qu'il dit de la preuve du mobilier présent peut parfaitement être étendu à la matière. Par conséquent c'est d'abord l'inventaire qui continue à être la preuve régulière. Mais à son défaut, les titres, les témoignages et même la commune renommée sont recevables pour les deux époux. Et la femme jouit d'un traitement de faveur, en raison de la dépendance dans laquelle elle se trouve vis-à-vis de son mari.

Ainsi on en était arrivé, dans notre ancien droit, à permettre la preuve des reprises par tous les moyens possibles, même par celui exorbitant du droit commun que constituait la commune renommée. Et on ne faisait pour le traitement auquel ils étaient soumis, qu'une petite différence entre le mari et la femme. Mais surtout il est remarquable qu'on ne faisait aucune distinction suivant que la preuve était opposée à l'autre époux ou qu'elle était opposée aux créanciers. Dans les deux cas, les modes admis étaient les mêmes. Nos anciens auteurs ne paraissent pas s'être préoccupés de l'intérêt des créanciers, ils ne semblent pas avoir redouté des collusions entre les époux aux dépens de ces derniers. Les fraudes des époux qui, d'accord entre eux, majoraient les reprises de la femme pour frustrer les créanciers du mari étaient sans doute moins fréquentes qu'elles ne le sont devenues depuis le code civil ; car nous verrons qu'à l'inverse de Pothier, la doctrine et la jurisprudence moderne sont obsédées par la crainte de la simulation des apports et de l'exagération des reprises, et que les modes de preuve admis par elles sont très différents, suivant que le débat s'élève entre les seuls conjoints ou entre l'un d'eux et les créanciers de l'autre.

Il faut noter d'ailleurs qu'à cette époque, il n'y avait pas de propres mobiliers parfaits ; toutes les reprises mobilières étaient exercées en valeur. Or, sauf l'effet de l'hypothèque légale de la femme, les reprises en

valeur sont moins préjudiciables aux créanciers que les reprises en nature, puisqu'au lieu d'amputer leur gage de tout ou partie des biens qui le composent, elles diminuent seulement leur répartition en venant concourir avec leurs créances sur les biens du débiteur commun.

Séparation des dettes

Les dispositions relatives à la séparation des dettes sont plus nombreuses chez nos anciens auteurs que celles concernant l'exclusion du mobilier.

L'adoption de la clause de séparation de dettes était, en effet, très fréquente. Non seulement elle résultait implicitement de l'adoption du régime de communauté d'acquêts, mais souvent elle était stipulée, à titre principal, sous le régime de la communauté légale.

Elle était tantôt adoptée à l'égard des deux époux, tantôt à l'égard de l'un d'eux seulement.

Le principe rappelé par Loysel que « qui épouse la femme épouse les dettes », pouvait exposer le mari à être poursuivi au delà de l'apport de sa femme. Aussi à l'époque qui a suivi les Croisades et les guerres des ^{xiii}^e et ^{xiv}^e siècles, pendant lesquelles les familles, et surtout les familles nobles, s'étaient en général très lourdement endettées, l'usage s'était-il répandu de stipuler la séparation des dettes dans les contrats de mariage. Mais habituellement, on n'insérait cette clause

qu'au profit du mari ; car, appliquée à la femme, elle restait, ainsi que nous le verrons, à peu près lettre morte.

Comme nous l'avons indiqué plus haut, la séparation des dettes a aujourd'hui des effets différents entre époux et à l'égard des créanciers ; elle se distingue par là de la clause d'exclusion du mobilier dont l'application est la même dans les deux cas.

Il en était déjà ainsi dans notre ancien droit.

Entre époux, la clause de séparation de dettes était toujours efficace. Lorsqu'une dette personnelle avait été acquittée par la communauté, une récompense était due par l'époux ainsi avantagé.

« La convention que les époux paieront séparément leurs dettes faites avant le mariage aura son effet entre les conjoints, encore que, lors du mariage, il n'ait été fait inventaire des meubles et effets mobiliers de celui du chef duquel procèdent les dettes ». (1)

Ni le mari ni la femme ne peuvent arguer du défaut d'inventaire pour se soustraire aux effets de la clause. Ils doivent dans tous les cas observer les termes de leur stipulation et se faire, lors de la liquidation, res-

1. *Recueil des arrêts de M. de Lamoignon*, titre XXXII, XVII p. 186.

Cf. Le Brun, *De la communauté*, livre II, chap. III, p. 299.

Cf. art. 222, *Coutume de Paris*, 1580.

« Combien qu'il soit convenu entre les deux conjoints qu'ils paieraient séparément leurs dettes faites auparavant leur mariage, car néanmoins ils sont tenus s'il n'y a inventaire préalable fait, auquel cas ils demeureront quittes, représentant l'inventaire ou estimation d'icelui ».

pectivement raison des dettes qu'ils peuvent avoir acquittées l'un pour l'autre.

A l'égard des créanciers personnels, la situation est différente. Pour les raisons que nous avons déjà rappelées, on ne pouvait leur appliquer à la lettre, la séparation de dettes ; on ne pouvait permettre à leur débiteur de se soustraire pratiquement à leurs poursuites par une simple stipulation du contrat de mariage.

On a donc reconnu que le droit appartenant aux créanciers de saisir le mobilier de leur débiteur subsistait malgré la clause ; et comme ce mobilier se trouvait confondu dans celui de communauté, soit en droit, en cas de communauté légale, soit en fait en cas d'exclusion du mobilier, le droit de poursuite des créanciers s'étendit sur tout l'actif de communauté. Les époux purent seulement le faire restreindre au montant de l'apport du conjoint débiteur en justifiant d'un inventaire authentique de cet apport.

« Les créanciers, au défaut d'inventaire pourront se pourvoir sur les biens de communauté, sauf le recours du conjoint non obligé contre l'autre. » (1) Le Brun (2) admet de même le droit de poursuite des créanciers au défaut d'inventaire « Cet inventaire est nécessaire, dit la Thaumassière, (3) pour couper le chemin aux fraudes et aux tromperies que pourraient faire les con-

1. *Recueil des arrêts de M. de Lamignon, loc. cit.* p. 186.

2. *Op. cit.*, p. 299.

3. *Questions et réponses*, 1^{re} partie, ch. 53, p. 212.

joint. » Nous voyons ainsi apparaître, chez nos anciens auteurs la crainte de collusions entre époux qu'ils ne paraissaient pas redouter lorsqu'ils ont déterminé les moyens de preuve des reprises mobilières.

Cette restriction du droit de poursuite des créanciers personnels à l'apport du débiteur, lorsque cet apport a été inventorié ne s'appliquait qu'aux créanciers de la femme. Les créanciers personnels du mari, pouvant dans tous les cas saisir les biens de communauté au même titre que les biens propres de leur débiteur ; le mari, en effet, comme seigneur et maître de la communauté, pouvait librement disposer des biens communs et s'obliger sur eux. Par suite, ses créanciers, qu'ils fussent antérieurs ou postérieurs au mariage avaient pour gage à la fois, son patrimoine propre et le patrimoine de la communauté. Les biens de communauté comprenaient d'ailleurs tous les meubles apportés par l'un et l'autre époux, puisqu'il n'y avait pas de propres mobiliers parfaits. La clause n'avait donc pas d'effets à l'égard des créanciers du mari.

Nous verrons que ces dispositions de notre ancien droit sont passées à peu près sans modification dans notre code civil et que l'article 1510, tel qu'il était avant la loi du 29 avril 1924, a repris les solutions que nous venons d'indiquer.

CHAPITRE IV

LES DISPOSITIONS DU CODE CIVIL ET DU CODE DE COMMERCE

Interprétation des auteurs et de la jurisprudence

SECTION I

Dispositions du code civil et du code de commerce

Preuve des reprises mobilières

Les rédacteurs du code civil ont consacré plusieurs articles au règlement des moyens de preuves admis pour les reprises mobilières et de la séparation des dettes. Certains de ces articles malheureusement ne concordent pas entre eux.

D'abord dans l'article 1499, inscrit sous le titre de la Communauté réduite aux acquêts, les législateurs ont établi une présomption de propriété en faveur de la communauté, et déclaré que cette présomption ne pouvait être renversée qu'au moyen d'un inventaire ou d'un état en bonne forme. Ils semblaient donc revenir aux solutions de Lamoignon et de Lebrun.

Mais, trois articles plus loin, dans la section relative

à la clause d'exclusion du mobilier, il est dit : « L'apport est suffisamment justifié quant au mari par la déclaration portée au contrat de mariage que son mobilier est de telle valeur. Il est suffisamment justifié à l'égard de la femme, par la quittance que le mari lui donne, ou à ceux qui l'ont doté (art. 1502).

Et l'article 1504 dispose que : « Le mobilier qui échoit à chacun des époux pendant le mariage, doit être constaté par un inventaire. A défaut d'inventaire, ajoute-t-il, ou d'un titre propre à justifier de sa consistance et valeur, déduction faite des dettes, le mari ne peut en exercer la reprise. Si le défaut d'inventaire porte sur un mobilier échu à la femme, celle-ci ou ses héritiers sont admis à faire la preuve, soit par titres, soit par témoins, soit même par commune renommée, de la valeur de ce mobilier. »

Ces deux articles reprennent les solutions données par Pothier que nous avons indiquées plus haut. Mais comment les concilier avec l'article 1499 ?

Le code de commerce a, lui aussi, prévu limitativement les moyens de preuve admis pour l'exercice des reprises mobilières, dans un cas spécial, celui de la femme réclamant ses reprises contre la faillite de son mari.

Il s'est montré soucieux de l'intérêt des créanciers. L'exposé des motifs de ce code nous révèle les dispositions des législateurs. L'un deux, Treilhard, s'élève contre la disparition de l'honnêteté dans le commerce ;

il plaint « les malheureux créanciers qui étaient condamnés à passer leurs jours dans les privations et dans les larmes, pendant que la femme coulait des jours tranquilles dans la mollesse et l'oisiveté », et déclare : « Il est temps enfin de poser un terme à ces scandales (1). » On a donc voulu réagir contre les facilités trop grandes données dans l'ancien droit, à la femme pour prouver ses reprises.

L'article 560 exige que la preuve des reprises en nature revendiquées par la femme, résulte d'un inventaire ou de tout autre acte authentique.

L'article 563, à côté d'autres restrictions à l'hypothèque légale, stipule notamment qu'elle ne garantira les reprises de la femme que pour « les deniers et effets mobiliers qu'elle aura apportés en dot ou qui lui seront advenus depuis le mariage par succession ou donation entre vifs et testamentaire, et dont *elle prouvera la délivrance et le paiement par acte ayant date certaine.* »

On remarque que les deux codes civil et de commerce ne contenaient sur la question des moyens de preuve adoptés pour l'exercice des reprises mobilières que des dispositions fragmentaires. Aucune règle générale n'était édictée. Et ces dispositions fragmentaires différaient les unes des autres, sans qu'on sût à quels

1. Loqué, *La Législation civile, commerciale et criminelle*, t. 19, p. 556 et suiv.

cas précis s'appliquait chacune d'elles. Les moyens de preuves reconnus sont tour à tour, les inventaires, les états en bonne forme, les titres propres à justifier de la consistance et valeur, les états authentiques, les actes ayant date certaine et même les témoignages et la commune renommée.

Comment combiner toutes ces solutions ?

Séparation des dettes

La clause de séparation des dettes était prévue par l'article 1510, qui obligeait les époux « à se faire, lors de la dissolution de la communauté, respectivement raison des dettes qui seraient justifiées avoir été acquittées par la communauté à la décharge de celui des époux qui en était débiteur », et ajoutait dans un deuxième paragraphe :

« Cette obligation est la même, soit qu'il y ait un inventaire ou non : mais, si le mobilier apporté par les époux n'a pas été constaté par un inventaire ou état authentique antérieur au mariage, les créanciers de l'un et de l'autre des époux peuvent, sans avoir égard à aucune des distinctions qui seraient réclamées, poursuivre leur paiement sur le mobilier non inventorié, comme sur tous les autres biens de la communauté. »

Ces dispositions de l'article 1510 s'expliquaient plus facilement que celles des articles 1499, 1502 et 1504. Le premier paragraphe établissait le principe d'une

récompense due à la communauté ou à l'un des conjoints, lorsqu'a été acquittée une dette personnelle à l'autre époux. A défaut de dispositions spéciales, la preuve de cette récompense devait se faire conformément au droit commun.

Le second paragraphe de l'article 1310 conférait aux créanciers personnels le droit de poursuivre leur débiteur sur tous les biens de communauté, lorsqu'il n'avait pas été fait d'inventaire de ses apports. On en tirait par argument *a contrario* la conséquence que lorsqu'il avait été procédé un inventaire, le droit des créanciers était limité à la saisie des biens inventoriés, si ces biens inventoriés existaient toujours, et à la saisie d'un mobilier d'une valeur égale à celui inventorié, si on ne pouvait représenter en nature aux créanciers les biens inventoriés.

Cette interprétation était confirmée par l'article 1414 qui prévoyait une situation analogue ; le cas d'une succession partie mobilière et partie immobilière, recueillie par un époux marié sous la communauté légale.

Il faut noter que la clause avait plus d'efficacité à l'égard des créanciers de la femme qu'à l'égard des créanciers du mari. L'inventaire de l'apport de la femme faisait échapper les biens de communauté à la poursuite de ses créanciers personnels. Pas plus que dans notre ancien droit, l'inventaire de l'apport du mari n'empêchait les créanciers de ce dernier de saisir, pendant la durée du mariage, les biens de communauté.

Mais il y avait cependant des meubles qui grâce à cet inventaire échappaient à leur action : C'étaient, sous le régime de la communauté d'acquêts, les meubles propres de la femme. Cette exception est une innovation du code civil, car ainsi que nous l'avions vu, il n'y avait pas dans notre ancien droit, de propres mobiliers parfaits.

Plusieurs auteurs (1) admettaient même que sous la communauté légale, la clause de séparation des dettes stipulée en faveur de la femme, avait pour effet de faire échapper à la saisie des créanciers du mari, ceux des biens de communauté qui provenaient de la femme.

Mais l'article 1510 comportait un troisième paragraphe qui était moins clair : « Les créanciers ont le même droit sur le mobilier qui serait échu aux époux pendant la communauté, s'il n'a pas été pareillement constaté par un inventaire ».

S'agissait-il ici encore des créanciers personnels antérieurs au mariage ? En ce cas, la clause n'aurait eu de sens que sous un régime comportant l'exclusion du mobilier. En effet, si le mobilier ainsi recueilli, était tombé dans la communauté, c'est l'absence d'inventaire au moment du mariage qui l'aurait fait entrer dans le gage des créanciers, et on ne voit pas de quelle importance pourrait être un inventaire du mobilier échu. Au contraire, si ce mobilier reste propre, il échappe, en principe, aux créanciers, mais on conçoit que cette

1. Troplong, III, n° 2042 ; Rodière et Pont, III, n° 1469 ; Laurent, XXIII, n° 306 ; Demante et Colmet de Santerre, VI, n° 176.

exclusion de la communauté ne soit efficace à leur égard que si un inventaire a été dressé.

Les créanciers prévus par ce paragraphe de l'art. 1510 étaient-ils au contraire les créanciers des successions recueillies pendant le mariage ? Il faudrait pour rendre la phrase intelligible remplacer les mots « sur le mobilier » par « à l'occasion du mobilier ». Cette explication est donnée par MM. Baudry-Lacantinerie et Lecourtois de Surville (*Contrat de mariage*, II, p. 813).

Ces questions n'ont d'ailleurs plus aujourd'hui qu'un intérêt rétrospectif et très limité ; la loi du 29 avril 1924 a supprimé purement et simplement tout ce passage de l'article 1510. Et au surplus, le sens général de l'article restait le même quelle que fût l'interprétation donnée au troisième paragraphe : Ce sens est que les créanciers ont le droit de poursuivre tout l'actif de communauté si le mobilier qui leur servait de gage n'a pas été inventorié.

Il n'est donc pas nécessaire de rappeler plus en détail les commentaires qui ont été donnés de l'article 1510 ancien.

Mais nous aurons occasion de parler de cet article cependant, car nous verrons en rapportant les discussions qui ont eu lieu sur la preuve des reprises mobilières qu'on s'est servi de l'article 1510 pour l'interprétation de l'article 1499.

SECTION II

Interprétation des auteurs

La question des moyens de preuve recevables pour l'exercice de l'action en reprises mobilières a été très débattue en doctrine et en jurisprudence.

Avec le développement considérable de la fortune mobilière qui a eu lieu dans le cours du xix^e siècle, l'importance des litiges soulevés par cette question de preuve n'a cessé d'augmenter. Et les articles 1499, 1502 et 1504 ont acquis un intérêt pratique, que ne pouvaient soupçonner les rédacteurs du code civil.

La première en date des interprétations données par les auteurs de ces articles de notre code est celle de Laurent, qui l'a exposée dans son *Traité* (XXIII, n^o 172 à 190).

Système de Laurent

Laurent commence par écarter du débat toute application de l'article 1510. Cet article prévoit la clause de séparation de dettes, il n'a rien à voir avec la preuve des reprises mobilières.

C'est dans l'article 1499 qu'il trouve la règle générale à appliquer. Aux termes de cet article, la preuve des reprises ne peut résulter que d'un « inventaire ou état en bonne forme ». Et ces deux expressions sont, sui-

vant notre auteur, synonymes ; elles doivent s'entendre d'un acte authentique, descriptif et estimatif.

Quant aux articles 1502 et 1504, Laurent ne les applique pas au régime de la communauté réduite aux acquêts ; on doit, suivant lui, limiter leur effet à la clause qui exclut de la communauté le mobilier en tout ou en partie et à la clause dite d'apport, qui forment l'objet de la section II, dans laquelle ils sont inscrits. On se servira donc de ces articles si le contrat de mariage a adopté expressément cette clause d'exclusion du mobilier, mais non si le contrat l'a adoptée implicitement en établissant le régime de la communauté d'acquêts. Et chacun de ces articles sera appliqué au cas précis qu'il prévoit, c'est-à-dire l'article 1502 à la reprise des apports en mariage, l'article 1504 à la reprise du mobilier échu pendant le mariage. Enfin dans ce dernier article, Laurent entend l'expression « titre propre à justifier de sa consistance et valeur » dans le sens d'un état authentique.

Cette interprétation très restrictive des textes aboutit à des conséquences illogiques. Le régime des preuves ne serait pas le même dans tous les cas d'exclusion du mobilier, lorsque cette exclusion résulte d'une clause expresse et lorsqu'elle résulte de l'adoption de la communauté d'acquêts. Mais souvent les contrats de mariage stipulent d'abord l'exclusion du mobilier, puis la séparation des dettes afin de réduire la communauté aux acquêts. Quel article s'appliquerait dans ce cas ?

En outre les conséquences de l'interprétation de Laurent seraient très rigoureuses pour la femme qui, à défaut d'inventaire, ne pourrait prétendre à une reprise, même à l'égard de son mari, même lorsqu'il s'agirait de meubles recueillis pendant le mariage, que son mari seul pouvait faire inventorier. Ce serait faire la part trop belle aux fraudes du mari.

Enfin cette méthode d'interprétation des textes dans leur sens strict ne nous paraît pas recommandable. Certaines lois, les lois pénales, notamment, doivent être comprises ainsi. Mais les lois civiles doivent au contraire être expliquées les unes par les autres, étendues aux différents cas auxquels elles peuvent s'appliquer et ne doivent pas être restreintes et limitées sans raison particulière.

Cette théorie n'a d'ailleurs eu aucun succès en jurisprudence et est restée strictement personnelle à son auteur.

Système de Saleilles

Un autre système, qui n'a pas eu de succès non plus auprès des tribunaux et des cours, a été enseigné par Saleilles dans ses cours à la Faculté de Paris en 1899 et 1900 (1).

Saleilles écarte lui aussi de la discussion l'article 1510

1. Voir exposé dans thèse de M. Gouyon, p. 191 et suiv. et thèse de M. Desrez, p. 141 et suiv.

relatif à la séparation des dettes et trouve la règle générale de la matière dans l'article 1499.

Il se rapproche ainsi de M. Laurent ; il s'en éloigne en interprétant le mot « état en bonne forme », dont M. Laurent avait fait le synonyme d'inventaire, dans le même sens que l'expression de l'article 1504 « tout titre propre à justifier de la consistance et valeur ».

Il entend par là tout titre écrit « qui en vertu des usages juridiques soit dressé en vue de la preuve par les intéressés ; tel sera par exemple un inventaire sous seings privés antérieur au mariage, un compte de tutelle ou d'administration, une créance constatée par écrit, un titre nominatif, etc... (1) »

Et selon lui, cette règle générale de l'article 1499, appliquée à la société d'acquêts comporte une seule exception, qui est indiquée dans l'article 1504 : la femme peut faire la preuve, même par commune renommée du mobilier recueilli pendant le mariage, lorsque le mari a omis de faire dresser inventaire.

Le paragraphe de cet article qui est relatif au mari, ne fait que confirmer la règle de l'article 1499, puisque le terme « titre propre à justifier » employé par ce texte, est considéré par notre auteur, comme équivalent de l'état en bonne forme prescrit par l'article 1499.

Quant à l'article 1502, il s'applique, suivant M. Saleilles, seulement à la clause dite d'apport prévue par l'ar-

1. Thèse de M. Desrez, thèse Caen, 1903, p. 148.

l'article 1500, aux termes de laquelle les époux stipulent que leur mobilier entrera en communauté à concurrence d'une certaine somme, le surplus étant implicitement réservé propre. Cette clause constitue les époux débiteurs de la somme qu'ils ont promis de faire entrer en communauté (article 1501); et c'est la justification du versement de cette somme que réglemente l'article 1502. Il s'applique donc, d'après notre auteur, à la preuve de la délivrance non pas des apports réservés propres, mais au contraire de ceux qui sont communs.

Il n'y avait donc dans les textes, aucune raison de distinguer au point de vue de la preuve, entre les reprises en deniers et les reprises en valeur.

Mais la raison de distinguer existe dans la nature différente de ces deux catégories de reprises.

Pour les reprises en nature, la preuve à établir est celle de la consistance du mobilier. Cette preuve ne peut résulter que d'un inventaire contenant une description et une désignation détaillée.

Pour les reprises en deniers, la preuve varie avec les différents cas.

Si la reprise résulte de l'apport d'objets individualisés, qui ont été vendus ou ont disparu par la suite, il faut en prouver la consistance, comme s'ils étaient repris en nature.

Si la reprise se fonde sur l'apport d'une somme d'argent ou d'objets estimés en bloc et vendus à la communauté pour le prix de cette estimation, la preuve

s'établira par une simple quittance du mari constatant le versement de la somme ou la remise des objets. Comme le mari ne peut se donner quittance à lui-même, une simple déclaration de la valeur de son apport faite dans le contrat de mariage suffira pour justifier son droit à la reprise. La preuve contraire sera admise contre cette déclaration.

Lorsque la quittance sera donnée dans le contrat de mariage même, au moyen d'une clause stipulant que « la célébration civile du mariage vaudra décharge », elle ne pourra pas être contestée par les époux. Au contraire, à l'égard des créanciers, elle aura le caractère d'une simple présomption de paiement susceptible d'être renversée par la preuve contraire. Une clause de ce genre constitue en effet, non pas une preuve véritable mais « un contrat de preuve », et à l'égard des créanciers, les contrats de preuve ont seulement la force d'une simple présomption.

Tel est le système de M. Saleilles qui est dans l'ensemble, très favorable à la femme, puisqu'il lui permet d'user de la commune renommée, même contre les créanciers du mari.

Le principal reproche qu'on puisse lui adresser est d'être précisément trop dangereux pour les créanciers, qu'il soumet, sauf dans le cas de faillite prévu par les articles 560 et 563 du code de commerce, au même régime que les époux eux-mêmes. Permettre à la femme d'établir la preuve de ses reprises contre les créanciers

de son mari par tous les moyens et même par la commune renommée, c'est exposer ces derniers à subir les fraudes concertées entre les époux. Dans notre droit, la commune renommée, qui est une preuve tout à fait exceptionnelle n'est généralement admise qu'à titre de peine contre ceux à qui on permet de l'opposer; on s'explique qu'elle soit recevable contre le mari, qui n'a pas fait dresser d'inventaire alors qu'il l'aurait dû; mais les créanciers n'ont commis aucune espèce de faute, il n'y a aucune raison de se montrer rigoureux à leur égard.

De plus, il semble que ce soit forcer un peu le sens des mots que d'entendre les mots « titres propres à justifier de la consistance et valeur (article 1504) dans la même acception que « inventaire ou état en bonne forme (art. 1499). Il paraîtrait plus exact de rapprocher cette dernière expression de celle de l'article 1510 : « inventaire ou état authentique ». Mais alors la contradiction subsisterait entre l'article 1499 et le deuxième paragraphe de l'article 1504.

La récusation de l'article 1502 est toute théorique puisque M. Saleilles arrive par une autre voie aux solutions qui résulteraient de cet article si on l'appliquait à notre matière.

Les distinctions qu'il établit entre les reprises en deniers et les reprises en nature, quant à l'objet de la preuve à fournir, nous paraissent tout à fait justifiées. Les conséquences qu'il en tire sont très logiques, si

l'on admet sa thèse de l'identité des preuves quels que soient les adversaires en présence.

Le système de M. Saleilles n'a pas été suivi par la jurisprudence, comme nous le verrons, celle-ci a tenu, en effet, à traiter différemment les créanciers et les époux et n'a pas autorisé la femme à se servir contre les créanciers de son mari de la commune renommée.

Les deux théories que nous venons de rappeler succinctement, ont cherché à établir unité et concordance entre les diverses dispositions des articles 1499 et 1504. Le système de M. Bufnoir, que nous allons examiner maintenant, déduit au contraire de ces articles deux règles toutes différentes qui ne peuvent s'appliquer aux mêmes situations, et distingue deux catégories de reprises correspondant à ces deux règles. Les reprises en nature sont régies par l'article 1499; les reprises en valeur par les deux articles 1502 et 1504.

Système de Bufnoir

La théorie qui porte le nom de Bufnoir n'a pas été inventée par le savant professeur; elle était déjà exposée dans un arrêt de la cour d'Appel d'Angers du 26 mai 1869 (S. 1869.2.239).

Mais elle a été développée et précisée par lui dans ses cours et dans deux notes au Sirey (1).

1. S. 1885.2.25, sous Dijon, 4 fév. 1884 et S. 1889.1.465, Cass., 22 nov. 1886.

Selon Bufnoir, l'article 1499 ne doit être appliqué qu'aux reprises exercées à titre de propriété. Il est le pendant de l'article 1402 relatif aux immeubles. L'un et l'autre de ces articles tranchent des questions de propriété. L'expression « mobilier existant lors du mariage et échu depuis » (article 1499), désigne des effets *in specie* pouvant être revendiqués en nature, et non les créances que l'époux peut avoir sur la communauté. Pour permettre ces reprises en nature, l'article 1499 exige qu'un inventaire ait été dressé.

De même l'article 1510 qui régit la clause de séparation de dette prévoit la distraction de la saisie pratiquée par les créanciers de la femme d'effets mobiliers dont le mari revendique la propriété ; et n'autorise cette distraction que si un inventaire a été dressé. Lorsqu'il s'agit au contraire de récompenses dues par l'un des époux à l'autre, c'est-à-dire de créances, l'inventaire n'est plus nécessaire.

Ainsi, dans ces deux articles 1490 et 1510, c'est pour les revendications en propriété et pour elles seules que l'inventaire est exigé.

Par contre les articles 1502 et 1504, relatifs à la clause d'apport, impliquant tacitement réalisation de tout le mobilier qui excède l'apport promis, visent des cas de reprises en deniers. Lorsqu'on promet d'apporter à la communauté une certaine somme, tout le surplus de l'apport est propre, et donne au conjoint droit à la reprise en deniers du montant de cet excédent. Ce sont

donc des reprises en deniers qui sont régies par ces articles, donnant de plus grandes facilités de preuve que l'article 1499. Bufnoir en conclut que toutes les reprises en deniers sont soumises à ce régime de faveur.

Cette distinction est corroborée par les articles 560 et 563 du code de commerce, dit-il. L'article 560 qui parle de reprise en nature des effets mobiliers ne permet la reprise qu'autant que l'identité en sera prouvée par inventaire ou état authentique.

L'article 563 relatif à l'hypothèque légale, accorde le bénéfice de cette hypothèque légale aux reprises de la femme du failli — il ne peut s'agir que des reprises en deniers — lorsque la délivrance ou le paiement des effets mobiliers aura été prouvé par acte ayant date certaine.

Ainsi le code de commerce lui aussi établit pour les reprises en deniers un traitement plus favorable à la femme que pour les reprises en nature ; il exige, il est vrai, pour preuve, un titre ayant date certaine, alors que les articles 1502 et 1504 se montrent beaucoup plus larges : c'est qu'il s'agit du cas de faillite dans lequel la loi se montre plus particulièrement protectrice des intérêts des créanciers.

Ainsi suivant M. Bufnoir la preuve par inventaire ne pourrait être exigée que lorsqu'on revendique en nature un bien propre. Il avait admis dans sa première

note au Sirey (1) un tempérament à sa doctrine : lorsque la reprise en deniers résulte non du versement de sommes d'argent ou de la remise de meubles estimés, mais de l'aliénation de biens qui étaient d'abord restés propres en nature, l'inventaire était nécessaire pour constater la consistance de ces biens. Dans sa deuxième note (2), il a abandonné cette exception et a admis l'application, sans distinction, à toutes les reprises en deniers, des dispositions des articles 1502 et 1504.

Bufnoir légitime la différence faite ainsi entre les deux catégories de reprises, en disant que les reprises en deniers sont moins préjudiciables que les autres aux créanciers. Elles ne diminuent pas leur gage mobilier, comme les reprises en nature qui viennent en amputer une partie, mais confèrent seulement à la femme le droit de concourir avec eux ; la femme subira comme eux, si le gage est insuffisant, une réduction proportionnelle de sa créance.

D'autre part, la distinction de Bufnoir expliquerait la réapparition dans notre code civil de l'exigence d'un inventaire qui avait disparu dans le dernier état de notre ancien droit, tel que nous l'a fait connaître Pothier. Pothier ne connaissait, en effet, que des reprises mobilières en valeur ; il n'y avait pas à son époque de propres parfaits. Les rédacteurs du code civil auraient donc conservé pour les reprises en deniers

1. S. 1885.2.25.

2. S. 1889.1.465.

les solutions admises par Pothier pour cette même catégorie de reprises. Et en établissant des reprises mobilières en nature ignorées jusque-là, ils les ont soumis à une justification nouvelle, celle de l'inventaire.

Cette thèse a été reprise par un grand nombre d'auteurs notamment MM. Lyon-Caen et Renault, Baudry-Lacantinerie, Loynes, Planiol. Plusieurs cours d'appel ont cherché à l'imposer. Tout récemment encore un arrêt de la Cour de Bourges du 30 mai 1921 (Sirey, 23-2-20) l'a adoptée.

Mais elle a été combattue par d'autres auteurs (1) et n'a pas prévalu devant la Cour de cassation.

En effet, on a tout d'abord reproché à cette théorie d'admettre la même justification contre les époux et contre les créanciers et de permettre à la femme de se prévaloir, même à l'encontre de ces derniers, de l'article 1504 qui autorise tout les modes de preuve, y compris la commune renommée.

Nous n'insisterons pas sur les inconvénients d'ordre pratique d'une pareille solution, les ayant déjà indiqués lorsque nous avons discuté le système de M. Saleilles.

M. Bufnoir dit bien que les reprises en deniers sont moins préjudiciables que les reprises en nature ; c'est exact dans tous les cas où elles ne sont pas garanties par l'hypothèque légale. Mais lorsque le mari a des immeubles, le droit de préférence conféré à la créance en

1. MM. Capitant, Wahl et Guénée notamment.

reprises la rend aussi redoutable pour les créanciers qu'une reprise en nature.

Une autre conséquence abusive du système est d'obliger la femme, qui revendique contre son mari une reprise en nature, à justifier d'un inventaire, même lorsque le droit à la reprise résulte d'une succession advenue pendant le mariage. Le mari a pu, usant de son autorité maritale, refuser de faire inventorier les biens recueillis par sa femme, et il a le droit de profiter de la faute qu'il a ainsi commise pour opposer lors de la dissolution de la communauté une fin de non recevoir à la demande de son épouse ! On objectera que cette dernière conservera le droit à une reprise en deniers ; mais cette reprise peut être moins avantageuse pour elle ; surtout la femme peut avoir des raisons particulières de vouloir reprendre les biens *in specie* : il peut s'agir de meubles auxquels elle est attachée par des souvenirs. Il est vraiment rigoureux de l'obliger à ne recevoir que la valeur de ces meubles pour l'unique raison que le mari, poussé peut-être par un mobile intéressé, n'a pas voulu, en temps opportun faire dresser d'inventaire.

Il n'y a là il est vrai, contre la doctrine de M. Bufnoir que des arguments de fait, qui méritaient à coup sûr d'être pris en considération par le législateur, mais qui ne pourraient servir à l'interprétation des articles du code, qu'autant que les textes eux-mêmes paraîtraient s'en être inspirés.

Quelles sont donc les raisons de textes qui ont per-

68 LA PREUVE DES REPRISES MOBILIÈRES DES ÉPOUX
mis de combattre ce système et d'en repousser l'application ?

Tout d'abord, il est très contestable que l'article 1499 doive s'appliquer uniquement aux reprises en nature. Sous le régime de la communauté d'acquêts, les deux catégories de reprises existent. L'article 1499 est le seul de la section réservée à ce régime qui parle du mode de preuve des reprises. Pourquoi penser qu'il s'applique à l'une des catégories plutôt qu'à l'autre. Le terme « mobilier » employé par lui est assez extensif pour s'appliquer même aux créances.

De la même façon, les articles 1502 et 1504 ne paraissent pas pouvoir être restreints aux reprises en valeurs. Dans la section où ils se trouvent, il est question aussi bien de la clause d'exclusion du mobilier en nature que de la clause d'apport, de laquelle ne résulte qu'une reprise en deniers. Et le terme employé dans l'art. 1504 est celui de « mobilier » qui figure dans l'article 1499 ; en vérité, on ne voit pas quelle raison on pourrait avoir de l'entendre différemment dans les deux cas.

M. Bufnoir a fait appel aux articles 560 et 563 du code de commerce, dont le premier ne s'appliquerait qu'aux reprises en nature et le second aux reprises en deniers.

En réalité, l'article 560 est tellement général qu'il semble devoir être étendu même aux reprises en deniers qu'il ne vise pas expressément. Si on en limite

le sens, les reprises en deniers se trouvent n'avoir pas été prévues par le code de commerce, car l'article 563 ne s'applique qu'à un cas particulier de reprises en deniers, celui où la femme se prévaut de son hypothèque légale. En admettant donc la théorie de M. Bufnoir, la femme qui exerce des reprises en deniers contre son mari en faillite, pourrait en faire la preuve même par commune renommée. Une telle solution serait bien surprenante, étant donné les dispositions d'esprit des rédacteurs du code de commerce dont nous avons rappelé plus haut quelques-uns des motifs. On ne peut pas penser qu'ils aient voulu faire à la femme une situation aussi avantageuse, lorsqu'ils ont paru, dans toutes les dispositions relatives à la faillite, n'avoir en considération que l'intérêt des créanciers.

Mais, objecte Bufnoir, comment expliquer que dans l'article 563 qui réglemente les reprises en deniers garanties par l'hypothèque légale, c'est-à-dire les reprises les plus préjudiciables aux créanciers, on exige non plus un inventaire authentique, mais seulement un acte ayant date certaine ?

C'est que, pour avoir droit à une reprise en deniers, il faut, ainsi que nous avons vu dans notre premier chapitre, prouver deux choses : 1^o la valeur ou la consistance de l'apport ; 2^o le fait du versement ou de la remise effective de cet apport. Et l'article 563 ne réglemente que cette deuxième preuve, ainsi qu'il résulte de ses termes mêmes : « Pour les deniers et effets mobiliers...

70 LA PREUVE DES REPRISES MOBILIÈRES DES ÉPOUX
dont elle prouvera la *délivrance ou le paiement par acte ayant date certaine.* »

Ainsi cette exigence d'un acte ayant date certaine ne remplace pas celle de l'inventaire authentique ; elle s'y ajoute dans le cas particulier où la créance en reprises est garantie par l'hypothèque légale (1).

On voit donc que lorsqu'on étudie les textes, la distinction faite par M. Bufnoir entre les reprises en deniers et les reprises en nature paraît assez artificielle. Il n'y a pas, à notre sens, plus de raison de texte que de raison d'ordre pratique, de distinguer, au point de vue de la preuve entre les deux sortes de reprises.

Nous sommes donc conduits à examiner une dernière tentative d'explication des articles 1499 et 1504 ; celle qu'a adopté et à laquelle est toujours restée fidèle la jurisprudence de la Cour de cassation.

SECTION III

Système de la Cour de cassation

La Cour de cassation, à l'inverse de Bufnoir, ne fait aucune distinction entre les reprises en nature et les reprises en deniers ; elle exige pour les unes et pour les autres les mêmes justifications. Au contraire, elle adopte des solutions différentes quand la reprise

1. Voir Thaller et Percerou, *Traité de droit commercial*, 5^e éd. n° 3, 2.043 et 2.044.

est exercée contre l'époux seulement et quand elle est exercée à la fois contre l'époux et ses créanciers. Dans le premier cas s'appliquent les articles 1502 et 1504 qui se montrent très larges dans l'admission des modes de preuve ; le second cas est soumis à l'article 1499 beaucoup plus rigoureux.

Ce second cas se présente souvent pour la femme qui réclame ses reprises, soit pendant la communauté, soit après la dissolution du mariage : notamment en cas de faillite ou de déconfiture du mari, quand le mari décède laissant une succession déficitaire, lorsque des créanciers pratiquent une saisie sur des meubles possédés par les époux ou quand la femme exerce son hypothèque légale soit contre un tiers acquéreur, soit contre des créanciers hypothécaires.

Le mari, au contraire, est rarement en conflit avec des créanciers pour la liquidation de ses reprises ; il ne peut l'être avec les créanciers de la communauté parce que ceux-ci sont aussi ses créanciers personnels ; et il n'est qu'exceptionnellement en opposition avec les créanciers de sa femme. La femme, en effet, n'est pas tenue, sur ses biens personnels, des reprises de son mari. Il faut pour que ce conflit existe, supposer la communauté dissoute. A ce moment-là les biens de communauté se divisent de plein droit entre le mari et la femme ; les créanciers personnels de celle-ci ont donc action sur la moitié de ces biens appartenant à leur débitrice ; ils ont alors intérêt à repousser l'action en

reprises au mari, qui aurait pour effet de diminuer la part de la femme dans la communauté et par suite leur gage.

Mais cette situation est très rare en pratique et les décisions de jurisprudence que nous aurons l'occasion de citer s'appliquent toutes aux conflits soulevés entre la femme et les créanciers du mari ou de la communauté.

La différence établie par la jurisprudence dans l'admission des modes de preuve, suivant que l'époux réclamant ses reprises se trouve en conflit seulement avec son conjoint ou qu'il l'est aussi avec les créanciers de celui-ci, se justifie au point de vue pratique, ainsi que nous l'avons vu. Les fraudes seraient trop faciles et trop fréquentes si les époux pouvaient, sans avoir à fournir de justifications sérieuses, soustraire leurs biens à l'action des créanciers. Mais quelle est la raison juridique de cette distinction ? dans quel texte du code en trouve-t-on le principe ?

C'est de l'article 1510, considéré comme le « complément et l'interprétation naturelle » (1) de l'article 1499 que les partisans de la jurisprudence de la Cour de cassation tirent leur argumentation. Cet article, en effet, établit en faveur des créanciers, une présomption qui ne peut être renversée qu'au moyen d'un inventaire. Si les époux n'ont pas eu la précaution de faire inven-

1. Cass., 19 juin 1855. (D. P. 1855.1.305).

torier leurs apports, leurs créanciers personnels auront le droit, malgré la séparation de dettes, de faire saisir tout le mobilier de communauté, aucune autre preuve n'est admise contre eux, même s'il reconnaissait que tels meubles appartiennent à son débiteur et tels autres sont de communauté, le créancier aurait le droit, lorsqu'il n'y a pas eu d'inventaire, de faire saisir indistinctement, les uns et les autres de ces meubles. Au contraire, lorsqu'il s'agit de prouver les récompenses que se doivent mutuellement les époux, tous les moyens de preuve sont admis par l'article 1510.

La jurisprudence interprète dans le même sens l'article 1499, bien que le texte de cet article n'indique aucune distinction. Pour la Cour de cassation, la présomption de propriété résultant au profit de la communauté de cet article 1499 est *juris et de jure*, à l'égard des créanciers seulement; elle est au contraire *juris tantum* quand elle est invoquée par l'un des époux contre l'autre; c'est-à-dire, qu'en ce dernier cas, les époux peuvent combattre cette présomption non seulement par un inventaire ou un état en bonne forme, mais aussi par d'autres moyens de preuve, notamment ceux qu'autorisent les articles 1502 et 1504.

On a objecté à cette explication de l'article 1499 par l'article 1510, que ces deux articles prévoient des situations trop différentes les unes des autres pour qu'on puisse les soumettre aux mêmes dispositions.

L'article 1499 organise la reprise du mobilier exclu

de la communauté; il met donc en conflit l'un des époux, nous avons vu d'ailleurs que c'était le plus souvent la femme, et les créanciers de la communauté. L'article 1510 qui régit la séparation de dettes oppose les créanciers personnels de la femme au mari, chef de la communauté. L'inventaire exigé par l'article 1499 est l'inventaire du mobilier revendiqué par l'époux, sur lequel par conséquent les créanciers communs n'ont pas de droits. D'après l'article 1510 c'est l'inventaire du mobilier formant le gage des créanciers, qui est nécessaire pour que le mari puisse distraire de la saisie ses biens propres et ceux de la communauté. On ne peut donc appliquer à la preuve de reprises mobilières les dispositions de l'article 1510.

Cette objection n'a pas empêché la Cour de cassation et les cours d'appel qui ont adopté sa jurisprudence, de fonder le plus souvent leurs arrêts relatifs à la preuve des reprises mobilières à l'égard des créanciers, à la fois sur l'article 1499 et sur l'article 1510 (1). Le dispositif d'un arrêt de la cour d'appel de Rouen (2) s'exprime ainsi: « Attendu qu'aux termes de l'article 1499 combiné avec l'article 1510, qui n'en est que le corollaire, puisque la société réduite aux acquêts comporte virtuellement séparation de dettes, le mobilier existant lors

1. Civ. 22 nov. 1886 (D. P. 1887. 1. 113).

Civ. 5 fév. 1908 (D. P. 1908. 1. 353).

Cass. 3 janv. 1910 (D. 1910. 1. 113).

Grenoble 15 nov. 1910 (D. P. 1911. 2. 217).

2. Rouen 9 mars 1898 (S. 1899. 2. 13).

du mariage ou advenu depuis qui n'a pas été constaté par inventaire ou par acte authentique est réputé acquêt, et que les créanciers du mari ont le droit de saisir et de poursuivre sur le mobilier le paiement de ce qui leur est dû. »

L'argument que la jurisprudence tire de l'article 1510 n'est d'ailleurs pas sans valeur. Si les situations prévues par les deux articles sont différentes, elles ont ceci d'analogue, que dans les deux cas, les créanciers se trouvent en conflit avec les époux pour une question de propriété d'objets mobiliers. De plus, les deux dispositions régissent le même régime matrimonial, la communauté d'acquêts comportant à la fois exclusion du mobilier et séparation des dettes.

Enfin si dans leurs applications les plus fréquentes, ces articles régissent des situations assez différentes, il arrive qu'ils visent à des hypothèses tout à fait semblables. Lorsqu'à la dissolution de la communauté, l'actif se divise de plein droit entre les deux époux, les créanciers personnels de la femme ont action sur la moitié indivise des biens de communauté. Ils peuvent en demander le partage et pour arriver au partage, la vente; ils se trouvent alors en conflit avec le mari qui réclame ses propres en nature ou la reprise de leur valeur. Il s'agit de la liquidation de la communauté et du paiement des reprises, c'est donc l'article 1499 qui doit s'appliquer; et pourtant le débat s'élève entre les créanciers personnels de la femme qui veulent pour-

suivre, et le mari qui cherche à soustraire à leur action ses biens propres: c'est la situation que prévoit l'article 1510.

Dès lors puisque dans l'article 1510, l'inventaire est présenté comme étant la preuve spécifique en quelque sorte, à opposer aux créanciers, la seule qui permette de délimiter leur gage, il est logique de donner à l'inventaire prévu par l'article 1499 le même caractère. Dès l'instant qu'on n'interprète pas cet article dans son sens absolu, comme le faisait Laurent, qu'on reconnaît la nécessité d'y introduire une distinction, c'est avec raison qu'on va chercher dans l'article 1510 le principe de cette distinction. On soumet ainsi à un régime semblable: les créanciers de la communauté qui au cours d'une saisie s'opposent aux revendications de meubles propres faites par la femme de leur débiteur, et les créanciers personnels de la femme qui s'opposent à la distraction demandée par le mari d'objets qui lui sont personnels ou qui dépendent de la communauté. Et de même on traite de façon identique les époux qui réclament l'un à l'autre les reprises qui leur sont dues par la communauté et les époux qui se réclament l'un à l'autre les récompenses qu'ils doivent à la communauté.

Telle est dans ses grandes lignes, l'interprétation donnée par la Cour de cassation aux articles 1499, 1502 et 1504 de notre Code civil. Cette jurisprudence a toujours été maintenue.

Parmi les arrêts qui l'ont consacrée on peut citer

ceux des 19 juin 1855 (1), 16 janvier 1877 (2), 20 août 1884 (3), 22 novembre 1888 (4), 15 mars 1899 (5), 15 mai 1899 (6), 24 janvier 1906 (7), 5 février 1908 (8) 3 janvier 1910 (9), et 6 mai 1918 (10).

Différentes cours d'appel ont refusé de se rallier à la doctrine de la Cour suprême et ont cherché à faire prévaloir la théorie de Bufnoir, notamment dans les arrêts suivants : Angers, 26 mai 1869 (11), Dijon, 4 février 1884 (12), Caen 24 mars 1890 (13), Orléans, 23 février 1910 (14), et Bourges, 30 mai 1921 (15), mais ceux de ces arrêts qui ont été déférés à la Cour suprême ont été cassés.

Nous allons maintenant étudier les différentes solutions de détail admises par la Cour de cassation. Nous verrons que ce sont les conséquences rigoureuses, excessives même, tirées par elle du principe que nous venons de rappeler, qui ont fait apparaître la nécessité d'une modification législative.

1. S. 1855.1.506.
2. S. 1877.1.169.
3. S. 1885.1.126.
4. S. 1889.1.465.
5. D. P. 1899.1.569.
6. D. P. 1899.1.397.
7. S. 1906.1.80.
8. S. 1908.1.93.
9. D. P. 1910.1.113.
10. *Gaz. Trib.* 27.29.5.1918.
11. S. 1870.2.85.
12. S. 1885.2.25.
13. D. P. 1890.2.217.
14. S. 1912.2.273.
15. S. 1923.2.20.

La loi du 29 avril 1924 est intervenue pour faciliter la preuve des reprises à l'égard des créanciers.

Nous ne parlerons pas, pour le moment des moyens de preuve permis entre époux. Puisque ces modes de preuve sont les mêmes aujourd'hui encore, nous en réserverons l'étude pour notre deuxième partie qui sera consacrée au régime actuel.

SECTION IV

Application du système de la jurisprudence aux modes de preuve à l'égard des créanciers

Nous avons vu au début de notre étude que la preuve à établir par l'époux qui réclame ses reprises comportait divers éléments : preuve de la consistance ou de la valeur, de l'identité, de l'origine, de la réception, du remploi, de l'aliénation. Nous allons examiner successivement les solutions admises pour ces différents éléments de preuve.

1° Preuve de la consistance et valeur

De quelle façon devra être établie la consistance ou la valeur des meubles propres ?

A l'égard des créanciers, il n'y a pas lieu de distinguer entre le mobilier apporté en mariage et le mobilier advenu depuis. Pour l'un et pour l'autre, la preuve

ne peut résulter que d'un inventaire ou état en bonne forme, suivant les termes de l'article 1499.

Mais qu'entend-on par ces mots : Inventaire ou état en bonne forme ? La jurisprudence les interprète dans un sens très étroit. Elle exige un acte authentique, c'est-à-dire dressé par un officier public compétent, qui contienne la description et l'estimation des effets mobiliers. Chaque objet doit être décrit et précisé de façon à pouvoir être identifié au moment de la reprise.

La disposition d'un contrat de mariage portant que la femme a apporté divers objets mobiliers, créances et espèces d'une valeur totale de 18.000 francs, par exemple, n'est suffisante ni pour permettre la reprise en nature ni même pour fonder une reprise en deniers de la somme de 18.000 francs (1). Dans l'espèce qu'avait à juger l'arrêt cité, il résultait des livres du notaire, qui avait reçu le contrat de mariage, que sur les 18.000 francs formant l'apport, 16.000 fr. étaient des espèces ; cette somme avait été versée à l'étude du notaire par la femme avant le mariage et avait été retirée par le mari. Un arrêt de la Cour de Paris du 27 novembre 1905 (2) avait admis la reprise de ces 16.000 francs. Mais la Cour de cassation (2) au contraire a décidé qu'il n'y avait pas lieu d'autoriser la reprise parce que la présomption de l'article 1499 « doit

1. Cass. 5 fév. 1908 (S. 1908.1.93).

2. (D. P. 1908.1.353).

80 LA PREUVE DES REPRISES MOBILIÈRES DES ÉPOUX
être appliquée rigoureusement quand elle est opposée
à la femme par les créanciers ».

Ainsi les contrats de mariage doivent contenir une désignation détaillée de cet apport. Et les notaires sont tenus sous peine d'engager leur responsabilité professionnelle d'attirer l'attention de leurs clients sur l'utilité d'une telle désignation. La Cour de Besançon a jugé que « le notaire qui n'inventorie pas les apports mobiliers des époux méconnaît l'article 1499, contrevient à ses devoirs professionnels et doit être présumé en faute sauf à lui à faire la preuve contraire » (1).

Cependant il n'est pas nécessaire que l'inventaire ait été fait dans le contrat de mariage, ni même qu'il ait été dressé spécialement en vue du mariage. Un compte de tutelle rendu à l'un des époux peu avant le mariage est suffisant, si la fortune n'a pas subi de changements. Egalement l'inventaire d'une succession recueillie peu de temps avant le mariage est valable si l'apport de la femme ne comprend que ses droits dans cette succession (2).

Mais d'une part, il faut que cet inventaire ait été fait avant le mariage, et d'autre part qu'il ait été fait en son temps, c'est-à-dire au moment où la succession s'est ouverte ; un inventaire tardif serait insuffisant. (3)

De même pour les successions advenues pendant le

1. Besançon, 24 fév. 1897 (D. P. 1897.2.222).

2. Cass., 22 nov. 1886 (D. P. 1887.1.114).

3. Cass., 19 juin 1855 (S. 1855.1.506).

mariage, aucune autre preuve ne peut remplacer l'inventaire notarié.

Un partage sous-seings privés ne peut pas être opposé aux créanciers, même s'il n'est pas contesté par eux, même s'ils étaient eux-mêmes intéressés à ce partage. Une femme réclame contre les créanciers de son mari qui sont ses propres frères, la reprise de meubles qu'elle a recueillis dans les successions de ses parents ; ces successions ont été partagées entre elle et ses frères par un acte sous-seings privés ; ces derniers ont le droit néanmoins de repousser l'action en reprises de leur sœur, parce qu'aucun inventaire n'a été dressé (1). Ainsi même la reconnaissance du droit à la reprise de la femme qui résulte du partage signé par les créanciers ne peut suppléer à l'inventaire. Les créanciers ont le droit de dire : Je sais très bien qu'une partie des biens saisis chez mon débiteur ne lui appartiennent pas en réalité, mais je soutiens le contraire, et je refuse de rendre à la femme les meubles qui sont sa propriété, sur lesquels par conséquent, je n'ai pas de droit.

Une déclaration de succession, même un certificat de propriété n'ont pas plus d'efficacité que le partage sous-seings privés. La déclaration de succession contient bien l'énumération détaillée des éléments d'actif d'une succession recueillie, mais c'est un état sans formes. Le certificat de propriété est bien dressé par un notaire, mais

1. Cass., 22 nov. 1886 (S. 1889.1.405)

la jurisprudence soutient que l'étant « dans le but unique d'opérer un transfert » il n'est pas l'équivalent d'un état en bonne forme (1).

A plus forte raison, les papiers et registres domestiques du défunt qui sont admis comme preuve des reprises entre époux, ainsi que nous le verrons, n'ont aucune valeur à l'égard des créanciers.

Seul donc l'inventaire de la succession dressé par le notaire pourra être opposé aux créanciers.

Lorsque la reprise résulte d'une donation faite pendant le mariage, l'état estimatif et descriptif prévu par l'article 948 du code civil tiendra lieu d'inventaire. Mais les dons manuels faits par simple tradition ne donneront jamais le droit de réclamer une reprise contre les créanciers.

Lorsque la femme a recueilli un legs, la preuve peut résulter à la fois d'un inventaire, qui d'ailleurs peut être contenu dans l'acte de délivrance de legs, et du testament lui-même. Tout d'abord si le testament est fait en la forme authentique, et s'il contient la désignation détaillée des objets légués, il remplira toutes les conditions exigées par l'article 1499. Mais on a admis — du moins en doctrine — que même un testament olographe pourrait être opposé aux créanciers. Il faudrait seulement pour cela qu'il soit déposé à un notaire, conformément à la loi, et qu'il détaille les meubles faisant

1. Cass., 3 janv. 1910 (D. P. 1910.1.113).

l'objet du legs (1). Nous ne connaissons pas de jurisprudence sur la question.

On voit que la preuve de la consistance et de la valeur du mobilier propre ne peut s'établir qu'au moyen d'un petit nombre d'actes soumis à des conditions d'application sévères.

On a essayé de fléchir la rigueur de cette jurisprudence pour certains meubles privilégiés, qui par leur caractère de fixité et de durée et par leur mode d'aliénation, se rapprochent des immeubles. Je veux parler des fonds de commerce et des offices ministériels.

Pour ces biens particuliers on ne peut avoir comme pour les meubles corporels des craintes de confusion, on est sûr d'arriver à les identifier facilement. On n'a pas à redouter que les époux les revendiquent sans droit, car la transmission de ces biens est toujours constatée par un écrit, qui permet ensuite d'en retrouver l'origine.

D'autre part, s'il arrive qu'on inventorie les fonds de commerce, il ne paraît pas possible d'inventorier les offices ministériels. On n'a jamais fait d'inventaire régulier des minutes d'une étude de notaire.

En raison de ces particularités, plusieurs législations étrangères ont soumis à un régime spécial les preuves relatives aux fonds de commerce et aux offices : notamment le code civil hollandais (art. 205), le code de com-

1. Note de M. Loynes (D. P. 1908.1.355).

84 LA PREUVE DES REPRISES MOBILIÈRES DES ÉPOUX
merce Italien (art. 784), la loi norvégienne du 29 juin
1888 (1).

En France, à défaut de dispositions législatives, différentes décisions judiciaires sont intervenues, qui ont soumis à une règle, différente de celle appliquée aux meubles corporels, la preuve à fournir pour la reprise des fonds de commerce ou des offices ministériels.

Un arrêt de la Cour d'Aix du 24 mai 1905 (D. P. 1906.2.388) a confirmé un jugement du tribunal civil de Marseille du 10 juin 1904, dont l'un des considérants était ainsi libellé : « Attendu qu'il est admis par la doctrine et la jurisprudence que les fonds de commerce comme les offices ministériels, à raison de la netteté exceptionnelle avec laquelle apparaît leur existence aux yeux de tous, échappent aux exigences soupçonneuses de l'article 1499 et qu'il serait injuste de les comprendre parmi les acquêts de communautés, à défaut d'une réserve dans le contrat de mariage ou de toute autre justification authentique antérieure à la célébration, etc... ». Cet arrêt a autorisé la reprise du fonds de commerce dont il s'agissait, malgré le défaut d'inventaire (2).

Un arrêt de la Cour de Paris du 23 février 1835 avait statué dans le même sens, pour la raison que « les meubles qui composent un fonds de commerce (de

1. Cités par M. Tissier, *De la communauté d'acquêts envisagée comme régime de droit commun. Revue bourguignonne de l'enseignement supérieur*, 1901.

2. Dalloz, *Jur. gén.*, V° *Contrat de mariage*, n° 2.616. Cf. également Agen, 24 mars 1903 (D. P. 1903. 2. 433).

marchand de meubles) ne peuvent être confondus avec le mobilier des époux ».

Un arrêt de la Cour de cassation du 15 juin 1899. (S. 1910.1.114), s'est, il est vrai, prononcé en sens contraire, et a refusé d'admettre la reprise d'une part d'un fonds de commerce apporté en mariage sans inventaire. Mais dans l'espèce, il ne s'agissait pas d'une reprise pure et simple de fonds de commerce. Une femme avait apporté en mariage ses droits dans la succession de son père évalués vingt-trois mille francs ; et il avait été déclaré dans le contrat que cette somme de vingt-trois mille francs était confondue dans un fonds de commerce. La part du fonds de commerce avait été, depuis le mariage apportée par le mari à une société. La femme réclamait la reprise en deniers de la somme de vingt-trois mille francs représentant la valeur de son apport. La Cour de cassation a refusé d'admettre la demande se fondant sur le défaut d'inventaire régulier. Mais le jugement qui avait d'abord statué sur l'affaire et qui a reçu la double confirmation de la cour d'appel de Toulouse et de la Cour de cassation, disait notamment : « Attendu que sans doute dans quelques cas particuliers, des corps certains de valeur relativement stable, peuvent à la rigueur échapper à l'application d'une règle aussi étroite ; mais que lorsqu'il s'agit d'un fonds de commerce d'une valeur essentiellement variable, administré à son origine avec des parts confondues de plusieurs, la production d'un inventaire authen-

tique est indispensable ». Ce jugement paraît donc n'exiger l'inventaire que parce qu'il s'agit d'une part indivise de fonds de commerce, dont la valeur est essentiellement variable. Il admet implicitement que pour certains fonds de commerce au moins l'inventaire est superflu.

Ainsi cette question de la preuve exigée pour la reprise d'un fonds de commerce n'a pas été nettement tranchée par la jurisprudence, dont les solutions ont varié suivant les circonstances de fait. Les auteurs d'ailleurs ont été également divisés (1).

Au contraire en ce qui concerne les offices ministériels, la doctrine était unanime à répudier l'exigence d'un inventaire ou d'un état en bonne forme (2). Et la jurisprudence était du même avis (3).

L'arrêt de la Cour de Douai qui vient d'être cité, justifie sa décision en déclarant que le décret présidentiel de nomination à un office ministériel équivaut à un état en bonne forme. « Attendu que ce décret constitue un acte authentique qui établit d'une façon indiscutable l'origine et la réalité de ce propre ».

On a soutenu également qu'une reprise pouvait avoir

1. Note de Loynes (D. P. 1908. I. 353) et note Lyon Caen (S. 1900. I. 113).

2. Rodière et Pont, *Contrat de mariage*, t. 2, n° 1274 ; Guillouard, *Contrat de mariage*, t. 3, n° 1482 ; Baudry-Lacantinerie et Le Courtois et Surville, *Contrat de mariage*, 5^e éd., t. 2, n° 1302.

3. Bordeaux, 19 févr. 1856 (D. P. 1856. 2. 177) ; Aix, 24 mai 1905 (D. P. 1906. 2. 388) ; Douai, 11 janvier 1906 (*Jurisprudence de la Cour de Douai*, 1900, p. 118).

lieu sans production d'inventaire pour les titres de rente nominatifs, dont l'origine est constatée par une mention portée au Grand Livre de la Dette publique. M. de Loynes (1) pense que l'on peut considérer l'inscription au Grand Livre de la Dette publique comme un acte authentique. C'est aussi l'avis de la Cour de cassation belge qui, dans un arrêt rendu le 12 décembre 1901 (2), considère les extraits du Grand livre de la Dette publique belge comme des actes authentiques, et admet qu'ils peuvent être opposés aux créanciers par la femme qui réclame ses reprises. La Cour de cassation n'a pas eu à se prononcer catégoriquement sur la question et il est difficile de deviner quelle aurait été sa décision (3).

En tous cas, il semble que pour être logique avec elle-même, elle aurait strictement réservé aux registres de transfert des rentes sur l'Etat, le caractère d'authen-

1. Note au D. P., 1908.1.354.

2. D. P., 1904.2.21. Cf. Cherbourg, 18 juill. 1896 (*Gaz. Pal.*, t. 9, 1897).

3. L'arrêt de la Cour de cassation du 3 janvier 1910 (S. 1912.1.145) que nous avons déjà cité ne statue pas absolument sur la question. Il a refusé à la femme le droit de reprendre la valeur d'un titre de rente nominatif, recueilli dans la succession de sa mère alors que la femme produisait une déclaration de succession dans laquelle ce titre était mentionné et un certificat de propriété dressé par le notaire pour le transfert, mais le transfert n'avait pas été effectué; d'autre part, il n'aurait pu l'être au nom de la femme seule, car elle avait trois co-héritiers et aucun partage n'avait été dressé. Peut-être la décision de la Cour aurait-elle été différente si la femme avait été l'héritière unique de sa mère ou si le titre avait été effectivement immatriculé à son nom.

ticité qui leur permet de servir de preuves à l'égard des créanciers, et que les registres des sociétés privées auraient été considérés par elle comme simples actes sous seings privés, ne remplissant pas les conditions de l'article 1499 (1).

Tels sont donc les moyens qu'on pouvait, avant la loi du 29 avril 1924, opposer aux créanciers pour leur prouver la consistance ou la valeur des propres mobiliers.

2° Preuve de l'identité

La preuve de l'identité de ces propres se faisait par les mêmes procédés. De l'inventaire, en effet, qui a établi la consistance ou la valeur de ces objets mobiliers, résultera également la preuve de l'identité. Cet inventaire est détaillé ; il contient la désignation de chacun des objets ; en se reportant à cette désignation, il est possible de démontrer que les objets revendiqués sont bien les mêmes que ceux autrefois apportés en mariage.

Si la jurisprudence se contentait — comme elle le fait lorsque seuls les époux sont en cause — d'une déclaration globale de l'apport dans le contrat de mariage, la preuve de l'identité donnerait lieu à des justifications spéciales. Après avoir prouvé par la production du contrat de

1. Voyez en ce sens Montpellier, 12 novembre 1924. *Gaz. Pal.*, 29 décembre 1924, mais en sens contraire Douai, 11 janv. 1906. *Jurisprudence de la Cour de Douai*, 1906, p. 118 et Grenoble, 15 nov. 1910 (D. P. 1911.2.217).

mariage que son apport était, par exemple, d'une somme de 20.000 francs en objets mobiliers, créances et somme d'argent, l'époux devrait, pour réussir dans sa demande, établir que les meubles et les créances réclamés par lui sont bien ceux qui ont été sommairement indiqués dans l'acte. Mais puisque nous avons vu que seule une déclaration d'apport détaillée pouvait être opposée aux créanciers, il sera toujours très facile dans notre cas de reconnaître l'identité des biens propres des époux, du moins lorsque ces biens n'auront pas changé.

Au contraire des valeurs au porteur, par exemple, ne pourraient être reprises en nature, si elles avaient changé de forme depuis l'inventaire. Ainsi lorsque les titres existants proviennent de la conversion des valeurs inventoriées, la reprise ne peut en être exercée, « rien ne prouvant d'une façon authentique que les titres revendiqués sont bien ceux qui en suite d'une conversion, ont remplacé les titres anciens » (Paris, 27 juin 1894, D. P. 95.2.123). Le seul moyen d'éviter ce résultat aurait été de dresser un acte constatant la conversion, de la même façon que s'il y avait eu aliénation suivie de remploi.

3^e Preuve de l'origine

Egalement ce même inventaire établira la preuve de l'origine des meubles propres. Qu'il soit contenu dans le contrat de mariage ou qu'il ait été dressé après l'ou-

verture d'une succession, il établira la provenance des biens constatés et servira ainsi à prouver non seulement la consistance et l'identité des propres revendiqués, mais leur nature même de biens propres.

Nous avons d'ailleurs vu qu'il n'y avait guère qu'un cas dans lequel la preuve de l'origine du propre exigeait des justifications spéciales : celui du don manuel ; or on ne pourra jamais se prévaloir à l'égard des créanciers d'une reprise fondée sur un don manuel, l'inventaire authentique faisant toujours défaut.

4° Preuve de la réception

Pour avoir droit à une reprise en deniers, l'époux qui a prouvé la valeur de la somme d'argent, par exemple, qu'il a apportée à la communauté, doit encore prouver que cette somme d'argent a été effectivement versée. Il doit faire la preuve de la réception de l'apport.

Pour cette preuve, la jurisprudence se contentait des mêmes justifications qu'entre époux. La quittance du mari donnée dans le contrat de mariage à la femme ou à ses donateurs (art. 1502) tenait lieu de preuve, même à l'égard des créanciers. S'il s'agit de successions ou de donations recueillies par la femme pendant le mariage, celle-ci n'avait même pas à prouver la réception. La production de l'inventaire suffisait. Le mari étant, en effet, aux termes de l'article 1428 du code civil, l'administrateur de tous les biens personnels de la femme et

étant « responsable de tout dépérissement des biens personnels de sa femme, causé par défaut d'actes conservatoires », se trouve débiteur envers elle de tous les biens propres qui ont pu lui advenir.

Toutefois l'article 563 du Code de commerce établissait une règle différente, mais dont l'application était limitée au cas même qu'il prévoyait, c'est-à-dire à l'hypothèse de la femme exerçant son hypothèque légale contre la faillite de son mari. Dans ce cas particulier, la femme devait, après avoir prouvé la consistance ou la valeur de ses biens propres, établir par acte ayant date certaine (1), que ces biens avaient été effectivement versés au mari. C'est du moins en ce sens que cet article a été interprété par la Cour de cassation (2), qui a rejeté la thèse de Bufnoir, suivant laquelle, au contraire, cette preuve de la délivrance faite par acte ayant date certaine, dispensait de toute autre justification, et permettait, sans qu'on ait à justifier d'un inventaire, d'effectuer les reprises en deniers.

5° Preuve du remploi

Lorsque les meubles propres ont été aliénés, au cours du mariage, mais qu'un remploi du prix a été fait, l'époux a le droit de revendiquer en nature les

1. Cass., 22 novembre 1886 (D. P. 1887. I. 115).

2. Cette date certaine devait remonter à une date plus ancienne que le prononcé de la faillite (Thaller et Percerou, *Traité de Droit commercial*, 5^e éd., n° 2 044, p. 1 048).

biens acquis en remploi, à condition que les formalités prescrites par les articles 1434 et 1435 aient été observées. Les actes d'emploi et de remploi sont d'ailleurs opposables aux créanciers même faits sous seings privés. C'est seulement la consistance du propre originaire qui doit être constatée par acte authentique.

Rien ne peut remplacer les déclarations d'emploi et d'acceptation d'emploi pour donner à un bien acquis pendant la communauté le caractère de propre. Une somme d'argent dépendant d'une succession échue à la femme est employée à l'achat de valeurs de bourse qu'on immatricule au nom de cette dernière. Cet emploi a été fait par les soins du notaire qui a liquidé la succession, de sorte que ni le mari ni la femme n'ont, à aucun moment, été en possession de cette somme. Ces valeurs tombent cependant dans la communauté et ne peuvent faire l'objet de reprises en nature, parce qu'aucun acte d'emploi n'a été dressé (Paris, 27 juin 1894. D. P. 95.2.123) (1).

La solution est la même en cas de faillite du mari. Les conditions nécessaires et suffisantes pour l'exercice de la reprise en nature sont : la preuve par acte authentique de l'existence du propre originaire et la preuve du remploi qui elle, peut être faite conformément

1. Cette date certaine devait remonter à une époque plus ancienne que le prononcé de la faillite (Thaller et Percerou. *Traité de droit commercial*, 5^e éd., n° 2.044, p. 1.048).

2. Cf. Req. 22 novembre 1903 (D. P. 1905.1.505) et note de M. Capitant.

au droit commun. Un acte d'acquisition sous seings privés suffirait à condition qu'y soient consignées les déclarations exigées par les articles 1434 et 1435 (1).

6° Preuve de l'aliénation

Enfin l'époux réclamant ses reprises, peut encore avoir à fournir une autre justification. Si un de ses biens propres a été vendu, sans que le prix ait été remployé, il a à prouver cette aliénation de laquelle résulte pour lui le droit à la reprise en nature du montant du prix. Mais les solutions admises en cette matière étaient déjà, avant la loi nouvelle, les mêmes entre époux et à l'égard des créanciers ; nous en réserverons donc l'étude pour le chapitre de notre deuxième partie qui sera consacré aux preuves admises dans les rapports des époux entre eux.

Modification conventionnelle des règles légales. — La jurisprudence de la Cour de cassation, dont nous venons d'indiquer les solutions, était si rigoureuse pour les époux que ceux-ci ont cherché par des conventions spéciales à en éviter l'application.

Dans beaucoup de contrats de mariage adoptant le régime de la communauté d'acquêts, les époux stipulaient qu'ils seraient soumis pour la preuve de leurs reprises aux dispositions des articles 1502 et 1504, et

1. Cass., 1^{re} décembre 1879 (S. 1880.1.308). Thaller et Perceron, II, n° 1.074 ; Lyon-Caen et Renault, VIII, p. 217.

n'auraient pas à fournir les justifications exigées par l'article 1499. Une telle clause était parfaitement valable entre les époux : elle ne faisait d'ailleurs qu'adopter la solution jurisprudentielle. Mais à l'égard des créanciers, seul cas où elle aurait eu un intérêt, elle était généralement rejetée comme contraire au caractère d'ordre public de l'article 1499.

Un arrêt de la cour d'appel de Poitiers du 16 décembre 1868 (1) a cependant statué en sens contraire et validé, même à l'égard des créanciers, une clause de contrat de mariage permettant à la femme de faire la preuve de ses reprises, « par tous genres de preuve même par commune renommée ». Mais cet arrêt est resté isolé. Et il a été admis au contraire, par de nombreuses décisions (2) que les clauses du contrat de mariage modifiant le régime de preuve des reprises matrimoniales restaient lettre morte à l'égard des créanciers. Cette solution a d'ailleurs été généralement approuvée par les auteurs (3).

Application de cette jurisprudence aux autres régimes matrimoniaux. — Cette jurisprudence relative aux modes de preuve des reprises mobilières des époux ne s'appliquait pas seulement au régime de la communauté de biens réduite aux acquêts.

1. S. 1870.2.43.

2. Poitiers, 6 mai 1836. S. 1836.2.472. Paris, 4 mai 1866 (D. P. 1868.2.29) ; Dijon, 14 août 1872 (S. 1872.2.132). Req. 3 mars 1902 (D. P. 1904.1.188).

3. Aubry et Rau, V. § 522. Note 29. Rodière et Pont, II, 1274.

Elle s'étendait tout d'abord aux autres régimes de communauté lorsque les époux avaient des meubles propres à reprendre (1) ; par exemple lorsqu'un d'eux avait bénéficié d'une donation ou d'un legs fait à la condition que les biens donnés n'entreraient pas en communauté.

Au contraire, sauf dans le cas de faillite, l'inventaire n'était pas exigé pour la reprise des meubles dotaux. La femme dotale pouvait établir la preuve, même à l'égard des créanciers, conformément au droit commun (art. 1348) (2).

Mais lorsqu'au régime dotal était adjointe une société d'acquêts, l'article 1499 s'appliquait. Tous les meubles étaient présumés communs, et pour combattre cette présomption, il ne suffisait pas que la femme invoquât la dotalité de tels et tels biens, vis-à-vis des créanciers, elle devait produire un inventaire.

La même solution était admise lorsque la société d'acquêts était jointe, non plus au régime dotal, mais au régime de la séparation de biens (3).

Mais lorsque la séparation de biens avait été stipulée sans modification, la femme devait-elle encore justifier de ses reprises au moyen d'un inventaire ? Certainement pas, lorsqu'elle était en conflit seulement avec son mari. Alors elle pouvait établir ses droits par tous les

1. Note M. Capitant (D.P. 1909.1.169).

2. Note Cass., 28 octobre 1908 (D.P. 1909.1.169) et note M. Capitant.

3. Comp. Req. 25 janv. 1904 (D.P. 1904.1.65) ; Civ. 5 mai 1905 (S. 1906.1.195).

moyens de droit commun, ou conformément aux stipulations de son contrat de mariage. Lorsque au contraire la femme voulait exercer la reprise de ses biens propres au préjudice des créanciers de son mari, elle devait justifier d'un inventaire : les articles 1499 et 1510 s'appliquaient. C'est du moins en ce sens que se prononçait la plus récente jurisprudence. Un arrêt rendu par la Cour de Rennes, le 27 février 1923 (*Gaz. Pal.* 1923. 2.35) a refusé de permettre à la femme séparée de biens de soustraire à la saisie d'un créancier de son mari, des meubles qui lui appartenaient en propre, parce qu'ils n'avaient pas été inventoriés « Attendu, en appliquant par analogie l'article 1510 du code civil, qu'à défaut d'état ou d'inventaire établissant la consistance du mobilier, les créanciers de chacun des époux ont le droit de saisir tout le mobilier qu'ils possèdent ensemble... » Il faut noter d'ailleurs que dans l'espèce, le contrat de mariage des époux n'établissait pas de présomption de propriété en faveur de la femme, comme cela est souvent pratiqué.

Lorsque, comme d'usage, il existe dans le contrat de mariage, une clause stipulant que les meubles seront présumés appartenir à l'un des époux, les créanciers de l'autre époux ne peuvent se prévaloir de l'article 1510 pour saisir, à défaut d'inventaire, tout le mobilier du ménage (1). La présomption de propriété écrite dans le

1. Nancy, 23 janv. 1912 (*Gaz. du Palais*, Table 1912-1920, v° *Communauté conjug.*, n° 179 et suiv.).

contrat de mariage est opposable aux créanciers. Et ce n'est qu'en l'absence d'une telle présomption que les créanciers peuvent se prévaloir du défaut d'inventaire.

Appréciation de cette jurisprudence. — Ainsi dans l'ensemble, la jurisprudence de la Cour de cassation a appliqué avec une logique rigoureuse le principe qu'à l'égard des créanciers, la présomption de propriété établie en faveur de la communauté par l'article 1499 ne peut être combattue qu'au moyen d'un inventaire.

Ce principe, nous avons déclaré qu'il nous paraissait fondé au point de vue des textes sur des arguments très forts et qu'il était, à notre sens, l'interprétation la plus rationnelle des articles 1499 et 1510 du Code civil. Il nous a semblé aussi que ce traitement de rigueur imposé aux époux, lorsqu'ils sont en conflit avec des créanciers était justifié en fait par des raisons d'ordre pratique.

Ce n'est pas sans motif qu'on s'est défié des collusions possibles entre les époux et qu'on a cherché à les empêcher. Nous ne jugeons pas l'humanité avec la sévérité de Treilhard, le rapporteur du projet du Code de commerce de 1807(1) qui déclarait : « Que voyons-nous le plus souvent ? Des hommes qui entrent dans leur état avec une légèreté révoltante, qui y montrent une avidité incompatible avec la délicatesse, qui pensent obtenir un crédit en cachant leur dénûment réel sous l'apparence trompeuse d'une aisance chimérique, etc... » ; il est permis néanmoins de penser que

1. Loqué, t. 19, p. 556 et suiv.

le rôle du législateur est de prévoir les fraudes pour les rendre aussi difficiles que possible. Par conséquent on ne saurait reprocher aux rédacteurs du Code et aux juges, qui en ont interprété les dispositions, d'avoir redouté de la part des époux des manœuvres destinées à frustrer leurs créanciers et d'avoir édicté des règles un peu sévères dans le but de protéger ces derniers.

D'ailleurs même si ces règles, dépassant leur but, ont dans certains cas pour effet d'avantager les créanciers du mari, aux dépens de la femme, il semble au pis aller que cette éventualité doive être préférée à l'éventualité inverse. Si par la faute du mari qui s'est mis dans la situation de ne pouvoir payer ses dettes, des intérêts doivent être lésés, ne vaut-il pas mieux que ce soit ceux de la femme, plutôt que ceux des tiers.... La femme est dans une large mesure associée à la fortune de son mari, bonne ou mauvaise, à ses risques de perte, comme à ses risques de gain ; tandis que les tiers qui ont contracté avec lui et lui ont fait crédit doivent être autant que possible préservés des aléas qu'il peut courir.

Nous ne pouvons donc qu'approuver la jurisprudence d'avoir eu plus d'égard aux intérêts des créanciers qu'à ceux de l'épouse.

Mais parmi les conséquences qu'elle a tirées de son principe, il en est que nous ne saurions trouver justes et qui d'ailleurs ne nous paraissent pas résulter inévitablement de sa thèse principale.

Comment accepter que les créanciers puissent repousser l'action en reprises de la femme, alors qu'ils en ont précédemment reconnu le bien fondé ; comment admettre que même leur aveu ne puisse suppléer à la preuve par inventaire ? Une telle solution que cependant la Cour de cassation a consacré nettement (1) est tout à fait choquante. Elle a été combattue par la plupart des auteurs et spécialement par Bufnoir ; dans la note, qu'il a écrite sous l'arrêt que nous venons d'indiquer, il déclare que la Cour de cassation se met par une telle décision en contradiction avec elle-même. « N'a-t-elle pas jugé par interprétation de l'article 1351 du Code civil et conformément à l'opinion de la plupart des auteurs que les présomptions légales, même lors qu'elles sont *juris* et de *jure* admettent cependant, à moins qu'elles ne reposent sur des considérations d'ordre public, la preuve contraire résultant de l'aveu de celui qui les invoque (Cass. 13 janv. 1873, S. 73.1.144). »

Il nous semble aussi qu'elle a interprété d'une façon trop étroite les expressions « inventaire ou état en bonne forme ». L'exigence d'un inventaire descriptif même pour les meubles vendus à la communauté, même pour les sommes d'argent, est trop rigoureuse. La déclaration dans le contrat de mariage que l'époux apporte divers meubles et sommes d'une valeur déterminée, devrait permettre d'exercer une reprise en

1. Voir notamment Cass. 22 novembre 1886 (S. 1889.1.465).

deniers de cette valeur, surtout lorsque d'autres preuves sont fournies qui ne permettent pas de douter de la réalité de l'apport, par exemple lorsque le versement de la somme d'argent a été fait par l'intermédiaire du notaire lui-même, ou d'une banque.

Pourquoi ne pas admettre que les transferts opérés sur les registres d'une société, les certificats de propriété dressés par les notaires, les partages même sous seings privés, s'ils ont date certaine, soient des preuves suffisantes (1). Il était possible d'arriver à ces résultats en interprétant dans un sens moins restreint, les mots « état en bonne forme ». Il n'y a aucune fraude à craindre lorsque ces preuves sont fournies.

Egalement la jurisprudence aurait pu accepter moins timidement de soumettre à un régime de faveur les fonds de commerce, dont la condition est toute différente de celle des meubles corporels et qui ne se prêtent pas aux mêmes dissimulations.

Mais la Cour de cassation est au contraire, restée intransigeante et n'a pas voulu se plier aux nécessités pratiques ; la résistance des Cours d'appel n'a pas réussi à l'ébranler. C'est ainsi que dans une espèce que nous avons déjà rapportée, où la femme réclamait la reprise en deniers de dix-huit-mille francs, montant de son apport globalement évalué dans le contrat de

1. En ce sens Thaller et Percerou, *Droit commercial*, 5^e éd. n° 1974, p. 1016.

mariage, la Cour de cassation a par deux fois, le 1^{er} février 1908 (S. 1908.1.93) et le 6 mai 1918 (D. P. 1922.1.34) repoussé la demande de la femme. Le deuxième arrêt comme le premier fut rendu par la Chambre civile et non par toutes les Chambres réunies, parce que l'arrêt de la cour d'appel d'Orléans (1), à qui l'affaire avait été renvoyée une première fois, était fondé sur des motifs différents de ceux invoqués par la première cour d'appel. Malgré ces deux décisions successives de la Cour suprême, la Cour de Bourges qui eut à statuer sur le nouveau renvoi, le 30 mai 1921 (S. 1923.2.20) resta fidèle à la thèse des autres cours d'appel. Un arrêt des chambres réunies allait être inévitable.

C'est à ce moment que la société d'études législatives fut saisie de la question. Elle estima d'une part qu'on ne pouvait espérer un revirement de la jurisprudence de la Cour suprême, et d'autre part que cette jurisprudence présentait trop d'inconvénients, aboutissait à trop d'injustices pour qu'on la laissât subsister. Une modification législative s'imposait donc.

Dans les séances de la Société des 14 et 18 janvier et 11 mars 1921 fut élaboré un projet de loi, qui fut voté sans modification par le Sénat et par la Chambre des députés et devint la loi du 29 avril 1924.

1. Orléans, 23 févr. 1910 (S. 1912.2.173).

DEUXIÈME PARTIE

Régime actuel de la preuve des reprises mobilières

LA LOI DU 29 AVRIL 1924

CHAPITRE PREMIER

PRINCIPE DE LA RÉFORME

Le principe de la réforme apportée par la loi du 29 avril 1924 est la suppression de l'exigence d'un inventaire pour la justification des reprises mobilières des époux exercées contre les créanciers et la soumission au droit commun des preuves de cette action en reprises.

Le législateur a conservé, a consacré même, la distinction établie par la jurisprudence entre les preuves à opposer au conjoint et les preuves à opposer aux créanciers. Il a reconnu que les facilités de preuve données à la femme pour réclamer ses reprises contre son mari, ne pouvaient sans inconvénient lui être accordées dans

les cas où son action réfléchit contre les créanciers. Mais il a pensé que ces derniers n'auraient pas à souffrir d'être soumis simplement au régime de droit commun, et qu'il y avait intérêt à supprimer la règle spéciale établie en leur faveur par l'article 1499.

On a été amené à cette solution à la fois par la volonté de réagir contre les excès de sévérité de la Cour de cassation à l'égard des époux, que nous avons signalés, et par l'exemple des législations étrangères.

Les codes civils les plus récents, celui d'Allemagne (1) et celui de Suisse (2) n'exigent des époux aucune preuve d'un mode spécial pour la justification de leurs reprises.

Sans doute dans ces législations, le régime matrimonial de droit commun n'est pas le régime de la communauté d'acquêts. Mais, en outre que la communauté d'acquêts peut y être stipulée par contrat de mariage, tout comme chez nous, le régime de droit commun est celui de l'union de biens, sous lequel les apports mobiliers restent propres ; le problème qui nous occupe se pose donc dans leur régime légal de la même façon que chez nous sous la communauté d'acquêts.

Or le Code civil suisse dit simplement dans son article 196 : « le conjoint qui se prévaut du fait qu'un bien est apport de la femme doit l'établir ». Le code

1. 18 août 1890.

2. 10 déc. 1907.

allemand se borne (1) à édicter une présomption de preuve tantôt en faveur du mari, tantôt en faveur de la femme. Mais dans l'un et l'autre de ces codes la présomption de propriété est susceptible de preuve contraire conformément au droit commun

Les législations qui adoptent pour régime légal celui de la communauté de biens réduite aux acquêts, telles que celles de l'Espagne, du Chili, du Vénézuëla, du Pérou, de la République Argentine et du Mexique, laissent également soumis au droit commun les modes de preuve des reprises mobilières des époux (2).

D'ailleurs même les codes civils qui exigent en principe l'inventaire pour la preuve à opposer aux créanciers (code civil Italien art 1433, 1437, 1445, 1446 et code civil hollandais, art. 205, 220 et 221) admettent en général l'application du droit commun pour les meubles dont l'origine peut être constatée aisément. Ainsi pour les créances et valeurs nominatives, l'article 205 du code civil hollandais et l'article 784 du code de commerce italien en autorisent la reprise, malgré le défaut d'inventaire.

Et la jurisprudence belge, elle-même, qui, pourtant eut à appliquer les textes de notre Code civil s'est montrée moins rigoureuse que la nôtre à l'égard des époux. Elle y est arrivée en admettant la distinction entre les re-

1. Dans ses articles 1371, 1362, 1381.

2. Tissier, *Revue bourguignonne d'enseignement supérieur*, 1901, p. 117.

prises en nature et les reprises en deniers, qu'a repoussée notre Cour de cassation (Trib. Anvers, 21, 1, 1870 ; *B. J.* 1870, 389, jugement confirmé par la cour d'appel de Bruxelles le 9 nov. 1870. *Pasicrisie*, 1871, 11, 172) ; et en reconnaissant que l'inventaire exigé par l'art. 1449 peut être suppléé par des actes équivalents, tels que partages enregistrés, inscription au grand-livre de la Dette publique (Cass. belge. 12 déc. 1901 ; D. P. 04.2. 422. Trib. d'Anvers 14, 8, 1873. *B. J.* 1873-1302).

Dans notre propre législation, enfin, l'application du droit commun aux preuves des reprises mobilières n'était pas sans précédents. L'article 4 de la loi du 13 juillet 1907 qui a permis à la femme exerçant une profession distincte de celle de son mari, de se constituer des biens réservés est ainsi rédigé : « En cas de contestation, la femme pourra tant vis-à-vis de son mari que vis-à-vis des tiers, établir par toutes preuves de droit, même par témoins, mais non par la commune renommée, la consistance et la provenance de ses biens réservés. »

Un autre argument militait encore en faveur de l'adoption des modes de preuve de droit commun. Il était admis par la jurisprudence qu'à l'inverse des reprises réclamées par les époux, les récompenses dues par ceux-ci à la communauté se prouvaient par tous les moyens. En particulier, les récompenses, résultant du paiement par la communauté de dettes grevant une succession recueillie pendant le mariage, ou des droits

de mutation dûs sur cette succession, pouvaient être établies par tous les moyens de droit commun. Ainsi la femme pouvait, sous l'ancien système, se trouver obligée de rembourser à la communauté les sommes que celle-ci avait déboursées pour acquitter les droits de mutation sur une succession recueillie par elle, alors que l'actif de cette succession serait resté acquis à la communauté. L'arrêt de la Cour de Caen du 24 mars 1890 (1) jugeait cette conséquence du système de la Cour de cassation tellement inadmissible « que seule, elle suffirait, disait-il, à la faire repousser ». Nous avons vu qu'en fait elle n'avait pas empêché le système de prévaloir ; mais elle fut envisagée par le législateur et l'a conduit à adopter le même régime de preuves pour les reprises dues aux époux que pour les récompenses dont ils étaient débiteurs, à savoir : le droit commun.

L'article 1499 nouveau fut donc rédigé comme suit : « le mobilier existant lors du mariage ou échu depuis est réputé acquêt, sauf preuve contraire établie suivant le droit commun à l'égard des tiers.

« Entre époux, la preuve est réglée par les articles 1502 et 1504. »

Il faut noter que les mots « à l'égard des tiers » qui figuraient dans la rédaction de la société d'études législatives, avaient été remplacés dans le projet de loi déposé au Sénat, par ceux-ci ; « à l'usage des tiers ». Cette mo-

dification était passée inaperçue, et le texte a été voté par le Sénat et la Chambre et publié au *Journal officiel* du 2 mai 1924 avec les mots « à l'usage des tiers ». C'est seulement par un erratum inséré au *Journal officiel* du 5 mai, que la première expression a été rétablie. Nous supposerons cette modification valable, quoiqu'on puisse se demander quelle autorité a compétence pour modifier un texte régulièrement et définitivement voté par les deux Chambres.

La Société d'Etudes législatives qui elabora le texte y avait dans une première rédaction ajouté un paragraphe relatif aux meubles corporels. « Toutefois s'il s'agit de meubles corporels, la reprise ne pourra être faite en nature que s'ils ont été constatés par un inventaire ou état en bonne forme » (1).

Mais lors de la discussion à l'assemblée générale de la société, le 11 mars 1921, on jugea, sur une observation de M. Garçon, qu'il n'y avait pas de raison d'établir ainsi une exception pour les meubles corporels et qu'il fallait soumettre toutes les espèces de meubles aux mêmes preuves : celles de droit commun.

Nous verrons plus loin en étudiant l'application de la loi que l'expression « sauf preuve contraire établie suivant le droit commun à l'égard des tiers » prête à équivoque et peut être interprétée en deux sens différents. Nous n'insistons pas pour le moment sur cette difficulté.

1. Voir rapport de M. Jousselin à la Société d'Etudes législatives et séances des 14 et 28 janvier 1921.

La loi du 29 avril 1924 a modifié en outre de l'article 1499, l'article 1510 du code civil et les articles 560 et 563 du code de commerce. Ces dernières modifications ont paru aux législateurs n'être que les conséquences de la première « L'adoption du nouveau texte de l'article 1499 conduira nécessairement à la réforme de l'article 1510 du code civil et des articles 560 et 563 du code de commerce, dont certaines parties ne sont que l'application par voie de corollaires de la règle posée par l'article 1499, » dit M. Morand à la fin de son rapport au Sénat (1).

Cette opinion n'est pas tout à fait exacte. L'article 1510 en particulier n'est certainement pas un corollaire de l'article 1499. Nous avons vu qu'au contraire, la jurisprudence avait interprété ce dernier article à l'aide du premier, comme s'il n'en était qu'un cas particulier. Et en effet, l'article 1510 a des applications plus étendues que l'article 1499. Ce dernier n'est en vigueur que sous le régime de la communauté de biens réduite aux acquêts, il s'applique alors concurremment avec l'article 1510, parce que ce régime comporte toujours la séparation des dettes. Mais la séparation des dettes peut être stipulée, sans qu'il y ait exclusion du mobilier, sous le régime de la communauté légale ; dans ce cas, l'article 1510 s'applique seul. Il est plus exact de dire que ces deux articles, quoique régissant des situa-

1. Rapport au Sénat au nom de la commission de législation civile. *Documents parlementaires*. Sénat, 1922, n° 402, p. 451.

tions différentes, étaient inspirés de la même préoccupation de la sauvegarde des intérêts des créanciers; dans les deux cas, cette protection était assurée par le même moyen, l'inventaire imposé aux époux.

Dès lors, il était logique, dans une certaine mesure, qu'ayant supprimé la nécessité de l'inventaire dans un cas, on ne la laissât pas subsister dans l'autre.

Mais la logique aurait demandé que cette suppression de l'inventaire dans l'article 1510 fut limitée aux cas où cet article s'applique concurremment avec l'article 1499, c'est-à-dire au régime de la communauté de biens réduite aux acquêts. Rien n'obligeait à changer la règle pour le cas où la séparation de dettes est adjointe au régime de communauté légale. Nous verrons, en effet, que la modification de l'article 1510 l'a mis lorsqu'il s'applique sous le régime légal, en divergence avec d'autres articles du code qui prévoient des situations analogues, les articles 1416 et 1417.

Nous verrons aussi, lorsque nous l'étudierons en détail, que le texte de l'article 1510 nouveau est difficile à interpréter; d'abord parce que le législateur s'est borné à faire disparaître deux paragraphes entiers sans les remplacer par des dispositions nouvelles, et qu'il faut par suite deviner la pensée qu'il a préféré ne pas exprimer; et ensuite parce que le rôle de l'inventaire dans la séparation des dettes peut très difficilement être rempli par d'autres moyens de preuve.

M. Savatier (1) a dit très exactement que la communauté se trouvait avec le nouvel article 1510 « placée dans la situation paradoxale d'un héritier auquel on donnerait le bénéfice d'inventaire, tout en le dispensant de faire inventaire ».

Le texte de cet article est en effet. « La clause par laquelle les époux stipulent qu'ils paieront séparément leurs dettes personnelles, les oblige à se faire, lors de la dissolution de la communauté, respectivement raison des dettes qui sont justifiées avoir été acquittées par la communauté, à la décharge de celui des époux qui en était le débiteur.

« Cette obligation est la même soit qu'il y ait un inventaire ou non. »

Ainsi est disparue toute la partie de l'article qui était relative au droit de poursuite des créanciers personnels sur la communauté.

La modification de l'article 560 du code de commerce est bien, elle, la conséquence de celle de l'article 1499. On aurait pu concevoir il est vrai que l'ancienne règle subsistât et que la femme du commerçant failli fut traitée plus défavorablement que celle du particulier tombé en déconfiture. Mais on n'a pas voulu établir cette exception et l'on a supprimé la disposition de l'article 560 qui restreignait le droit pour la femme de

1. *Commentaire sur la loi du 29 avril 1924 (Lois nouvelles, n° du 15 juin 1924, p. 358).*

réclamer ses reprises, au cas où elle réussirait à en justifier par inventaire ou tout autre acte authentique.

Le nouveau texte de l'article est donc : « La femme pourra reprendre en nature les effets mobiliers qu'elle s'est constitués par contrat de mariage ou qui lui seront advenus par succession, donation entre vifs ou testamentaire et qui ne seront pas entrés en communauté.

« A défaut par la femme de faire cette preuve, tous les effets mobiliers, tant à l'usage du mari qu'à celui de la femme, sous quelque régime qu'ait été contracté le mariage seront acquis aux créanciers, sauf aux syndics à lui remettre, avec l'autorisation du juge commissaire, les habits et linge nécessaires à son usage, et sauf l'action en reprises qu'elle pourra exercer comme créancière du mari, conformément aux dispositions du Code civil. »

L'article 563 du Code de commerce, qui ne permettait à la femme du failli d'exercer son hypothèque légale, pour ses reprises, que si elle prouvait la délivrance ou le paiement des effets apportés en mariage ou advenus depuis, « par acte ayant date certaine » est aussi modifié : on supprime les mots « par acte ayant date certaine ». A ces mots près, l'article nouveau reproduit textuellement l'ancien. « Lorsque le mari sera commerçant au moment de la célébration du mariage ou lorsque n'ayant pas alors, d'autre profession déterminée, il sera devenu commerçant dans l'année, les

meubles qui lui appartiendront lors de la célébration du mariage ou qui lui seront advenus depuis, soit par succession, soit par donation entre vifs au testamentaire, seront seuls soumis à l'hypothèque de la femme ;

« 1° Pour les deniers et effets mobiliers qu'elle aura apportés en dot ou qui lui seront advenus depuis le mariage par succession donation entre vifs ou testamentaire et dont elle prouvera la délivrance ou le paiement ; 2° pour le emploi de ses biens aliénés pendant le mariage ; 3° pour l'indemnité des dettes par elle contractées avec son mari. »

Donc dans ce cas de faillite, comme dans les autres, la preuve des reprises sera soumise au droit commun.

Telles sont les modifications qu'a apportées la loi du 29 avril 1924. Cette loi a paru être, dans l'esprit de ses auteurs, faite seulement en faveur de la femme. Elle fut intitulée. « Loi modifiant les articles 1499 et 1510 du code civil, et 560 et 563 du code de commerce, quant à la preuve à fournir par la femme pour l'exercice de ses reprises sous le régime de la communauté d'acquêts ». Et seule la situation de la femme fut envisagée dans les travaux préparatoires. Mais en réalité, les articles 1499 et 1510 concernent les deux époux. Et si c'est à la femme réclamant ses reprises contre les créanciers de son mari que s'applique le plus souvent l'article 1499 ; c'est au mari poursuivi par les créanciers personnels de sa femme que l'article 1510 à le plus fréquemment l'oc-

casion de servir. Il faut donc reconnaître que la réforme profite également aux deux époux.

La loi s'étend également au delà du régime de la communauté d'acquêts, malgré ce que dit son titre, qui est trop restrictif. Tous les cas, dans lesquels on faisait application de l'article 1499 ancien, c'est-à-dire : communauté légale, société d'acquêts jointe soit au régime dotal soit au régime de séparation de biens, séparation de biens même, seront régis par la loi nouvelle. Et même par les modifications apportées aux articles 560 et 563 du Code de commerce, qui s'appliquent quelque soit le régime matrimonial des époux, la loi nouvelle pourra réfléchir sur le régime dotal.

Maintenant que nous connaissons les caractères généraux de la réforme, examinons-en les différentes applications. Voyons d'abord comment s'exerceront les reprises mobilières des époux, dans les rapports des conjoints entre eux, et dans les rapports des conjoints avec les créanciers.

CHAPITRE II

LA PREUVE DES REPRISES DANS LES RAPPORTS DES ÉPOUX ENTRE EUX

La preuve des reprises dans les rapports des époux entre eux est régie par les articles 1502 et 1504 du code civil. Nous avons vu que telle était déjà avant la loi du 29 avril 1924, la thèse de la jurisprudence de la Cour de cassation ; mais cette thèse n'était pas unanimement adoptée ; les textes du code manquant de précision, de nombreux auteurs, en particulier Laurent, Bufnoir et Saleilles, dont nous avons exposé les systèmes prétendaient qu'il n'y avait aucune raison pour ne pas appliquer l'article 1499 aux rapports des époux entre eux.

La loi du 29 avril 1924 est venue trancher la discussion en faveur de la théorie de la jurisprudence et a ajouté à l'article 1499 un troisième paragraphe ainsi conçu : « Entre époux, la preuve est réglée par les articles 1502 et 1504. »

Ainsi le régime des preuves entre époux admis jusqu'à présent par la Cour de cassation ne subira aucun

changement. Il nous suffit donc de rappeler en quoi il consistait.

Nous distinguerons encore les différents éléments de preuve que nous avons analysés : preuve de la consistance ou valeur, preuve de l'identité, de l'origine, de la réception, du emploi, de l'aliénation.

Mais tout d'abord rappelons qu'entre époux comme à l'égard des créanciers, la présomption de propriété était et est encore en faveur de la communauté ; c'est à l'époux qui réclame ses reprises, d'établir la preuve de son droit. L'article 1498 dit notamment : «... En ce cas et après que chacun des époux a prélevé ses apports dûment justifiés, le partage se borne aux acquêts... » Et l'article 1499 se montre tout à fait catégorique « le mobilier existant lors du mariage ou échu depuis est réputé acquêt ».

La jurisprudence qui, avant la loi nouvelle, donnait à la présomption écrite dans l'article 1499, le caractère d'une présomption *juris et de jure* à l'égard des créanciers, ne l'interprétait dans les rapports des époux entre eux, que comme une présomption *juris tantum* susceptible d'être renversée par la preuve contraire.

Et elle se montrait très large dans l'admission des modes de preuve susceptibles de remplacer l'inventaire ou l'état en bonne forme prescrits par cet article 1499.

Les solutions reçues par elle n'étaient pas les mêmes quand il s'agissait de la reprise du mobilier existant

116 LA PREUVE DES REPRISES MOBILIÈRES DES ÉPOUX
lors du mariage et quand il s'agissait de la reprise du
meuble acquis depuis.

Nous aurons ainsi à étudier séparément la preuve de
la reprise du meuble apporté en mariage, qu'on appelle
quelquefois le « meuble présent », et la preuve de la
reprise du meuble recueilli pendant le mariage,
dénommé par opposition « le meuble futur ».

SECTION 1

Le meuble présent

1^{re} Preuve de la consistance ou valeur

La preuve de la consistance et de la valeur du meuble présent n'est régie expressément par aucun texte du Code civil. L'article 1502 vise la preuve de la réception de l'apport. L'article 1504 ne s'applique qu'au meuble échu. La jurisprudence eut donc à forger elle-même les règles de la matière.

« C'est aux tribunaux et aux cours d'appel qu'il appartient d'apprécier souverainement les preuves supplétives qui peuvent être fournies pour appuyer les demandes des époux en prélèvement de leurs apports respectifs » (1).

La Cour de cassation décidait que cette appréciation

1. Req., 3 août 1831 (D. P. 1831. I. 285).

souveraine des preuves devait se faire suivant le droit commun, « L'admission de ces preuves est soumise au droit commun (1) ».

Un autre arrêt de la Cour de cassation rendu par la Chambre civile (2) contient le motif suivant. « Attendu que si l'article 1499 du Code civil ne reçoit son application légale et rigoureuse qu'à l'égard des créanciers et qu'entre les époux, la loi n'a pas entendu établir une présomption *juris* et de *jure*, ni interdire de suppléer au défaut d'inventaire ou d'état en bonne forme du mobilier, par d'autres preuves dont l'appréciation appartient aux tribunaux, *l'admission de ces preuves n'en est pas moins soumise au droit commun, sans autre exception que celle résultant de l'article 1504 du code civil.* » Or, l'article 1504 est relatif au mobilier échu pendant le mariage, la double exception au droit commun qu'il établit consiste d'abord à permettre à la femme de prouver à défaut d'inventaire, par tous moyens, y compris la commune renommée, d'autre part à exiger du mari dans tous les cas, un titre écrit ; cette double exception ne s'applique donc pas au cas qui nous occupe.

On peut prouver la consistance ou la valeur des apports, conformément aux dispositions des art. 1315 et suivants du code civil.

La disposition d'un contrat de mariage indiquant

1. Req., 2 mars 1904 (S. 1904.1.260).

2. Civ., 20 août 1884 (D. P. 1885.1.312).

que l'apport de l'un des époux comprend tels et tels biens, fait preuve du droit à la reprise, même si la désignation n'a pas été détaillée. La clause énonçant que la future épouse apporte une somme déterminée en valeurs de bourse, objets mobiliers et somme d'argent, qui ne donnerait droit à aucune reprise à l'égard des créanciers, fait pleinement foi entre époux de la valeur de l'apport et permet d'en exercer la reprise en deniers (1).

A défaut de déclaration des apports dans le contrat de mariage, d'autres moyens de preuve sont valables.

C'est ainsi qu'un banquier, marié sous le régime de la communauté d'acquêts, a été admis à exercer la reprise en deniers de la portion de bénéfices acquise au jour du mariage dans sa maison de banque, alors qu'il avait omis de mentionner dans l'énumération de son apport cette portion de bénéfices. Il eut seulement à justifier au moyen de ses livres de commerce, du montant total des bénéfices réalisés pendant l'année de son mariage, et sa reprise fut liquidée à une partie des bénéfices proportionnelle au temps écoulé depuis le début de l'exercice jusqu'au jour de son mariage (2).

On voit donc que la production des livres de commerce de l'époux même qui réclame ses reprises, suffit pour établir son droit. Il y a là une solution doublement

1. Grenoble, 17 mai 1851 (D. P. 1852.2.292) ; Paris, 14 mai 1853 (S. 1854.2.729).

2. Cassation, 30 juil. 1872 (D. P. 1873.1.241).

exorbitante du droit commun, puisque, en règle générale, les livres de commerce n'ont de valeur probante qu'à l'égard des commerçants et que d'autre part les titres doivent pour servir de preuve émaner de celui à qui on les oppose (art. 1347). Mais nous verrons plus loin, dans l'article 1502, que de même pour la preuve de la réception ou du versement de l'apport, la déclaration faite par le mari dans son contrat de mariage, constitue une justification suffisante.

La simple déclaration du mari que « pour faciliter la liquidation de la société d'acquêts, son avoir est évalué à trois cent quarante mille francs », lui permet d'exercer la reprise en nature de sa fortune, quand il peut en prouver la consistance par divers actes et documents (1). Dans l'espèce citée, cette preuve résultait seulement d'un état de situation fait par le mari lui-même avant son mariage, dont le total s'élevait approximativement à la somme de trois cent quarante mille francs, indiquée dans le contrat.

Egalement la jurisprudence admet que la preuve de la consistance de l'apport peut résulter de simples registres domestiques. Ainsi une mère avait constitué à sa fille une dot de vingt mille francs ; il résultait seulement des registres domestiques de la donatrice que cette dot avait été payée au moyen de la remise d'objets mobiliers « d'une valeur au moins égale à vingt mille

1. Req., 14 mars 1877 (D. P. 1877.1.353).

francs » ; l'épouse ainsi dotée put reprendre en nature les objets qui lui avaient été donnés par sa mère (1). L'arrêt de la Cour fonde sa décision sur ce motif qu'à l'égard des époux « la loi n'a pas entendu interdire de suppléer au défaut d'inventaire ou d'état en bonne forme, par d'autres preuves dont l'appréciation appartient aux tribunaux ».

A plus forte raison, les actes sous seings privés sont-ils acceptés comme preuve. Une créance résultant au profit de la femme d'un billet sous seings privés, souscrit avant le mariage peut être reprise par elle, même si elle a omis de comprendre cette créance dans l'état détaillé de ses biens, fait dans le contrat de mariage. Cette solution a été admise par un arrêt de la Cour de cassation du 17 avril 1825 (2). La preuve de la date antérieure au mariage du billet résultait seulement du billet lui-même, d'ailleurs non enregistré, confirmé par une déclaration du débiteur.

Les titres nominatifs, les sommes déposées dans une banque ou chez un agent de change au moment du mariage peuvent faire l'objet d'une reprise, même lorsque le contrat de mariage ne les mentionne pas (3).

Ainsi toute espèce d'écrit peut être accepté comme preuve, sauf aux tribunaux à en apprécier la valeur.

L'aveu de l'époux débiteur de la reprise constitue

1. Cass., 29 décembre 1902 (P. F. 1905.1.260).

2. Dalloz, *Jur. gén.*, v° *Contrat de mariage*, 2619, note 2.

3. Paris, 27 mai 1924 (*Répert. Dufrénois*, 15.2.1925, p. 85.).

aussi une preuve suffisante, contre laquelle aucun recours n'est possible. « Attendu que l'acte de partage du 26 avril 1862 constate que toutes les parties ont reconnu qu'à l'époque de son mariage le sieur C. possédait une valeur de dix mille francs en marchandises ou en créances commerciales ; qu'après avoir ainsi accepté l'évaluation des propres mobiliers de son mari dont elle reconnaissait l'existence et dont elle a consenti le prélèvement, la dame C. ne peut aujourd'hui se prévaloir des dispositions de l'article 1499, pour demander le rejet de toute reprise de cette nature... », dit un arrêt de la cour d'appel d'Agen rendu le 2 juillet 1869 (D. P. 70.2.185).

A défaut de preuve suffisante le serment pourrait être déféré par l'un des conjoints à l'autre.

En ce qui concerne la preuve par témoins, qui est autorisée dans le droit commun, soit lorsque l'intérêt du litige est inférieur à 150 francs soit lorsqu'on rapporte un commencement de preuve par écrit, la jurisprudence n'est pas exactement fixée. La tendance générale est de se montrer plus rigoureux à l'égard du mari qu'à l'égard de la femme. Ainsi un arrêt de la Cour de Douai (1) déclare que la preuve par témoins n'est jamais admise de la part du mari : « Attendu qu'on présume de ces dispositions de la loi (articles 1499 et 1510) rapprochées de celles de l'article 1415, et des

1. Douai, 2 mars 1846 (D. P. 1847.2.198).

motifs qui ont déterminé le législateur dans ses exigences à l'égard du mari, administrateur de la communauté, que la preuve testimoniale offerte par l'appelant ne serait pas admissible, lors même qu'il existerait dans la cause un commencement de preuve par écrit. »

Au contraire un arrêt de la Cour de Pau (1) a admis une femme à faire la preuve par témoins de la consistance de son apport dans une espèce où elle pouvait alléguer un commencement de preuve par écrit. Cette femme réclamait la reprise en nature du mobilier qui se trouvait dans la maison conjugale, ce mobilier ayant été apporté par elle. Aucune mention n'en avait été faite dans le contrat. Mais le mari avait reconnu que les meubles se trouvant dans la maison au jour du mariage, appartenaient à sa femme. La Cour a vu dans cet aveu, le commencement de preuve par écrit permettant d'user de témoins et de présomptions pour prouver que le mari, de son côté, n'avait apporté aucun meuble, qu'il n'en avait acheté aucun ; et elle décida que le mobilier existant lors de la dissolution du mariage devait être repris en nature par la femme, comme étant la représentation de celui par elle apporté.

Un arrêt de la Cour de cassation (2) a déclaré dans une affaire où il s'agissait de reprises du mari que la preuve par témoins était admissible lorsqu'on se trouvait dans un des cas d'exception spécifiés par la loi. Mais

1. Pau, 10 déc. 1858 (D. P. 1859.2.18).

2. Civ. 20 août 1884 (D. P. 1885.1.372).

en l'espèce ou ne pouvait alléguer aucun de ces cas d'exception ; la Cour de cassation n'eut donc pas à appliquer d'une façon positive, le principe qu'elle énonçait. Et nous ne connaissons pas d'arrêt, dans lequel elle ait admis un mari à faire la preuve de ses reprises par témoins. D'ailleurs contre l'admission de cette preuve on peut tirer argument de deux articles du Code qui statuent sur des cas assez semblables : l'article 1413 s'appliquant au régime de la communauté légale, l'article 1504 s'appliquant à la preuve de la reprise du mobilier futur. L'un et l'autre ne reconnaissent qu'à la femme le droit de se servir de témoignages de même que de la commune renommée, et interdisent formellement au mari l'usage de l'un comme de l'autre de ces modes de preuve. Il est donc permis de penser que la Cour de cassation appliquerait à la preuve de la reprise du mobilier présent, une solution analogue à celle édictée par ces textes. Du reste pour l'admission des témoignages, comme pour l'admission de tous les autres modes de preuve, elle réserve aux tribunaux et aux cours d'appel un très large pouvoir d'appréciation.

Les solutions admises par la jurisprudence consistent donc en l'application du droit commun, mais avec divers tempéraments. La Cour de cassation se montre en cette matière moins exigeante que dans le droit commun pour l'appréciation du titre écrit servant de preuve ; mais elle n'admet qu'avec des réticences les témoignages.

Ces règles, ainsi que nous l'avons vu, ne résultent pas des articles 1502 et 1504. Ce ne sont d'ailleurs pas ces articles, auxquels se réfèrent les arrêts que nous avons cités sur la question. La plupart d'entre eux ne se fondent que sur l'article 1499 interprété d'ailleurs avec une grande liberté.

On peut donc se demander si les solutions vont rester les mêmes maintenant que la loi soumet expressément aux articles 1502 et 1504, le régime des preuves à l'égard des époux. Nous pensons qu'elles ne changeront pas. Les articles 1502 et 1504, aujourd'hui, comme avant le 29 avril 1924, ne régissent que des cas particuliers de la preuve des reprises : le premier prévoit un mode de preuve de la réception de l'apport, le second vise la preuve de la consistance du mobilier échu. Il est impossible de tirer de leurs seuls textes, l'ensemble de règles gouvernant la matière de la preuve des reprises entre époux. La jurisprudence ne pourra donc que confirmer dans l'avenir les solutions qu'elle a imaginées précédemment pour trancher les questions non résolues par la loi.

D'ailleurs quoique ces solutions n'aient pas été expressément déduites des articles 1502 et 1504, elles sont en harmonie avec leurs dispositions ; à défaut d'inventaire, différentes preuves sont admises ; la seule déclaration par le mari de son apport fait preuve de la consistance de cet apport ; les témoignages sont admis de la part de la femme et non de la part du mari. C'est en ce sens et

en ce sens seulement que nous avons pu dire que la jurisprudence appliquait à toutes les preuves des reprises entre époux les articles 1502 et 1504 ; et en ce sens, aussi que doit être compris le troisième paragraphe de l'article 1499 nouveau renvoyant à ces deux articles pour cette preuve.

Les époux ont pu désirer se soustraire à ces règles résultant de la loi et de son interprétation par la jurisprudence. Ils ont pu stipuler dans leur contrat de mariage, à leur profit respectif, des facilités plus grandes pour la justification de leurs reprises. En particulier, certains contrats de mariage contiennent la clause qu'à la dissolution de la communauté, la preuve des apports pourrait être faite par témoins et commune renommée. Une telle disposition est-elle valable ?

À l'égard des créanciers, elle était unanimement considérée comme inopérante. Elle aboutirait, en effet, à modifier les droits des créanciers, et à tourner les dispositions édictées par la loi pour leur protection, sans leur assentiment.

Mais lorsque la clause joue dans les rapports des époux entre eux, la situation est différente. Chacun d'eux a accepté en signant le contrat d'en subir les conséquences ; il semblerait mal fondé à venir ensuite en contester l'efficacité. D'autre part, il y a dans l'application de cette clause entre eux, une réciprocité qui n'existe pas à l'égard des créanciers. Aussi nous pensons que la clause est valable dans les rapports des époux l'un avec

l'autre. Un arrêt de la cour de Dijon a confirmé implicitement cette thèse (1) en disant : « Attendu... que cette clause qui peut être valable entre époux ne peut déroger aux regards des créanciers aux règles prescrites par la loi. » Mais nous ne connaissons pas de décision judiciaire qui l'ait sanctionnée expressément.

2° Preuve de l'identité

La preuve de l'identité des effets mobiliers, réclamés en nature, avec ceux qu'on justifie avoir apportés se fait conformément au droit commun.

Dans une espèce que nous avons rapportée plus haut (2) la preuve qui était à la fois celle de la consistance et celle de l'identité du mobilier put être faite par témoins et présomptions. Il fallait établir que le mobilier trouvé à la dissolution du mariage était bien le même que celui apporté par la femme. Le mari reconnaissait que sa femme avait apporté les meubles qui garnissaient au début du mariage, la demeure conjugale. La Cour a autorisé la femme à établir par témoignages et présomption que ce mobilier n'avait été ni vendu, ni remplacé, ni complété d'aucune façon pendant la durée du mariage et que par suite les meubles existant à la dissolution de la communauté étaient bien les mêmes que ceux apportés par la femme.

1. Dijon, 14 août 1872 (S. 1872.2.132).

2. Pau, 10 déc. 1858 (D. P. 1859.2.18).

Le tribunal d'ailleurs apprécie souverainement la valeur des preuves produites. Dans une espèce (1), le mari avait apporté en mariage un groupe de créances que les parties avaient jugé à propos de ne pas désigner, mais dont il avait été donné connaissance à la future épouse, ainsi qu'il résultait d'une clause du contrat, et il déclarait que l'une de ces créances avait été remboursée pendant la communauté ; la reprise ne fut pas admise parce que le tribunal jugea insuffisamment établie l'identité de la créance encaissée avec l'une de celles apportées en mariage ; les preuves alléguées étaient des projets de reçus d'intérêts établis avant le mariage.

3° Preuve de l'origine

La preuve de l'origine des meubles apportés en mariage résulte de la preuve même de la consistance ou de la valeur ; aucune justification différente n'est à fournir. C'est l'existence des biens dans le patrimoine des époux antérieurement au mariage qui leur donne le caractère de propres. Or la justification de la consistance ou de la valeur d'un bien déterminé présuppose évidemment l'existence de ce bien.

4° Preuve de la réception

Au contraire la preuve du versement effectif, de la réception des apports par la communauté est différente

1. Cass., 2 mars 1914 (D. P. 1917. 1. 187).

de la preuve de la consistance ou de la valeur de ces apports. Lorsqu'une femme a prouvé qu'elle possédait en se mariant une somme de cent mille francs, elle doit encore établir que cette somme a été effectivement versée au mari ; la communauté ne devrait aucune reprise si cette somme avait été dissipée par la femme elle-même sans que le mari en ait rien su. Cette preuve n'est d'ailleurs à fournir que lorsqu'il s'agit de reprises en deniers.

Pour cette preuve de la réception des apports nous avons un texte formel l'article 1502 (1).

D'après ce texte, la déclaration du mari portée au contrat constitue en sa faveur une preuve complète. Cette disposition trouve sa raison d'être dans la situation spéciale du mari, qui est administrateur de la communauté. La quittance qu'il aurait à produire ne pourrait donc émaner que de lui-même ; il est plus simple de le dispenser d'une telle preuve qui ne prouverait rien. D'ailleurs, la femme n'est pas privée de tout contrôle, puisqu'elle concourt au contrat de mariage, généralement assistée de ses parents. et qu'à ce moment elle est encore libre. Elle a pu se refuser, si les déclarations du mari étaient exagérées, à les contresigner.

Toutefois, la jurisprudence exige quelquefois, des

1. « L'apport est suffisamment justifié quant au mari par la déclaration portée au contrat de mariage que son mobilier est de telle valeur.

« Il est suffisamment justifié à l'égard de la femme par la quittance que le mari lui donne ou à ceux qui l'ont dotée ».

justifications plus complètes et permet à la femme de contester l'apport de son mari, lorsque celui-ci ne peut pas prouver que la communauté en a bénéficié. Il en est ainsi quand la déclaration d'apport a été faite en bloc et qu'elle n'est corroborée par aucun document. Un arrêt de la Cour de cassation du 8 mars 1852 (1) a refusé à l'héritier du mari la reprise du montant de l'apport déclaré dans le contrat de mariage, consistant « en créances, titres, billets et argent disponible formant une somme de cent onze mille cinq cents francs » pour cette raison que les demandeurs « n'avaient prouvé ni offert de prouver que ces billets, titres ou créances aient été payés, ni qu'aucune quotité déterminée de deniers ait été versée dans la communauté. » De même un autre arrêt (2) refuse aux héritiers du mari la reprise du montant de l'apport de leur auteur, parce qu'ils n'ont fourni aucune justification de l'apport déclaré par leur auteur ni du profit que la communauté a pu en tirer.

Ainsi, la simple déclaration globale de l'apport, faite par le mari, ne suffit pas toujours, il faut qu'elle soit corroborée soit par une énumération détaillée des éléments qui composent l'apport, soit par une preuve du versement de cet apport à la communauté.

Egalement on décide que lorsque l'apport du mari comprend des créances qui n'existent plus lors de la

1. Civ., 8 mars 1852 (D. P. 1852.1.186).

2. Civ., 4 déc. 1894 (S. 1898.1.487).

dissolution du mariage, le mari ne peut en exercer la reprise en deniers qu'en justifiant de l'encaissement fait pendant le mariage du montant de ces créances; il lui faut prouver qu'il n'a pas laissé périliter son droit et qu'au contraire, il en a fait profiter la communauté. Cette preuve résultera soit d'une mention apposée sur le titre de créance, soit d'une mainlevée d'hypothèque, soit même de papiers domestiques.

En ce qui concerne la femme, la réception de son apport résulte d'une quittance du mari (art. 1502, 2^e alinéa); c'est en effet, entre les mains du mari administrateur de la communauté que sa fortune personnelle doit être remise.

Mais fréquemment le mari ne délivre pas à sa femme de quittance expresse. Il prend possession des apports de celle-ci, sans qu'elle songe à lui demander une décharge. La femme aurait donc souvent de grandes difficultés à justifier de la remise faite par elle de ses biens à son mari, si l'on n'avait la précaution d'insérer dans le contrat de mariage, une quittance conditionnelle. On stipule en général, après l'énonciation de l'apport de la femme, que « le mari consent à en demeurer chargé par le seul fait du mariage dont la « célébration civile vaudra quittance. » Le mari est donc censé ne prononcer le oui sacramentel devant l'officier de l'état civil que lorsqu'il est entré en possession des biens de sa femme.

Cette clause fut assez longtemps considérée, comme

faisant preuve complète de la réception de l'apport Son efficacité fut reconnue même à l'égard des créanciers, par deux arrêts de la Cour de cassation (1).

Des arrêts plus récents voient dans cette clause une simple présomption libératoire cédant à la preuve contraire (2). Le juge du fond peut donc, après avoir constaté souverainement qu'il résulte des faits et documents qui lui ont été produits que la dot n'a pas été payée, refuser, malgré la clause de quittance, d'en faire état dans la fixation des reprises matrimoniales de la femme.

Mais pour qu'une telle clause ait cette valeur de présomption libératoire, il faut que les termes en soient nets. Guillouard (3) relate diverses clauses qui sont quelquefois insérées dans les contrats de mariage et qui ne prouvent en rien la réception de l'apport de la femme : « Le mari se reconnaît chargé du mobilier de la femme. » Le mari a pris « connaissance du mobilier de la femme ».

Quand il n'y a pas de quittance dans le contrat, c'est à la femme qu'incombe, nous l'avons dit, la charge de prouver le versement ou la réception. Mais lorsqu'il s'agit non pas de l'apport de la femme, mais d'une dot

1. Cass., 19 janv. 1836 (S. 1836.1.198); Cass., 22 fév. 1860 (S. 1860.1.433).

2. Req., 22 août 1882 (D. P. 1883.1.296); Req. 7 mai 1884 (D. 1884.1.285).

3. *Contrat de mariage*, III, 1538. — Voir également note Wahl (S. 1902.2.233).

qui lui a été constituée par un tiers, elle peut prouver la délivrance non seulement par des preuves écrites, par l'aveu et le serment mais encore par témoins, indépendamment de tout commencement de preuve par écrit, ou même à l'aide de simples présomptions. Le paiement de la dot se passant entre le tiers donateur et le mari, la femme se trouve dans l'impossibilité d'en avoir une preuve écrite. Elle peut donc invoquer l'article 1348 du Code civil (1).

Nous avons vu tout à l'heure que lorsque le mari apportait en mariage des créances et qu'il réclamait la reprise en deniers du montant de ces créances, il devait établir qu'elles avaient été encaissées par la communauté. En est-il de même pour la femme ? Non, car l'administration des biens propres de celle-ci incombe à son mari. Le mari doit donc faire son affaire personnelle de l'encaissement des sommes et créances appartenant à son époux. Dès l'instant qu'il est établi que la femme a apporté une créance, le mari est tenu, soit de la lui restituer en nature, soit de lui en faire rendre la valeur par la communauté à moins qu'il ne réussisse à prouver que cette créance a été irrécouvrable, qu'il n'a pas pu la toucher. Et encore devra-t-il établir qu'il n'y a pas eu faute de sa part, qu'il a fait toutes diligences pour en assurer le recouvrement (2).

1. Civ., 8 juill. 1912 (D. P. 1913.1.409) et note Guénée; Aubry et Rau, 4^e éd. t. V, n° 625; Baudry-Lacantinerie, *Le Courtois et Surville, du Contrat de mariage*, t. III, n° 1899.

2. Lyon, 28 déc. 1897 (D. P. 1899.2.49).

5° Preuve de l'aliénation

Les solutions sont les mêmes, lorsqu'au lieu d'une créance touchée pendant le mariage, il s'agit d'un bien quelconque vendu pendant la communauté.

Si le bien est un propre du mari, celui-ci est tenu de justifier non seulement du fait de la vente, mais encore de l'encaissement du prix par la communauté. C'est ainsi qu'un arrêt de la Cour de cassation (1) a refusé au mari la reprise en deniers du montant du prix de titres nominatifs qu'il disait avoir aliénés ; il était acquis que le mari avait fait transférer au porteur ces titres pour les vendre ; mais il n'était pas établi que la communauté en eût encaissé le prix.

Cette preuve exigée du mari doit être établie conformément au droit commun. Elle peut résulter par exemple de bordereaux d'agents de change, d'écritures portées au compte de banque.

La femme, au contraire, n'est pas tenue, pour justifier de son droit de reprise, d'établir l'aliénation de son propre. Quand elle a fait la démonstration que tels biens ont été apportés par elle, le mari doit lui en payer la valeur, s'il ne peut les rapporter en nature. Mais elle peut avoir intérêt à prouver la vente, par exemple, si

1. Cass., 10 nov. 1913 (S. 1914.1.240) ; cf. Paris, 21 juill. 1871 (D. P. 1871.2.231). Voir, en ce qui concerne la femme, Req., 18 janv. 1897 (D. P. 1897.1.127).

cette vente a eu lieu à un prix avantageux. Elle aura d'ailleurs, en ce cas seulement, à établir le fait même de l'aliénation et le montant du prix ; en raison du rôle d'administrateur de la communauté rempli par le mari, ce dernier ne pourra lui demander de justifier que ce prix a été réellement encaissé ; ce sera au contraire à lui-même qu'il incombera de démontrer, s'il y a lieu, que le prix n'a pas été effectivement versé. Encore faut-il toutefois, pour que le mari soit de plein droit responsable du paiement du prix, que la vente ait eu lieu avec son autorisation ou en sa présence (article 1450). Si, par exemple, la femme avait négocié en dehors de son mari des valeurs au porteur lui appartenant, il est certain qu'elle n'aurait droit à aucune reprise.

Pour établir le montant du prix de la vente, la femme peut se servir de tous les moyens de droit commun, même de témoins et de présomptions. Elle aurait le droit de faire valoir ces modes de preuves, même contre les énonciations de l'acte de vente, si elle alléguait une dissimulation du prix. On n'a pas voulu que le mari pût tirer d'une dissimulation un bénéfice personnel aux dépens de sa femme.

Cette solution a été admise dans une espèce où il s'agissait de la vente d'un immeuble (1). Il n'y a pas de raison pour qu'elle ne soit pas appliquée aussi, le cas échéant, au prix de vente d'un fonds de commerce,

1. Req., 18 janv. 1875 (S.1876.1.5).

d'un office ministériel ou de meubles corporels. Elle n'est pas en contradiction avec l'article 1341 du code civil. En effet « il ne s'agit pas de prouver » outre l'écrit » contre celui qui l'a signé pour lui réclamer un prix supérieur à celui exprimé dans l'acte ; il s'agit seulement de prouver qu'en fait la communauté a reçu une somme déterminée » (1).

6^e Preuve du remploi

Nous avons dit lorsque nous avons examiné les solutions admises par la jurisprudence pour la preuve du remploi à opposer aux créanciers, qu'il fallait seulement justifier de l'accomplissement des formalités prescrites par les articles 1434 et 1435 du code civil, c'est-à-dire : 1^o déclaration par le mari, dans l'acte d'acquisition, que les deniers, servant à en payer le prix, proviennent de la vente de tel propre et que cette acquisition est faite à titre de remploi ; 2^o Acceptation de l'emploi par la femme, si c'est de l'un de ses biens qu'il s'agit. Ces déclarations n'ont pas besoin d'être consignées dans un acte authentique. Mais il faut qu'elles aient été faites en termes non équivoques et qu'on puisse en justifier par un titre quelconque.

Ces conditions sont exigées de la même façon pour justifier du remploi dans les rapports des époux entre eux (2). Aucun autre moyen que la production des

1. Planiol III, n^o 1.262 ; cf. Cass., 14 fév. 1843 (S. 1843.1.193).

2. Cass., 2 mars 1914 (D. P. 1915.1.187).

écrits contenant ces déclarations n'est admis pour donner le caractère de propre à des biens acquis à titre onéreux pendant la communauté.

Apports fictifs. — Il arrive que les apports sont simulés. L'un des époux peut chercher à tromper l'autre, et à exagérer le montant de sa fortune ; ou bien tous les deux sont d'accord pour majorer leurs apports dans le but de fruster leurs créanciers, le cas échéant. M. Sumien (1) dit que dans certaines villes il est d'usage d'ajouter un zéro au chiffre de l'apport de la femme, pour lui assurer des reprises plus importantes dans le cas de faillite de son mari. Enfin il est possible que dans une intention libérale, l'un des époux reconnaisse à l'autre un apport très supérieur à la fortune réelle de ce dernier.

Il est admis qu'on peut faire la preuve de cette simulation ; le principe de l'incommutabilité des conventions matrimoniales ne s'y oppose pas (2).

Si la simulation n'a pas été faite dans le but de frauder la loi (par exemple l'époux qui a promis un apport déterminé était de bonne foi, et s'est trouvé ensuite dans l'incapacité de tenir sa promesse, n'ayant pas reçu la libéralité qu'il escomptait) la preuve n'en peut être admise que par écrit : tout au moins faut-il un commencement de preuve par écrit. Il est nécessaire en outre que d'autres présomptions se joignent à l'écrit.

1. Examen doctrinal, *Revue critique*, 1907, n° 607.

2. Paris, 13 juin 1907 (*Gaz. Pal.*, 1907.2.182).

Une simple contre-lettre ne suffirait pas à faire la preuve (1).

Si au contraire, la simulation a été faite pour tourner une disposition de la loi ou pour frauder soit les héritiers réservataires, soit les créanciers, la preuve peut en être établie par tous les moyens, par témoins et même à l'aide de simples présomptions (2). L'arrêt de la Cour de cassation du 2 mars 1904 précité dit expressément que lorsque des clauses d'un acte même authentique ont été attaquées comme entachées de simulation, cette simulation peut même entre les parties être établie par témoins ou à l'aide de simples présomptions, si on allègue que les clauses attaquées cachent une fraude à la loi.

SECTION II

Le mobilier futur

1° Preuve de la consistance et valeur

Nous avons dit que pour le mobilier futur, c'est-à-dire le mobilier advenu aux époux pendant la durée du mariage, les règles de preuve n'étaient pas les mêmes que pour le mobilier apporté en mariage.

1. Paris, 13 juin 1907 précité. Dalloz *Jur. gén.*, v° *Contrat de mariage*, n° 384.

2. Req., 31 juillet 1833 (S. 1833.1.840) ; Rouen, 23 déc. 1871 (S. 1872.2.102) ; Cass. 2 mars 1904 (D. P. 1904.2.615).

En cette matière, la jurisprudence eut pour guide un texte formel, l'article 1504, qui déclare d'abord que ce mobilier doit en principe être constaté par un inventaire, mais prévoit à défaut d'inventaire les modes de preuve qui seront exigés soit du mari soit de la femme.

Elle a appliqué sans hésitation l'article 1504 à la preuve des reprises exercées sous le régime de la communauté d'acquêts, quoique ce texte figure non pas dans la section relative « à la communauté réduite aux acquêts » mais dans la section suivante « de la clause qui exclut de la communauté le mobilier en tout ou en partie » (1). Tous les auteurs, à l'exception de Laurent, dont nous avons exposé le système, appliquaient de même cet article à la communauté d'acquêts. La loi du 29 avril 1924 est venue confirmer expressément cette thèse.

On s'est demandé si l'on pouvait considérer comme mobilier futur une succession ouverte, mais non encore liquidée, avant le mariage, et dont le partage n'a été opéré que depuis. La Cour de cassation belge (2) a décidé que l'article 1504 visant le mobilier futur, était applicable dans ce cas. On invoquait l'article 883 qui donne au partage un effet rétroactif; mais la cour a déclaré : « L'article 883 consacre une fiction légale qui ne doit pas être étendue au delà de son double but : de

1. Cass., 8 déc. 1874 (D. P. 1875.1.35); Cass. 29 déc. 1902 (D. P. 1904.1.401).

2. Cass. belge, 12 déc. 1901 (D. P. 1904.2.422).

parer aux exigences de la loi fiscale en empêchant les divers héritiers d'être considérés comme des vendeurs ou des échangistes, et de protéger chacun d'eux contre tous actes de dispositions qui auraient pu être consenties par d'autres pendant l'indivision ; cette fiction est donc inapplicable à l'espèce du procès » (1).

L'article 1504 fait au point de vue des preuves à fournir à défaut d'inventaire, une très grande différence entre le mari et la femme.

Preuves exigées du mari. — Le mari doit à défaut d'inventaire, produire « un titre propre à justifier de la consistance et valeur » de son mobilier.

Mais la jurisprudence entend cette dernière expression dans un sens assez large.

Un partage, même sous seings privés, non suspect de fraude est une preuve suffisante.

La mention apposée sur les registres de la société pour le transfert de valeurs nominatives constitue également une preuve opposable à la femme.

L'acte d'acquisition d'un fonds de commerce, le titre nominatif d'une créance, le traité de cession d'un office ministériel ou le décret de nomination à cet office sont aussi considérés comme des titres propres à justifier de la consistance et valeur de ces biens.

D'ailleurs, en admettant les solutions qui viennent

1. Dans le même sens, Huc *Commentaire du droit civil*, t. V. n° 437 bis; Baudry-Lacantinerie et Wahl, *Successions*, t. III, n° 3270-3276.

d'être indiquées, la jurisprudence n'a fait qu'appliquer le droit commun. Mais en d'autres hypothèses, elle s'est montrée beaucoup plus libérale.

Elle a exigé du mari, dans tous les cas, un titre comme l'article 1504 l'y obligeait, mais elle a reconnu le caractère de titre à des écrits qui ne remplissaient pas les conditions prescrites par les articles 1322 et suivants.

C'est ainsi que l'état dressé par le mari en vue de la déclaration d'une succession dont il était héritier a paru être une justification suffisante de la consistance du mobilier recueilli par lui dans cette succession. Cet état n'était signé que de lui seul, il fut cependant déclaré opposable à la femme. Le Tribunal de la Seine (1) a déclaré expressément « que cet état qui contient l'énumération et l'évaluation des titres et valeurs de la succession de A..., et qui a servi de base pour la perception des droits, constitue un document de nature à établir dans les termes des articles 1499 et 1504, la consistance et la valeur du mobilier échu pendant le mariage ».

Pour un cas analogue — il s'agissait aussi d'une succession recueillie par le mari — celui-ci a été admis à en prouver la consistance et valeur au moyen de registres domestiques du défunt (2). La Cour de cassation a motivé ainsi sa décision : « Attendu que l'arrêt attaqué constate en fait que les registres domestiques de M... père, produits dans la cause, offraient les éléments

1. Trib. de la Seine, 16 juin 1894. *Report. Notar. Defrenois*, n° 8088.

2. *Cass.*, 4 mai 1879 (S. 1880.1.17).

nécessaires pour déterminer, déduction faite des dettes et charges, la consistance et la valeur du mobilier recueilli par M... fils dans la succession de son père, dont il a été l'unique héritier. D'où il suit que ledit arrêt a pu reconnaître dans ces registres dont il a sainement apprécié la valeur probante, le titre nécessaire au demandeur en cassation, pour justifier la reprise exercée par lui, du chef de la succession de son père ».

Ainsi, les simples registres domestiques du défunt dont la succession est échue au mari peuvent être opposés à la femme, alors que dans le droit commun (article 1331), ces registres ne constituent jamais un titre au profit de celui qui les a écrits, ni de ses héritiers. L'idée de la jurisprudence est que tout écrit peut être accepté comme preuve, sauf aux juges du fait à en apprécier dans chaque espèce la valeur (1). L'article 1304 n'exige pas une forme d'acte déterminé ; il suffit que celui qu'on produit soit « propre à justifier » les reprises du mari (2).

Mais si n'importe quel écrit peut être suffisant, il est du moins nécessaire que le mari justifie d'un écrit. La preuve par commune renommée ne peut évidemment être admise. Cette preuve tout à fait exceptionnelle dans

1. V. les décisions suivantes qui ont pour des raisons de fait jugé insuffisantes, un partage et un inventaire de succession sous seings privés, une déclaration de succession. Orléans, 22-11-1878 (S. 1880.2 85) ; Amiens 28.1.81 (D.P. 1883.3.36) ; Besançon, 19.2.85 (*Rep. du Notariat* 1886.29.33).

2. Note de M. Guenée. Civ. 29 déc. 1902 (D. P. 1904.1.401).

notre droit ne saurait en effet, être autorisée, à défaut de texte exprès. Mais la preuve par témoins non plus n'est pas recevable contre la femme, lorsqu'aucun écrit n'est apporté par le mari. La Cour de cassation décide que le mari ne peut se prévaloir de témoignages que lorsqu'il justifie d'un écrit. D'après un arrêt du 22 juillet 1889 (1), il ne peut être suppléé à l'inventaire que par des documents.

Cette interprétation paraît tout à fait conforme au sens de l'article 1504, qui exige formellement un « titre » ; on pourrait difficilement assimiler un témoignage à un titre (2). Nous disons donc que la preuve par témoins ne peut pas être opposée à la femme, même au-dessous de cent cinquante de francs.

Par application de ce principe que seul un titre peut servir de preuve au mari, la Cour de Besançon dans l'arrêt du 19 février 1885 précité, lui a refusé le droit de déférer le serment décisoire à sa femme.

Au contraire, il n'est pas douteux que l'aveu de la femme fasse preuve complète en faveur de son mari.

On s'est demandé si les héritiers du mari se trouvaient au point de vue de la preuve dans la même situation que leur auteur, la question se pose parce que, tandis que le troisième alinéa de l'article 1504 rela-

1. S. 1893-1-405 ; V. aussi Besançon 19 févr. 1885. Rép. Defrénois 1886. 2935. Limoges. 3 août 1860 (S. 1861.2.241).

2. En ce sens : Aubry et Rau, 5^e éd., t. 8, p. 313 ; Rodière et Pont, II, 1268.

tif à la femme assimile à celle-ci ses héritiers, le deuxième alinéa ne parle que du mari et ne statue pas sur la condition de ses héritiers. D'après MM. Rodière et Pont (1), il faut conclure de cette nuance de rédaction que la différence établie au point de vue de la preuve entre le mari et la femme ne frappe pas les héritiers du mari, qui peuvent comme agissant de leur chef, suppléer à l'inventaire par tous les moyens. La privation du droit de prouver ses reprises par témoins ou par commune renommée, imposée au mari par l'article 1504 est une sorte de peine personnelle à laquelle échappent ses héritiers. La Cour d'Orléans a adopté cette thèse par un arrêt du 24 février 1860 (2).

Nous ne pensons pas qu'il faille adopter cette opinion. Les héritiers ne peuvent avoir plus de droits, que leur auteur ; les règles de la preuve doivent être les mêmes pour eux, sans qu'il y ait besoin que le législateur s'en explique. Les héritiers du mari supportent les conséquences de la négligence de leur auteur qui a omis de faire dresser inventaire. Toutefois il faut admettre une exception à ce principe en faveur des héritiers réservataires, qui, eux, n'agissent pas comme représentant leur auteur, mais en vertu du droit propre que leur confère leur réserve. Ces héritiers réservataires pourraient, selon nous, faire preuve de la consistance du mobilier échu à leur auteur, par tous les

1. II. 1268.

2. S. 1860.2.120.

144 LA PREUVE DES REPRISES MOBILIÈRES DES ÉPOUX
moyens, sauf toutefois par la commune renommée.
L'admission de cette preuve, en effet, ne saurait être
étendue à un cas que la loi n'a pas expressément
prévu (1).

Preuves exigées de la femme.— La loi se montre beau-
coup plus favorable à la femme qu'au mari. A défaut
d'inventaire, l'article 1504 lui permet d'établir sa preuve
par tous les moyens et même par la commune renom-
mée.

Le législateur a estimé que le mari a commis une
faute en ne faisant pas dresser inventaire de la suc-
cession échue à la femme ainsi que la loi le lui ordon-
nait ; et il n'a pas voulu que la femme eût à souffrir
de la faute de son mari, ni que le mari pût, par son
omission, frustrer son épouse d'une partie de ses
propres. C'est pourquoi on a autorisé la femme à se
servir de ce mode de preuve exceptionnel et particu-
lièrement dangereux pour celui à qui on l'oppose, la
commune renommée.

Il consiste, en effet, à produire au tribunal des
« on dit », des témoignages anonymes, si l'on peut dire,
des renseignements de deuxième et de troisième main,
qui risquent fort de n'être pas exacts. La femme éta-
blira par exemple que sa mère, dont elle a recueilli
la succession, passait pour avoir une fortune de

1. En ce sens Guillouard, *Contrat de mariage*, III, n° 1449
Aubry et Rau, 5^e éd., t. 8, p. 313 ; Marcadé, V, art 1498-1499-3. ;
Laurent, XXIII, no 186 : Limoges, 3 août 1860 (S. 1861.2.241).

cinq cent mille francs, et on lui accordera de ce chef, une reprise de cette somme.

Mais la femme pourra-t-elle encore user de tous ces modes de preuve, lorsqu'un inventaire aura été dressé mais que cet inventaire aura été incomplet ou partiellement au moins inexact ? Pourra-t-elle prouver par témoins et par commune renommée outre et même contre le contenu de l'inventaire ?

Un arrêt de la Chambre des Requêtes du 22 novembre 1886 (1) a autorisé l'héritier de la femme à prouver, même par commune renommée que le mari avait reçu diverses valeurs mobilières appartenant à sa femme, provenant de la succession de la mère de celle-ci. Un inventaire avait été dressé pourtant. Mais la cour a décidé que « vainement le demandeur en cassation excipait de l'inventaire par lui requis après la mort de sa belle-mère, puisque, ainsi que le déclarait l'arrêt attaqué, cet inventaire ne relatait aucune des réceptions du mobilier faisant l'objet du procès ». Ainsi pour que la femme ou ses héritiers ne puissent pas faire valoir les preuves autorisées par l'article 1504, il ne suffit pas qu'un inventaire ait été dressé, il faut que cet inventaire ait été complet.

Toutefois, un autre arrêt de la Cour de cassation (2) n'a autorisé la femme à compléter les énonciations de l'inventaire que par la preuve de droit commun. Dans

1. S. 1867.1.110.

2. Req. 20 juin 1883 (S. 1884.1.23).

l'espèce, un écrit du mari constatait que la femme avait trouvé dans la succession de sa mère une somme de douze mille francs, non constatée par l'inventaire. Au moyen de ce commencement de preuve par écrit, la femme put faire déclarer que l'inventaire avait été incomplet. Mais il résulte des motifs de cet arrêt que la preuve par témoins ou par commune renommée n'aurait pas été recevable.

La différence entre les deux solutions s'explique parce que dans le premier cas, l'inventaire avait été dressé sans le concours de la femme, tandis que celle-ci avait assisté personnellement à l'inventaire établi dans la deuxième espèce.

La femme est donc toujours autorisée à prouver outre ou contre le contenu de l'inventaire ; si elle ne l'a pas signé elle peut user même de la commune renommée, au contraire, elle doit apporter un commencement de preuve par écrit, si elle a concouru à l'acte.

2^e Preuve de l'identité

La preuve de l'identité entre les meubles recueillis pendant le mariage et les meubles revendiqués par les époux se fera par le même procédé que la preuve de la consistance et valeur.

3^e Preuve de l'origine

Les preuves prévues par l'article 1504 pour justifier la consistance et la valeur du mobilier pourront-elles servir aussi à en établir l'origine ?

Nous avons vu que la question de l'origine du propre se posait surtout en ce qui concernait les dons manuels. Pour les successions, pour les donations faites en la forme régulière, la preuve sera facilement établie. Mais il ne sera pas toujours aisé de démontrer qu'un bien déterminé, remis de la main à la main, a été donné.

La meilleure façon de prouver le fait de la donation serait de dresser un inventaire. Mais pratiquement on n'en dressera jamais, car la seule raison d'user de la forme du don manuel pour faire une libéralité est l'économie de droits d'enregistrement que ce procédé permet de réaliser. Or l'inventaire authentique d'un bien donné de la main à la main donnerait lieu à la perception du droit de donation.

À défaut d'inventaire, il semble que les autres modes de preuves prévus par l'article 1504 soient admissibles. Si l'on ne permettait pas à la femme de prouver le don manuel même par témoins et commune renommée, elle ne pourrait presque jamais établir les reprises résultant de ces donations. La tradition des objets donnés s'opère du tiers donateur au mari ; la femme y reste étrangère et se trouve ainsi dans l'incapacité de se

procurer une preuve. D'autre part l'article 1504 oblige le mari à dresser inventaire de tout le mobilier échu à la femme ; aucune exception n'est faite pour celui pouvant lui advenir par don manuel. La sanction de cette obligation générale doit être dans tous les cas la même : le droit pour la femme d'établir sa preuve par tous les moyens.

La Cour de cassation a admis cette thèse, notamment dans deux arrêts (1). Le plus récent de ces arrêts s'exprime ainsi : « Attendu que cette disposition (article 1504) peut être invoquée par la femme à l'effet d'établir non seulement la valeur de ce mobilier, mais le fait même de son acquisition, notamment au moyen de dons manuels qui lui auraient été faits pendant la durée du mariage et dont la réception n'aurait pas été constatée par un inventaire ou par tout autre acte équivalent... ».

Toutefois la thèse opposée a été affirmée à deux reprises par la Cour de Bordeaux (2). Cette Cour a estimé que l'article 1504 visait seulement la consistance et la valeur du mobilier échu à la femme pendant le mariage et que si l'existence même de la succession ou de la donation était contestée, il y avait lieu de recourir aux modes de preuve ordinaires.

La Cour de cassation a admis une exception à la

1. Req. 28 nov. 1866 (D. P. 1867.1.209) : Civ. 29 déc. 1902 (D. P. 1904.1.401).

2. Bordeaux, 26 janv. 1874 (Dalloz, *Jur. gén.* Supplément v° *Contrat de mariage*, n° 308) et Bordeaux 27 juill. 1909 (D. P. 1913.2.175).

règle que les dons manuels pouvaient être prouvés dans les termes de l'article 1504. Lorsque la donation émane du mari lui-même, elle juge que la femme ne se trouve pas dans l'impossibilité absolue de se procurer une preuve, puisqu'elle doit forcément intervenir à la donation et que d'autre part l'obligation incombant au mari de faire inventorier le mobilier de sa femme n'existe pas dans ce cas. Elle décide en conséquence que seuls les modes de preuve de droit commun sont admissibles de la part de la femme (3).

Cette exception ne nous paraît pas très logique. L'impossibilité pour la femme de se procurer une preuve n'est guère moins grande, lorsque le don manuel lui est fait par son mari, que lorsque le don émane d'un tiers. Il lui est difficile, en effet, de réclamer de son mari, qui lui fait un cadeau, un écrit constatant la libéralité. Et d'autre part, nous ne voyons pas pourquoi, l'obligation imposée au mari de procurer à sa femme une preuve de ses reprises ne serait pas la même, quelle que soit l'origine des propres, et n'existerait pas, quand ces propres proviennent d'un don manuel fait par lui-même.

4° Preuve de la réception

Comment le mari et la femme prouveront-ils la réception par la communauté des sommes d'argent et autres meubles propres à chacun d'eux.

1. Cass, 6 févr. 1905 (S. 1907.1.393) et note Naquet.

Pour la femme, il lui suffira de prouver que son mari a eu connaissance de la succession ouverte à son profit ou de la donation à elle consentie. On ne peut lui demander comme pour le mobilier apporté en mariage de justifier d'une quittance de son mari. C'était au mari, en effet, à prendre possession des biens revenant à sa femme ; s'il ne l'a pas fait et si ces biens se sont trouvés prescrits ou perdus par sa négligence, il n'en est pas moins débiteur de leur valeur envers sa femme. Celle-ci aura donc seulement à prouver que son mari l'a autorisée à accepter la succession ou la donation, qu'il a eu connaissance du don manuel. Et cette preuve pourra être établie par tous les moyens lorsqu'elle ne résultera pas d'un inventaire.

Le mari, au contraire, devra prouver que la communauté a bénéficié des meubles recueillis par lui ; c'est seulement à cette condition que la reprise de leur valeur lui sera accordée. Pour les sommes d'argent et autres meubles imparfaits, la preuve de l'encaissement par la communauté n'exige aucune justification spéciale. Du jour où ces biens sont acquis par le mari, ils entrent en communauté. Et comme le mari a le droit de disposer librement de l'actif de la communauté, on ne pourra lui reprocher par exemple d'avoir fait de ces sommes, un usage dont le ménage n'aurait pas profité. En ce qui concerne au contraire les créances, le mari qui en réclame la valeur, doit justifier de leur encaissement, doit prouver que le montant du remboursement a été

effectivement versé. Il ne faut pas qu'il puisse dissimuler ces créances et en réclamer à la communauté la valeur en disant qu'elles ont disparu.

Les moyens d'établir cette preuve sont ceux de droit commun, comme s'ils s'agissait de meubles apportés en mariage.

5° Preuve de l'aliénation. 6° Preuve du emploi

Pour les preuves de l'aliénation et du emploi, nous renvoyons à ce que nous avons dit à propos du mobilier apporté en mariage. Les solutions sont les mêmes.

CHAPITRE III

LA PREUVE DES REPRISES DANS LES RAPPORTS DES ÉPOUX AVEC LES CRÉANCIERS

SECTION I

Caractères généraux de la preuve

La preuve des reprises mobilières des époux, lorsque ceux-ci se trouvent en conflit avec les créanciers est régie par le premier paragraphe de l'article 1499 : « Le mobilier existant lors du mariage ou échu depuis est réputé acquêt, *sauf preuve contraire établie suivant le droit commun à l'égard des tiers.* »

La deuxième proposition de la phrase peut être comprise en deux sens différents, suivant qu'on lie ensemble les mots « droit commun à l'égard des tiers », ou qu'on détache l'expression « à l'égard des tiers », pour l'opposer aux mots « entre époux » portés à à l'alinéa suivant.

C'est cette deuxième interprétation qui nous paraît préférable, car il était nécessaire que le législateur précisât quelles personnes pourraient exiger les preuves de

droit commun. Et d'autre part, il aurait été inutile de changer comme on l'a fait (1) les mots « à l'usage des tiers » par ceux de « à l'égard des tiers », si ce n'était pas la deuxième interprétation qui devait prévaloir. Le sens des deux expressions aurait en effet été le même.

Nous lisons donc le fragment de phrase : sauf preuve contraire, établie suivant le droit commun, à l'égard des tiers.

Mais cette expression à l'égard des tiers fait naître une difficulté. Elle désigne, sans doute possible, les créanciers de la communauté ou des époux. Nous avons vu, en effet, que c'était leur situation que la loi nouvelle avait voulu modifier. Mais les créanciers purs et simples, les créanciers chirographaires ne sont pas dans le droit commun des tiers à l'égard de leur débiteur. Ils sont appelés à cause du droit de gage général qui leur appartient sur son patrimoine, en vertu des articles 2092 et 2093 du code civil, à bénéficier ou à souffrir de tous ses actes, quelle qu'en soit la date. Et ils ne peuvent pas se prévaloir des dispositions de l'article 1328 relatives à la date des écrits qu'on leur oppose. Ils sont assimilés aux ayants cause à titre universel. Ils ne cessent d'avoir cette qualité pour devenir des tiers que lorsqu'ils attaquent ou repoussent un acte simulé ou frauduleux de leur débiteur ou lorsqu'ils ont acquis

1. Erratum au *Journal officiel* du 6 mai 1924.

154 LA PREUVE DES REPRISES MOBILIÈRES DES ÉPOUX
contre lui un droit particulier, une hypothèque par
exemple.

La loi du 29 avril 1924 en désignant les créanciers
par le mot de tiers, a-t-elle voulu déroger à ces règles,
et faire des créanciers chirographaires des époux, des
tiers ausens strict du mot?

M. Savatier dans le commentaire approfondi qu'il a
fait de la loi (1) s'est prononcé pour l'affirmative. Les
seules preuves admises contre les créanciers des époux
sont, suivant lui, les preuves « *opposables au tiers* ». Il
voit à cette solution de gros avantages pratiques. Si
l'on acceptait les preuves qui dans le droit commun,
sont opposables aux créanciers, une simple reconnais-
sance, sans date certaine, de l'époux débiteur, l'aveu
fait par lui pendant le procès, du droit de son conjoint
auraient le caractère de preuves complètes contre les
créanciers. Ainsi il serait facile « aux conjoints de
détourner par une simple déclaration, la présomption
établie par l'article 1499 » et de la rendre « lettre morte ».
Au contraire, suivant le système de M. Savatier, la recon-
naissance de l'époux débiteur n'aurait jamais que le
caractère d'un témoignage, puisque le procès serait sensé
engagé directement entre le créancier et l'autre époux
et tous les actes de l'époux débiteur devraient avoir
acquis date certaine pour pouvoir être opposés aux
créanciers. Ces derniers seraient donc ainsi mieux pro-
tégés.

1. *Lois nouvelles*, n° du 15 juin 1924, p. 337 et suiv.

Mais cette interprétation n'est pas sans soulever des difficultés. On dit que les créanciers pourront négliger les écrits de leur débiteur qui n'ont pas acquis date certaine. Mais à quel moment devra être certaine la date de ces écrits? Les tiers au sens de l'article 1328, créanciers hypothécaires, acquéreurs à titre particulier, n'ont cette qualité de tiers qu'à partir d'une date déterminée. Jusqu'à la prise d'hypothèque, jusqu'à la vente, ils sont considérés comme des ayants cause, subissant l'effet de tous les actes de leur débiteur ou de leur vendeur. A partir de ces opérations, au contraire, les actes de leur débiteur ne peuvent plus ni leur profiter ni leur préjudicier; ils ont acquis un droit distinct de celui de leur débiteur, que ce dernier ne peut compromettre. Il est nécessaire pour eux de déterminer avec exactitude, la date des écrits qu'on leur oppose, puisque de cette date dépend l'efficacité de ces écrits à leur égard. C'est pourquoi l'article 1328 leur a permis de se prévaloir du défaut de date certaine(1).

Mais les créanciers chirographaires des époux ne deviennent pas des tiers du jour où naît leur créance, et la loi du 29 avril 1924 n'a pu leur faire acquérir cette qualité. Ils n'ont sur le patrimoine de leur débiteur qu'un droit de gage général. Leur débiteur conserve le droit de disposer librement de tous les éléments du patrimoine affecté à leur gage. S'il est contracté des obliga-

1. Cf. Demolombe, *Traité des Contrats*, t. 6, p. 448.

tions nouvelles, les créanciers en subiront la conséquence. Tous concourent, en effet, sur le patrimoine de leur débiteur, quelle que soit la date de leur titre. On ne voit donc pas comment les créanciers du mari pourraient dénier une reconnaissance d'apport signée par leur débiteur à sa femme, sous prétexte qu'elle n'aurait pas acquis date certaine. Même faite postérieurement à la date de leur propre créance, cette reconnaissance leur serait opposable puisque le mari débiteur conserve toujours la faculté de s'obliger à nouveau, aussi bien au profit de sa femme, qu'au profit de tout autre et qu'aucun droit de préférence ne naît pour les créanciers chirographaires de l'antériorité de leur titre.

Nous ne croyons donc pas que la loi ait pu donner aux créanciers chirographaires des époux, la qualité de tiers au point de vue de la preuve. L'expression employée par le législateur s'explique par le désir d'user d'un terme large englobant tous les cas. Elle désigne toutes les personnes autres que les époux ou leurs héritiers, qui peuvent avoir intérêt à contester les reprises (1) : créanciers chirographaires, créanciers hypothécaires, acquéreurs à titre particulier d'un immeuble du mari ou de la communauté (2). L'expression tiers se trouve

1. M. Boivin-Champeaux dans l'exposé des motifs de la loi emploie le mot *erga omnes* qui est la traduction latine de « à l'égard de toute personne (autre que les époux) ».

2. Sous le régime ancien, les arrêts reconnaissaient à toute personne intéressée autre que le conjoint le droit de se prévaloir des dispositions rigoureuses de l'article 1499, voir notamment pour le cas de faillite. Thaller et Percerou, *Droit commercial*, 5^e édition, n° 2045 et les références qui y sont citées.

employée dans le même sens par l'article 4 de la loi du 13 juillet 1907, qui prévoit la preuve de droit commun « tant vis-à-vis du mari que vis-à-vis des tiers ».

On ne trouve d'ailleurs nulle part, dans les travaux préparatoires, l'indication que les rédacteurs de la loi aient voulu conférer aux créanciers une prérogative de preuve exorbitante du droit commun. Les législateurs auraient certainement donné la raison d'une telle solution s'ils l'avaient prévue et adoptée. Au contraire, ils se sont inspirés ouvertement du précédent que constituait la disposition de la loi de 1907, que nous venons de citer, et cette loi n'a pas créé d'exception à la règle qui fait des créanciers les ayants cause universels de leur débiteur. De plus, la suppression dans l'article 563 du code de commerce, des mots « par acte ayant date certaine » semble bien indiquer que le législateur n'a pas voulu mettre les créances chirographaires dans une situation différente de leur condition normale qui les oblige à se voir opposer les actes signés de leur débiteur sans qu'ils puissent en contester la date.

Ainsi seuls l'acquéreur à titre particulier d'un immeuble vendu et le créancier ayant une hypothèque sur un immeuble du mari ou de la communauté, pourront, lorsque la femme prétendra exercer contre eux son hypothèque légale, repousser les reconnaissances émanant de leur débiteur qui n'auront pas acquis date certaine, avant la vente ou la prise d'hypothèque et

considérer comme un simple témoignage l'aveu fait par leur débiteur des faits allégués par sa femme.

Les créanciers chirographaires, au contraire, se verront en principe opposer comme une preuve complète les reconnaissances signées par leur débiteur même si elles n'ont pas date certaine.

Ils pourront seulement, conformément au droit commun les prétendre simulées et frauduleuses et les combattre par tous les moyens, même par témoignages et par simples présomptions. Le seul défaut de date certaine pourra d'ailleurs être considéré comme une forte présomption en faveur de la simulation. Ainsi un créancier a pu faire annuler un acte par lequel son débiteur reconnaissait que tous les meubles en sa possession étaient la propriété de son héritier présomptif pour la raison que cet acte avait acquis date certaine seulement après que l'action en paiement ait été intentée par lui. Les juges avaient trouvé suffisante la présomption de fraude résultant de l'enregistrement tardif (1).

Mais la condition des créanciers chirographaires change dans une certaine mesure, dès qu'ils ont procédé à une saisie sur le patrimoine de leur débiteur. Du jour de la transcription de l'exploit de saisie, en cas de saisie immobilière, du jour même de la saisie, en cas de saisie exécution et de saisie-arrêt, les créanciers chirographaires sont assimilés à des acquéreurs particuliers,

1. Civ., 4 fév. 1823. Dalloz, *Jur. gén.*, *Obligations*, n° 3980.

en ce sens que le débiteur ne peut plus rien faire sur les biens saisis qui leur soit préjudiciable. Tous les actes de disposition qui n'auraient pas acquis date certaine avant la saisie seraient nuls.

Par suite, le mari dont les biens auraient été saisis ne pourrait pas opposer aux créanciers un acte par lequel il reconnaîtrait à sa femme la propriété de tout ou partie des biens saisis, si cet acte n'avait date certaine. Une telle reconnaissance pourrait en effet, être assimilée à un acte de disposition. Au contraire, les actes par lesquels il se reconnaîtrait simplement débiteur envers sa femme d'une reprise en deniers seraient valables même non enregistrés. La saisie ne confère en effet aucun droit de préférence au saisissant, qui doit concourir même avec les créanciers dont les titres n'ont pas date certaine à cette époque. Tous les créanciers sont admis à participer aux distributions faites à la suite de la saisie, sans distinction entre ceux dont les titres ont acquis date certaine avant la saisie et ceux dont les titres n'ont acquis date certaine que postérieurement (1).

La faillite du débiteur n'a pas les mêmes effets que la saisie. Les créanciers compris dans la masse demeurent des ayants cause. Le failli est dessaisi de l'administration de ses biens, mais il est dessaisi à l'égard de tous les créanciers sans distinction ; aucun de ceux-ci n'acquiert un droit particulier et distinct qui lui confé-

1. Demolombe, t. 29, n° 542.

160 LA PREUVE DES REPRISES MOBILIÈRES DES ÉPOUX
rerait la qualité de tiers. C'est du moins en ce sens que
se prononce l'opinion dominante (1).

Toutefois, lorsque certains créanciers, comme cela
peut arriver pour la femme, en raison de son hypo-
thèque légale, prétendent à un droit de préférence sur
les autres, il est nécessaire que leur titre ait acquis date
certaine en temps utile. En pareil cas, les créanciers
sont en effet des tiers, les uns vis-à-vis des autres (2).

Si la femme donc, veut se prévaloir de son hypo-
thèque légale, soit contre la faillite de son mari, soit
contre un créancier saisissant ou un créancier hypothé-
caire, elle doit justifier d'un titre ayant acquis date
certaine avant le jugement déclaratif de faillite, avant
la saisie ou avant la prise d'hypothèque.

La même solution était admise par la jurisprudence,
avant la loi, lorsque la femme se trouvait en conflit avec
les créanciers de son mari, non à raison de ses reprises,
mais à raison des indemnités auxquelles elle pouvait
prétendre pour l'avoir cautionné. On n'exigeait la date
certaine du titre constatant l'obligation que lorsqu'elle
se prévalait de son hypothèque légale (3). Quand elle
venait seulement concourir avec les créanciers chiro-

1. Aubry et Rau, t. 12, § 756, p. 236; Demolombe, t. 29, n° 543;
Civ., 28 juin 1875 (D. P. 75.1.469); Req., 23 mai 1881 (S. 1881.1 312).

2. Aubry et Rau, 5^e éd., t. 12, § 756, p. 239; Demolombe, t. 29,
n° 552.

3. Cass. 5 fév. 1851 (S. 1851.1.194); Rouen, 24 mars 1852 (D. P.
1853.2.143); Douai, 29 janvier 1857 (S. 1857.2.410); Civ. 15 mars
1859 (D. P. 1859.1.105); Req., 21 nov. 1887 (D. P. 1888.1.204).

graphaires, son titre était admis sans date certaine, même dans le cas de faillite (1).

On voit donc que tous les titres émanant du mari, sauf la reconnaissance faite au profit de la femme de la propriété de biens saisis et sauf le titre permettant à celle-ci de faire valoir son hypothèque légale, pourront être opposés aux créanciers sans condition de date certaine.

Est-ce à dire qu'une reconnaissance faite par le mari débiteur pendant le procès même engagé avec les créanciers serait opposable à ces derniers? Nous ne le croyons pas. Il nous semble au contraire que la reconnaissance du mari ne peut avoir de valeur contre les créanciers, que si elle a été faite avant l'instance.

Lorsque le créancier a pratiqué une saisie, fait déclarer la faillite ou fait opposition au partage de la communauté, il a pris position contre son débiteur et cessé d'être complètement représenté par lui. Celui-ci ne peut plus librement s'obliger; il ne peut plus diminuer, même indirectement, le gage de ses créanciers; les reconnaissances qu'il signerait désormais au préjudice de ceux-ci seraient nulles à leur égard.

Ainsi, il nous semble nécessaire que les actes à opposer aux créanciers portent une date antérieure au procès intenté par eux, quoiqu'il ne soit pas indispensable que cette date soit certaine dès ce moment. Les deux

1. Dalloz, *Jur. gén.* v° *Obligations*, n° 3997.

solutions ne sont pas contradictoires : de la même façon, les actes sous seings privés souscrits par une personne frappée d'interdiction sont opposables à ses héritiers lorsqu'ils portent une date *antérieure* à l'interdiction bien qu'ils n'aient acquis date certaine que depuis (1).

Pas plus que la reconnaissance écrite faite pendant l'instance, l'aveu ou le serment du débiteur ne lieraient les créanciers. « L'aveu ne crée pas d'obligation, mais il rend plus mauvaise la situation de celui qui l'a fait, en le contraignant à démontrer la fausseté du fait avoué s'il veut se soustraire aux conséquences de son aveu. Aussi admet-on que celui qui n'a pas la capacité ou le pouvoir de disposer de l'objet sur lequel porte une contestation, ne peut faire quant à cet objet d'aveu qui le lie (2). » Par suite, le failli ne peut faire un aveu opposable à la masse (3). De même dans une instance en validité de plusieurs saisies-arêts, la Cour de cassation a refusé à un créancier le droit de concourir avec les autres, parce que son seul titre était un aveu fait par le débiteur pendant l'instance (4). Il en serait de même pour le serment, dont les effets sont identiques.

Tels sont donc, à notre avis, les caractères généraux des preuves autorisées par le premier alinéa de l'ar-

1. Aubry et Rau, t. 12, § 756, p. 226.

2. Lyon-Caen et Renault, *Traité de Droit commercial*, t. 7, p. 541-542.

3. Trib. Civ. Epernay, 22 janvier 1883 (*Journ. des faillites*, 1883, p. 117).

4. Cass. 18 août 1884 (D. P. 1885-1-207).

ticle 1499 nouveau. Nous allons maintenant étudier ces preuves plus en détail ; nous nous placerons d'abord dans l'hypothèse où les adversaires des époux sont de simples créanciers chirographaires. Nous examinerons ensuite dans la dernière section du chapitre les solutions spéciales qui s'appliquent aux créanciers hypothécaires et autres tiers.

Et tout d'abord rappelons-nous quels sont les différents modes de preuve de droit commun.

SECTION II

Les modes de preuves de droit commun

Les modes de preuve de droit commun dont on peut concevoir l'application à notre matière sont les témoignages, les présomptions, l'aveu, le serment, les écrits authentiques ou sous seings privés.

Les témoignages sont les déclarations de personnes qui se sont trouvées présentes à l'accomplissement de l'acte ou du fait contesté et qui viennent en certifier « au juge, l'existence, la manière ou le résultat. La déclaration du témoin porte sur des faits, dont il a personnellement connaissance (1) ». Par là, la preuve testimoniale diffère de la preuve par commune renommée, qui consiste à rapporter des oui-dire.

1. Planiol, III, n° 18.

Les présomptions sont des rapports entre des faits connus et le fait ou le droit que l'on cherche à connaître. Ces rapports sont rarement rigoureux, absolus; aussi ne peuvent-ils en général déterminer chez le juge qu'une conviction morale et non une certitude intellectuelle.

L'aveu est la reconnaissance faite par l'une des parties du droit de l'autre. « Il fait pleine foi contre celui qui l'a fait » (article 1356).

Il y a deux sortes de serments : le serment décisoire et le serment supplétif. Le serment décisoire est celui qui est déféré par l'une des parties à son adversaire; la partie qui en prend l'initiative promet de s'en rapporter au serment de l'autre. Le serment termine donc le procès.

Le serment supplétif est déféré par le juge à l'une des parties; il ne constitue pas une preuve absolue, le juge conserve le droit de statuer en sens contraire. Il a le caractère d'un simple témoignage.

Les titres authentiques sont des actes reçus par des officiers publics dans les lieux et dans les cas où la loi leur permet d'instrumenter, avec les formalités requises. Les titres sous seings privés sont des écrits signés par les parties; suivant leur forme, ils constituent soit une preuve écrite, soit un commencement de preuve par écrit. Ils peuvent soit constater un acte juridique soit porter reconnaissance d'un droit.

D'une manière générale, les juges sont libres de discuter les différentes preuves qu'on leur apporte, de les

apprécier en toute liberté et de se faire ainsi eux-mêmes leur conviction. Le système des preuves légales n'est plus en vigueur dans notre droit. Néanmoins la loi détermine l'admissibilité de la preuve, c'est-à-dire les cas dans lesquels, tel ou tel mode de preuve est recevable.

En principe, elle exige une preuve par écrit. Les témoignages ni les présomptions ne sont admis « outre et contre le contenu aux actes », ni « pour toutes choses excédant la valeur de cent cinquante francs » aux termes de l'article 1341. Il y a toutefois une exception à cette règle, lorsqu'il existe un commencement de preuve par écrit (art. 1347) ou lorsqu'il n'a pas été possible au créancier de se procurer cette preuve littérale de l'obligation qui a été contractée envers lui; dans ces deux cas, témoignages et présomptions sont admis sans limitation. Enfin il peut être suppléé à la preuve écrite soit par l'aveu soit par le serment décisoir.

Mais ces restrictions dans l'admissibilité des modes de preuve ne s'appliquent que lorsqu'il s'agit d'établir soit un acte soit un fait juridique. La preuve des faits matériels au contraire est recevable par tous les moyens. On ne pouvait obliger les particuliers à se procurer une preuve écrite de simples faits matériels.

La Cour de cassation s'exprime ainsi dans un arrêt de la Chambre des Requêtes du 8 mars 1898 (1): Attendu

1. S. 1902. I. 523; Voir aussi Cass., 28 mai 1888 (S. 1888-1-424); Req. 1^{er} août 1906 (S. 1911. I. 562); Req. 18 juill. 1906 (D. P. 1907. I. 111).

qu'il est de toute évidence que la preuve par témoins d'un fait juridique, lequel a pour résultat nécessaire et immédiat de créer ou de transférer des droits ou des obligations, n'est pas admissible quand l'intérêt est supérieur à cent cinquante francs. Attendu au contraire qu'un fait pur et simple, lequel n'est que par accident une source de rapports juridiques, échappe à l'application de l'article 1341 du code civil. »

Pour savoir quels modes de preuve pourront être admis dans les divers cas que nous allons avoir à envisager, il nous faudra distinguer avec soin les faits matériels des actes ou des faits juridiques.

Les faits matériels sont ceux qui par eux-mêmes, n'emportent ni obligation, ni libération ne créent, ne transfèrent ni n'éteignent aucun droit et n'ont qu'accidentellement et indirectement des effets juridiques. Les faits matériels de possession sont de cette nature. « La culture, l'ensemencement, la récolte d'un fonds, ne produisent par eux-mêmes que des résultats matériels. Toutefois ces actes peuvent en raison des circonstances dans lesquelles ils ont lieu, entraîner des conséquences juridiques. C'est ainsi que lorsqu'ils ont été exercés par une personne autre que le propriétaire, ils peuvent donner lieu soit à l'acquisition de fruits, soit à une demande en restitution de frais de labour, ou constituer les éléments d'une possession utile pour l'usucapion » (1). Le

1. Aubry et Rau, 5^e édit., t. II, n^o 762, p; 309, note 5.

fait qu'à telle date (avant son mariage), une femme avait chez elle, tel mobilier, n'est qu'un fait matériel, mais il pourra lui donner droit à une reprise en nature, si ce même mobilier est trouvé au domicile du ménage à la dissolution de la communauté. La situation du mari qui possédait au jour de son mariage une somme liquide n'est de nature à produire d'elle-même aucun effet juridique; pourtant de par l'adoption du régime de la communauté d'acquêts, la somme d'argent entre en communauté et le mari acquiert une reprise en deniers. Ce sont là des faits matériels qui peuvent être établis par tous les moyens.

Au contraire « les faits juridiques sont tous les faits de l'homme qui de leur nature, ont pour résultat immédiat ou nécessaire, soit de créer ou de transférer, soit de confirmer ou de reconnaître, soit de modifier ou d'éteindre des obligations ou des droits » (1). Telles sont les reconnaissances d'apports, les donations faites par l'un des époux à l'autre, l'encaissement par le mari de la dot de sa femme. Tous ces actes et faits devront être prouvés par écrit au-dessus de cent cinquante francs.

Reprenons les différents éléments de la preuve à établir pour faire reconnaître le droit à la reprise : consistance, réception, identité, origine, aliénation, remploi, et voyons quelles solutions résultent de l'application du droit commun.

1. Aubry et Rau, 5^e édit., t. II, n° 762, p. 308-309.

SECTION III

Mobilier apporté en mariage**1^o Preuve de la consistance et valeur**

L'époux demandeur a à établir qu'au jour du mariage, il possédait tels biens individualisés, si ces biens sont des propres parfaits dont il demande la reprise en nature, par exemple des tableaux ou des valeurs de bonise. S'il s'agit de propres imparfaits, dont il réclame seulement la reprise de la valeur, c'est de la quantité et de la valeur de ces biens qu'il doit justifier : nombre de quintaux de blé, montant de l'argent liquide.

Mais dans les deux cas, c'est une simple possession matérielle et non des faits juridiques qu'il a à prouver : le fait que tels meubles se trouvaient dans sa maison, que telles valeurs étaient dans son coffre. Il pourra donc en principe user de tous les moyens.

Témoignages et présomptions. — Pour les meubles corporels, le mobilier de maison, par exemple, les témoignages seront admis quelle que soit l'importance de la revendication ; les présomptions résultant par exemple de ce que le ménage s'est établi dans la maison que possédait le mari avant son mariage et qui avait été meublée par lui seront recevables (1). Les

1. En sens contraire, Planiol, Ripert et Nast, t. VIII, n° 441.

factures des marchands pourront également être produites. Aucun de ces moyens de preuve ne fera seul foi entière. Mais tous devront être pris en considération par le juge, dont le rôle sera d'apprécier quelle valeur doit être reconnue à chacun d'eux dans l'espèce particulière soumise à sa décision.

Les créanciers pourront d'ailleurs, par les mêmes moyens, combattre les réclamations de l'époux.

Le montant des sommes d'argent qui se trouvaient en la possession du mari ou de la femme, sera difficile à établir si ces sommes n'étaient pas déposées dans une banque ou si elles ne sont pas passées par exemple par la caisse du notaire qui a dressé le contrat. Là encore pourtant les témoignages et les présomptions seront recevables. La trace laissée sur les livres du banquier ou du notaire par le passage de ces sommes serait d'ailleurs seulement une présomption. Il faudra tenir compte de la situation de fortune apparente du mari avant son mariage, des encaissements réalisés par lui, etc... Le juge devra se montrer très prudent et ne s'en rapporter qu'à des présomptions « graves précises et concordantes », ainsi que l'article 1353 le lui ordonne.

Pour les valeurs de bourse ou les titres de créance au porteur, il en est de même que pour les meubles corporels et les sommes d'argent. La preuve pourra en principe résulter de témoignages et de simples présomptions. Par exemple le mari justifiera par borde-

reaux d'agents de change qu'il a achetés avant son mariage les valeurs revendiquées ; il pourra prouver qu'il en était détenteur par les récépissés des banques où elles étaient déposées, par les encaissements de coupons, dont il aurait pu conserver trace. Mais toutes ces preuves sont précaires.

Les valeurs de bourse nominatives, au contraire pourront être revendiquées facilement par le titulaire. Il ne suffira pas assurément qu'elles soient immatriculées au nom du mari lors de la dissolution de la communauté, pour que celui-ci puisse prétendre à leur propriété. Mais on en retrouvera l'origine sur les registres de transferts de la société, et si ces registres, dont la sincérité peut difficilement être contestée, attestent que les valeurs existant au jour de la liquidation de la communauté étaient déjà inscrites au nom du mari, lors du mariage, le droit de ce dernier à la reprise en nature sera établi. Toutefois il resterait aux créanciers la faculté d'alléguer une fraude, de démontrer par exemple que les registres de transfert ont été falsifiés ou que l'immatriculation des titres au nom du mari avant le mariage a été simulée, par exemple faite par la femme elle-même, pour dérober ces titres à l'action de ses propres créanciers.

Les créances nominatives peuvent être assimilées aux titres nominatifs. Pour connaître leur origine, il suffit de se rapporter à leur titre constitutif, qui, sauf

fraude à démontrer par les créanciers, fera preuve complète contre ces derniers.

Un fonds de commerce pourra également être revendiqué, en vertu de l'acte d'acquisition. Cet acte cependant n'établira la situation au jour du mariage, que des éléments permanents du fonds : le droit au bail, la valeur de l'achalandage, du matériel même, mais les marchandises, dont le stock varie chaque jour, pourront avoir été lors du mariage très différentes comme quantité et valeur de celles constatées dans l'acte d'acquisition. Mais les livres de commerce, le registre d'inventaire notamment suppléeront à cette lacune, sans constituer toutefois une preuve absolument indiscutable. Les créanciers auront le droit d'établir que ces registres sont inexacts.

Pour les offices ministériels, le décret de nomination et le traité de cession seront des preuves décisives.

Parmi les biens mobiliers que nous venons d'énumérer il en est donc — les valeurs nominatives, les créances nominatives, les fonds de commerce, les offices ministériels — dont l'origine résulte de titres aussi sûrement que l'origine des immeubles résulte de leurs actes d'acquisition. Les créanciers ne pourront donc pas pratiquement contester le droit à la reprise de ces biens, pas plus qu'en fait, ils ne pourraient contester la reprise en nature des immeubles auxquels déjà, avant la loi du 29 avril 1924, le droit commun était applicable.

D'ailleurs nous avons vu que les titres en constatant la propriété sont aussi considérés comme suffisants pour en justifier la reprise dans les rapports entre époux. Registres de transfert, titres de créances, actes d'acquisition sont les équivalents du « titre propre à justifier de la consistance et valeur » exigé par l'article 1504.

Au contraire pour les meubles se transmettant sans forme, dont la propriété appartient au porteur tels que les sommes d'argent, les objets mobiliers, les titres au porteur, les preuves dont on disposera seront très précieuses : témoignages ou simples présomptions, qui seront d'autant moins décisifs que souvent ils seront apportés très longtemps après l'accomplissement des faits. C'est au moment de la dissolution de la communauté, c'est-à-dire trente ans, cinquante ans et plus après la célébration du mariage qu'on viendra attester de la situation de fortune des conjoints à cette dernière époque. C'est dire que le juge pourra très souvent se déclarer insuffisamment convaincu ; et qu'en fait la preuve par témoins sera rarement décisive.

Aveu et serment. — Nous avons dit qu'à notre sens, l'aveu et le serment du débiteur n'avaient aucune valeur à l'égard du créancier (1).

Au contraire, l'aveu fait par le créancier serait évidemment probant. Mais le serment ne pourrait lui être

1 En ce sens : J. Lalou, *La Pratique de l'Inventaire*, p. 28, n° 17. MM. Planiol, Ripert et Nast, pensent au contraire que le serment dérisoire pourrait être déféré à l'époux intéressé, contre les créanciers, *Traité de Droit civil*, t. VIII, n° 440.

déféré, car aux termes de l'article 1359 le serment ne peut être déféré que sur un fait personnel. Or les faits dont il s'agirait seraient personnels non au créancier mais à son débiteur.

Preuve par écrit. — Il nous reste à examiner la valeur probante des écrits qui ont pu avoir été dressés pour constater les apports, l'efficacité à l'égard des créanciers des déclarations consignées dans les contrats de mariage ou des reconnaissances d'apports sous seings privés.

Nous avons vu qu'entre les époux, les déclarations d'apports faites dans les contrats servaient de preuve même si l'apport n'était pas inventorié, si les différents éléments en étaient indiqués par une déclaration globale et non par une désignation détaillée. Les époux en signant l'un et l'autre le contrat reconnaissent mutuellement l'exactitude de leurs déclarations et ils sont liés ensuite l'un et l'autre par leur signature. La femme elle-même n'a pas l'excuse de s'être trouvée dans une situation d'infériorité qui lui aurait enlevé sa liberté. Elle n'est pas encore à ce moment sous la puissance maritale : généralement au contraire, elle est assistée de ses parents qui l'éclairent. Cependant la preuve résultant au profit ou contre les époux des énonciations du contrat de mariage n'est pas absolument péremptoire ; elle peut être combattue à l'aide d'un commencement de preuve par écrit. Et même s'il y a eu dans la rédaction des apports, une fraude quelconque, qu'elle ait été

ourdie par l'un des époux contre l'autre, ou qu'elle ait résulté d'une collusion entre les deux époux, dans le but de frustrer les héritiers à réserve ou les créanciers par exemple, tous les moyens de preuve seront admis.

Ces déclarations d'apport constituent en principe également à l'égard des créanciers une preuve complète. Mais ceux-ci ont le droit de les déclarer fausses et simulées et de faire la preuve par tous les moyens, même par témoignages et simples présomptions de cette simulation. La simulation entre les parties ne peut être établie qu'à l'aide d'un commencement de preuve par écrit, mais tous les tiers, y compris les créanciers chirographaires peuvent au contraire en faire la preuve par tous les modes de droit ; la simulation à leur égard, est un fait dont on ne saurait leur demander la preuve écrite (1).

La simple déclaration d'apport même global faite dans le contrat de mariage aura donc la même force contre le créancier qu'avait sous l'empire de l'ancien article 1499, la déclaration détaillée assimilée à l'inventaire. Elle fera preuve complète sauf droit pour les créanciers d'en démontrer le caractère simulé.

Les créanciers n'auront pas à souffrir de cette innovation consistant à leur rendre opposables les simples déclarations des contrats de mariage. Les déclarations d'apport exagérées sont très rares ; la tendance actuelle

1. Cass. 30 mai 1900 (S. 1901.1.27) ; Cass., 9 déc. 1913 (S. 1914.1.359) ; Req. 21 fév. 1912 (S. 1913.1.215).

est bien plutôt de sous-estimer les apports dans le but d'économiser des droits. D'autre part nous ne sommes pas persuadés qu'une déclaration détaillée présente plus de garantie d'exactitude qu'une déclaration globale.

Les reconnaissances d'apport faites sous seings privés soit avant le mariage, lors de la signature du contrat, soit depuis le mariage, feront-elles preuve contre les créanciers ? Dans le droit commun, la reconnaissance écrite d'un droit fait preuve complète contre celui qui l'a signée ; et cette preuve est opposable aux créanciers chirographaires de ce dernier, qui ont seulement la ressource de démontrer qu'il y a eu simulation c'est-à-dire que la reconnaissance n'a pas été sincère. De telles reconnaissances pourront être dangereuses pour les créanciers des conjoints ; il est permis de craindre, en effet, que certains époux ne se signent mutuellement des reconnaissances d'apport après coup et pour les besoins de la cause, dont il ne sera pas toujours facile de prouver le caractère frauduleux.

M. Savatier, nous l'avons vu, pense parer à ce danger, en assimilant les créanciers à des tiers. Suivant lui, d'une part, les reconnaissances d'apport n'auront que la valeur de témoignages et d'autre part les créanciers pourront les négliger si elles n'ont pas acquis date certaine. Par conséquent, les reconnaissances écrites n'auront aucune valeur si elles n'ont pas été enregistrées, ou confirmées par des actes authentiques, et si leur signataire est encore vivant ; en tout état de

176 LA PREUVE DES REPRISES MOBILIÈRES DES ÉPOUX
cause, elles pourront être combattues par de simples témoignages.

Nous avons déjà dit qu'il ne nous paraissait pas exact d'interpréter l'article 1499 comme donnant aux créanciers au point de vue de la preuve, les prérogatives appartenant aux tiers.

D'ailleurs il est permis de se demander si cette interprétation améliorerait beaucoup la condition des créanciers, les écrits émanant de leur débiteur n'auraient que la valeur de témoignages ? mais nous avons admis que pour la preuve de la consistance et de la valeur du mobilier présent, les témoignages étaient recevables. Même considérée comme témoignage, la reconnaissance pourrait donc faire preuve complète ; sans doute elle pourrait être combattue par des témoignages et de simples présomptions, mais également si l'on admet qu'elle a la valeur d'une preuve écrite, les créanciers auront le droit de l'attaquer comme frauduleuse ou simulée, même au moyen de témoignages et de présomptions.

D'après M. Savatier, ces reconnaissances devraient avoir date certaine pour être opposables aux créanciers. Ira-t-on jusqu'à exiger la date certaine avant le mariage ? Nous ne le pensons pas, puisque notre auteur parle plus loin de reconnaissances réciproques d'apport que les époux « rédigeront sous seings privés et vraisemblablement sans les faire enregistrer » et qui vau-

dront le meilleur inventaire (1). Mais alors il suffira aux créanciers de faire enregistrer, même tardivement leurs reconnaissances pour leur faire acquérir une valeur probante ; cela compliquerait un peu et rendrait plus onéreuse la fraude des époux, mais ne l'empêcherait en aucune façon.

Seule l'exigence de la date certaine avant le mariage permettrait d'éviter les reconnaissances de complaisance. Mais pour adopter un système aussi rigoureux, il faudrait décider que du jour du mariage, les créanciers sont devenus des liers, qu'ils ont perdu leur qualité d'ayants cause universels pour devenir des ayants cause à titre particulier. Cette solution serait peut-être concevable pour les créanciers antérieurs au mariage, mais comment l'appliquer aux créanciers de la communauté, et à tous ceux qui n'ont acquis leur droit que bien après le mariage ?

En tous cas nous ne voyons pas que cette disposition résulte de la loi du 29 avril 1924, et nous ne pensons pas qu'on puisse même pour des raisons d'opportunité ajouter aux textes de lois des prescriptions qu'ils n'ont pas édictées.

Selon nous les reconnaissances d'apport, même sous seings privés, même tardives, même sans date certaine, sont valables en principe. Les créanciers ne peuvent les contester que s'ils allèguent une simulation ou une

1. *Lois nouvelles*, 15 juin 1924, p. 363, n° 78.

fraude du mari ; mais en ces hypothèses qui englobent tous les cas, dans lesquels ils aient motif d'attaquer ces reconnaissances, ils ont le droit de produire toutes espèces de preuve, y compris les témoignages et les présomptions. C'est aux juges d'apprécier quelle valeur, il faut reconnaître, soit à la reconnaissance écrite soit aux témoignages et aux présomptions produits par les créanciers. Sans doute une reconnaissance enregistrée avant le mariage ou qui aurait été contresignée par les parents des époux, paraîtra en principe mériter plus de créance qu'une reconnaissance signée seulement du conjoint et n'ayant pas date certaine. Mais il n'y aura là pour le juge qu'une question de fait et d'espèce. Sa liberté de décision restera entière.

D'ailleurs le but qu'a poursuivi le législateur de 1924 était précisément de répudier tout formalisme et de substituer au système ancien n'accordant d'autorité qu'aux preuves préconstituées dans des formes données, un système plus souple et laissant au juge un très large pouvoir d'appréciation.

Preuve spéciale à exiger du mari. — Il faut remarquer que les modes de preuve autorisés par le droit commun sont dans certains cas plus favorables pour le mari que les modes de preuve permis lorsqu'il se trouve seulement en conflit avec sa femme. Nous avons vu en effet qu'à l'égard de la femme, la jurisprudence ne l'autorisait pas à prouver son droit seulement par témoignages et présomptions. La Cour de cassation,

appliquant par analogie à la preuve du mobilier apporté les dispositions des articles 1413 et 1504 du code civil, a exigé un titre écrit du mari exerçant ses reprises contre sa femme. Nous avons reconnu qu'au contraire dans le droit commun applicables aux créanciers les témoignages et présomptions étaient admissibles.

Or les créanciers conservent le droit, malgré l'article 1499, qui les soumet à un régime différent de celui des époux, de se prévaloir comme exerçant les actions de leur débiteur (art. 1166) des dispositions des articles 1502 et 1504 relatives à la preuve entre époux. Les créanciers de la femme pourront donc repousser les preuves qui ne seraient pas opposables à leur débiteur. Ils auront le droit d'exiger que le mari leur justifie sa prétention par un écrit quelconque comme il aurait été tenu de le faire vis-à-vis de sa femme. Cette preuve par écrit peut résulter nous l'avons vu, soit de déclarations consignées dans le contrat de mariage, soit d'inventaires d'une maison de commerce, soit même d'états de situation faits par le mari lui-même, soit de registres de transfert, soit de titres de créances, soit d'actes d'acquisition de fonds de commerce ou d'offices ministériels ; il n'est pas nécessaire comme dans le droit commun, que l'écrit exigé émane de la partie adverse.

S'il s'agit donc de la reprise soit de titres nominatifs soit de créances, soit d'offices, soit de fonds de commerce ou si l'apport a été constaté dans le contrat de mariage ou par une reconnaissance écrite, les créanciers

de la femme n'auront pas d'intérêt à se prévaloir en vertu de l'article 1166, des fins de non recevoir que leur débitrice aurait pu opposer à l'action du mari.

Mais au contraire si la revendication porte sur des objets mobiliers, des sommes d'argent ou des valeurs au porteur, les créanciers pourront exiger du mari, un titre quelconque justifiant ses droits, alors que d'après le droit commun, ils auraient pu se voir opposer même des témoignages et des présomptions.

Les créanciers de la femme pourront donc suivant leur intérêt rester dans le droit commun ou demander l'application du régime de preuve en vigueur dans les rapports des époux entre eux. Ils pourront exciper de deux modes de défense différents.

Ce cas auquel les législateurs n'ont vraisemblablement pas pensé, car ils paraissent avoir cru qu'entre époux s'appliquait le régime de droit commun des preuves, n'est pas unique dans notre droit. En matière de contre-lettres, les créanciers peuvent soit s'en tenir à l'acte ostensible en vertu de l'article 1321, soit invoquer la contre-lettre en vertu de l'article 1166.

Ajoutons qu'en pratique, il est très rare que la liquidation des reprises du mari intéresse les créanciers de la communauté et de sa femme ; ce sera donc seulement dans ces cas exceptionnels que ceux-ci se trouveront dans l'alternative que nous avons envisagée.

2^e Preuve de la réception des apports

Lorsque les apports des époux n'existent plus en nature à la dissolution de la communauté et que la reprise en deniers est demandée, il est nécessaire de prouver que ces biens ont été réellement remis ou versés à la communauté. C'est seulement si la communauté en a effectivement profité qu'elle en est débitrice.

Cette preuve théoriquement devrait être exigée des deux époux, mais le patrimoine du mari et le patrimoine de la communauté ne faisant pendant le mariage qu'un seul patrimoine, dont le mari est l'administrateur, ce dernier a forcément fait entrer dans la caisse commune toutes les sommes et tous les propres imparfaits qu'il justifie avoir possédés lors du mariage; aucune autre preuve ne peut être exigée de lui que celle de la valeur de ses biens. C'est seulement pour les propres parfaits dont il demanderait la reprise de la valeur, que le mari aurait à prouver, indépendamment de leur consistance, leur aliénation et l'encaissement des prix, mais cette preuve de l'aliénation sera étudiée plus loin.

En ce qui concerne la fortune de la femme, au contraire, le mari (comme chef de la communauté) n'en est comptable que si elle lui a été effectivement remise. La femme qui a établi la consistance et la valeur de ses

biens doit encore en prouver la réception par le mari si elle a des reprises en deniers à exercer.

Cette réception des apports de la femme par le mari, constitue non plus un fait pur et simple, mais un fait juridique, parce qu'il en découle immédiatement une obligation de restitution à la charge du mari ou plutôt de la communauté. La preuve ne pourra donc résulter que d'un écrit dès qu'il s'agira d'une somme supérieure à cent cinquante francs. Au-dessus de cette somme, les témoignages et les présomptions ne seront admissibles que s'il existe un commencement de preuve par écrit. Une quittance du mari sera donc nécessaire : quittance authentique donnée dans le contrat ou quittance sous seings privés. La valeur de ces actes à l'égard des créanciers sera la même que celle des reconnaissances d'apport, sur laquelle nous nous sommes expliqués plus haut.

Les clauses de quittance conditionnelle insérées dans le contrat, par exemple la déclaration que la célébration civile du mariage vaudra quittance et décharge au profit de la femme ou des donateurs, vaudraient une présomption de paiement cédant à la preuve contraire. Cette preuve, les créanciers auront le droit de l'administrer par tous les moyens de droit commun.

Lorsqu'é la dot de la femme est constituée par un tiers on ne peut exiger d'elle une preuve littérale du paiement, la quittance, si elle est donnée, est entre les mains du donateur. La femme s'est donc trouvée dans

l'impossibilité de se procurer une preuve écrite. Elle peut user de tous les moyens pour établir son droit.

3° Preuve de l'identité

La preuve de l'identité peut être fournie par témoignages et présomptions. Il s'agit de prouver que tel bien constaté aujourd'hui est identique à tel bien possédé dix ans ou vingt ans plus tôt par l'un des époux, c'est bien un fait pur et simple, dont la preuve écrite ne peut pas être exigée.

4° Preuve de l'origine

Nous avons déjà remarqué que la preuve de l'origine du mobilier apporté en mariage résultait de la preuve même de la consistance de ce mobilier ; aucune justification spéciale n'est donc à donner.

5° Preuve du remploi

Pour qu'un bien acquis en remploi ait le caractère de propre, il faut qu'aient été remplies les formalités prescrites par les articles 1434 et 1435 du code civil.

Le mari doit déclarer dans l'acte même d'acquisition que les deniers ayant servi à payer le prix proviennent de l'aliénation d'un bien propre et que l'acquisition est faite à titre de remploi de ce propre. Cette déclaration suffit s'il s'agit d'un bien du mari. Si, au contraire, il s'agit d'un bien personnel de la femme, celle-ci doit à son tour accepter expressément le remploi. Mais cette

déclaration peut être faite par la femme postérieurement à l'acquisition.

Pour faire à l'égard des créanciers la preuve du remploi, il faudra donc produire les actes écrits contenant ces déclarations. Il ne sera pas nécessaire que ces écrits aient acquis date certaine.

6° Preuve de l'aliénation

Lorsque la femme a prouvé que son mari avait pris possession de ses biens, son droit à des reprises est suffisamment justifié. Le mari doit, en effet, soit lui rendre ses biens en nature, si ce sont des propres parfaits, qui n'ont pas été aliénés, soit dans tous les autres cas lui en payer la valeur.

Le mari au contraire doit pour pouvoir reprendre la valeur de ses biens propres parfaits n'existant plus en nature, établir qu'ils ont été vendus et que le prix en a été encaissé par la communauté. C'est seulement à l'émolument procuré à la communauté que sera fixé son droit.

La preuve de l'aliénation des biens propres, ou de leur encaissement, s'il s'agit de créances, de valeurs de bourse, par exemple, est donc facultative pour la femme et obligatoire pour le mari. En outre la femme aura seulement, si elle juge bon d'établir cette preuve, à justifier de la vente moyennant tel prix, elle n'aura pas à prouver que le prix a été effectivement versé (à condi-

tion toutefois que le mari ait autorisé la vente ou y ait assisté, art. 1480 du code civil) ; le mari au contraire devra établir le montant exact de la somme réellement touchée.

Il faut noter cependant que la femme aurait dans ce cas la même justification à fournir que le mari, lorsqu'elle n'aurait pas pu prouver la réception de son apport par le mari. Alors la dette de la communauté envers elle ne résulterait que de l'encaissement du prix d'aliénation.

L'aliénation est un fait juridique dont les créanciers pourront demander la justification par écrit ; les conjoints devront produire l'acte de vente ou le bordereau d'agent de change si le prix dépasse cent cinquante francs.

L'encaissement d'une créance propre ou du prix de la vente — que seul le mari aurait à établir — devra également être prouvé par écrit. S'il n'a pas été dressé de quittance authentique, la remise du titre de créance sur lequel mention du paiement aura été portée ou la mainlevée de l'inscription hypothécaire serviront de preuve. Les conjoints d'ailleurs pourraient, s'ils n'ont aucun de ces moyens à leur disposition, établir que la quittance ayant été remise au débiteur, ils se trouvent dans l'impossibilité d'apporter une preuve littéraire. Ils seront alors admis à produire témoignages et présomptions.

Pour la foi à accorder aux différents titres à produire aux créanciers, pour justifier de la réception, de l'aliénation ou du emploi, ainsi que nous venons de voir,

186 LA PREUVE DES REPRISES MOBILIÈRES DES ÉPOUX
nous renvoyons à ce que nous avons dit des reconnaissances d'apport.

SECTION IV

Mobilier échu aux époux pendant le mariage

1^o Preuve de la consistance et valeur

Le mobilier propre qui peut échoir aux époux pendant la durée de la communauté provient soit d'une succession dont ils sont héritiers ou légataires, soit d'une donation faite entre vifs.

La preuve à établir est celle de la consistance du mobilier recueilli dans la succession, le legs ou la donation.

Les créanciers seront-ils fondés à exiger que cette preuve résulte d'un écrit. Par écrit, il faudrait entendre une reconnaissance donnée par l'un des époux du mobilier recueilli par l'autre, ou un inventaire dressé avec le concours des deux époux.

Nous ne croyons pas qu'en s'en tenant au droit commun, on puisse exiger un tel écrit. Il ne s'agit pas pour le moment de justifier de l'origine de la reprise, de prouver la succession, le legs ou la donation qui sont des faits juridiques, mais seulement d'établir que telle personne décédée possédait tels biens ou que la donation — qu'on a prouvé avoir été faite — avait porté sur tels meubles ou telles sommes d'argent. Ce sont là

de purs faits matériels, desquels ne résulte en principe aucun droit, ni aucune obligation.

Par conséquent, suivant le droit commun, l'époux pourrait faire la preuve du mobilier échu par tous les moyens.

Il n'est donc pas indispensable, à notre sens, que les époux se reconnaissent par écrit, l'un à l'autre, la consistance des propres qui leur sont échus.

D'ailleurs de telles reconnaissances résultent implicitement de beaucoup d'actes qui sont dressés en pratique pour le règlement de la succession.

L'inventaire ou les partages, lorsqu'ils sont signés des deux époux — comme il arrive presque toujours quand c'est la femme qui a hérité — contiennent la constatation, reconnue par l'autre, des biens échus à l'un des époux.

Les déclarations de succession faites à l'enregistrement pour la liquidation des droits de mutation par décès constituent également des reconnaissances, quand elles sont signées des deux époux. Mais en pratique, si le mari contresigne la déclaration faite par sa femme, cette dernière ne concourt pas à la déclaration que souscrit son mari. Dans ce dernier cas, la déclaration de succession a seulement le caractère d'un témoignage. Il arrive même que la déclaration ne soit signée par aucun des époux ; le fisc n'exige la signature que d'un seul héritier en raison de la solidarité qui existe entre tous pour le paiement des droits. Il est possible que cette

unique signature émane d'un cohéritier du conjoint, mais dans cette hypothèse le signataire a agi au nom des autres héritiers ; la déclaration est par suite opposable aux époux, comme s'ils l'avaient signée eux-mêmes.

L'acte de délivrance d'un legs est également une preuve écrite, s'il porte la signature des deux conjoints. Il en sera de même de l'acte de donation accepté par les deux époux.

Lorsqu'aucun de ces actes n'aura été dressé, lorsque les époux ne se seront pas signé de reconnaissances, la preuve pourra être établie par témoignages et simples présomptions.

Pour les créances ou valeurs nominatives, les offices ministériels et les fonds de commerce, la preuve résultera d'une façon à peu près certaine, des titres constitutifs, des transferts, des contrats d'acquisition, de la même façon que si ces biens avaient été apportés en mariage.

Au contraire pour le mobilier de maison, les valeurs au porteur, les sommes d'argent, il faudra, en principe, se contenter de preuves précaires, d'indications portées aux registres domestiques, de documents quelconques, de simples présomptions et même de témoignages. Mais c'est seulement dans des hypothèses assez rares que témoignages et présomptions seront efficaces sans le secours d'un écrit.

Tout d'abord, la faculté d'apporter des témoignages et des présomptions à défaut d'écrit n'appartiendra qu'à

la femme à l'égard des créanciers de la communauté ou du mari car à l'égard du mari, les créanciers de la femme pourront, comme ayants cause de leur débitrice, se prévaloir de l'article 1504 et exiger du mari « un titre propre à justifier de la consistance et valeur ».

D'autre part cette faculté sera seulement théorique quand la femme réclamera la reprise en valeur de ses biens, car dans ce cas, la femme devra justifier en outre de la consistance de ses biens propres, de leur réception par le mari et cette dernière preuve devra être faite par écrit, ainsi que nous l'indiquerons plus loin.

Les témoignages et présomptions ne seront donc valables tout seuls qu'en cas de reprises en nature ; mais ils devront alors servir en outre à justifier de l'identité des objets mobiliers existant à la dissolution de la communauté, avec les objets qu'ils prouveront avoir été recueillis dans la succession. Il sera nécessaire que ces témoignages et présomptions soient d'une grande précision pour permettre l'identification ; aussi semble-t-il que pratiquement la reprise en nature de valeurs au porteur ne pourra jamais être prouvée par ce moyen : on ne pourra jamais sans écrit justifier des numéros des valeurs propres aux époux.

Ce sera donc en fait seulement pour la reprise en nature des meubles corporels, que les témoignages et les présomptions pourront être efficacement produits.

Enfin l'aveu et le serment auront la même valeur que pour la preuve du mobilier apporté.

2^o Preuve de la réception

Comment la femme établira-t-elle que les biens à elle échus pendant le mariage ont été effectivement remis au mari ? Cette preuve a une grande importance pour elle, puisqu'elle fonde son droit aux reprises en deniers et la dispense d'avoir à prouver l'aliénation de ses biens propres qui a pu avoir lieu par la suite.

La réception par le mari du mobilier futur de la femme constitue un fait juridique, dont les créanciers seront fondés à demander la justification par écrit, conformément à l'article 1341.

Cette justification résultera selon nous de tout acte constatant que le mari a eu connaissance de l'héritage, du legs ou de la donation échue à sa femme. Il ne sera pas nécessaire que le mari donne une quittance expresse comme pour l'apport de la femme.

L'acceptation de la donation, l'acceptation et la décharge du legs, le partage, l'inventaire, même la déclaration de succession auxquels le mari a concouru pour autoriser sa femme équivalent pour lui à une prise en charge. Il est débiteur des biens de sa femme dès qu'il a signé un de ces actes. En effet, dès qu'il a connu la succession ou le legs échus à sa femme, il a eu le droit et le devoir d'en prendre possession. En sa qualité d'administrateur, il en est devenu responsable. C'est lui qui devra prouver que telle créance n'a pas pu être

recouvrée, malgré sa diligence, que tel bien a été perdu, sans sa faute, s'il veut exonérer la communauté de la reprise de leur valeur.

3^o Preuve de l'origine des biens

Seule la preuve de l'origine des biens reçus par don manuel sera difficile à établir. La succession, le legs, la donation authentique sont toujours constatés par des actes officiels dont la conservation est assurée, et dont la production sera aisée.

Au contraire le don manuel s'effectue sans formalités, sans laisser de traces. Comment une épouse prouvera-t-elle aux créanciers de son conjoint que tel meuble lui a été donné de la main à la main par un tiers ? Une preuve écrite sera-t-elle indispensable ?

Pour le mari, la preuve écrite sera nécessaire; car les créanciers de la femme seront fondés à exiger de lui la production du titre réclamé par l'article 1504.

Mais la femme ne pourra-t-elle établir sa preuve par tous les moyens ? Nous ne le pensons pas. Le don manuel est un acte juridique dont on peut réclamer la preuve écrite au-dessus de 150 francs. Les témoignages ni les présomptions ne seront donc pas admis pour prouver que l'époux a bénéficié d'un don manuel.

Une fois produit, le titre qui constate le fait de la donation, la preuve par témoins est recevable pour la consistance du mobilier donné, ainsi que nous l'avons dit plus haut.

4^o Preuve de l'identité

La preuve de l'identité des biens revendiqués en nature sera faite par les mêmes moyens que la preuve de la consistance.

5^o Preuve de l'aliénation et du remploi

Les preuves de l'aliénation et du remploi sont les mêmes qu'il s'agisse du mobilier apporté en mariage ou du mobilier échu pendant le mariage.

SECTION V**Preuves opposables aux tiers**

Les créanciers chirographaires n'ont pas, suivant nous, la qualité de tiers au sens de l'article 1328 du code civil. Mais parmi les personnes étrangères aux époux qui peuvent être intéressées dans la liquidation des reprises, il en est qui ont sûrement cette qualité.

Le créancier ayant hypothèque sur un immeuble du mari ou de la communauté est un tiers par rapport au mari ; l'acquéreur d'un immeuble du mari ou de communauté est également un tiers. L'un et l'autre peuvent être inquiétés par la femme exerçant son hypothèque légale pour sûreté de ses reprises. Ils ont alors

intérêt à intervenir dans la liquidation pour faire réduire le plus possible les droits de la femme.

Pour ces deux catégories de personnes, les reconnaissances d'apport signées par le mari, les déclarations et acceptations d'emploi, et d'une façon générale, les actes du mari dont nous avons reconnu l'utilité ou la nécessité n'auront d'efficacité que s'ils ont acquis date certaine avant la prise d'hypothèque pour le créancier hypothécaire, avant la vente pour l'acquéreur à titre particulier.

En sera-t-il de même pour les quittances signées du mari, quittances données à la femme, à son donataire ou à son débiteur, lors de la réception de l'apport, du paiement de la dot ou de l'encaissement d'une créance ? La date certaine est-elle nécessaire aussi pour ces actes ? Nous ne le croyons pas. On admet généralement que les quittances échappent à l'application de l'article 1328 et sont toujours opposables aux tiers (1). Il n'est pas d'usage en effet, de faire enregistrer les quittances ; l'exigence de la date certaine, serait donc très rigoureuse et équivaldrait en pratique à interdire aux débiteurs de prouver aux tiers leur libération. Nous appliquons à la preuve des reprises cette règle de droit commun ; et nous pensons que les époux pourront produire même aux créanciers hypothécaires et aux acquéreurs à titre particulier, des quittances dépour-

1. Aubry-Rau, 5^e éd., t. 12, p. 239 ; Demolombe, t. 25, p. 475.

vues de date certaine (1). Mais ces actes ne bénéficieront de cette prérogative que s'ils n'ont pas d'autre effet que de constater la libération. Si par exemple la femme ne produisait pour justifier la reprise d'un apport, aucun autre titre qu'une quittance de son mari, cette quittance devrait avoir acquis date certaine pour pouvoir être opposée aux tiers; elle tenderait à prouver en effet à la fois la consistance de l'apport et la réception; et pour la première de ces preuves, la date certaine serait nécessaire. C'est seulement lorsque la femme aurait d'abord apporté une reconnaissance d'apport régulière, qu'elle pourrait ensuite produire, pour établir la réception de cet apport, une quittance sans date certaine.

Nous avons déjà vu que les créanciers d'un débiteur en faillite n'étaient pas des tiers au sens strict du mot. La femme qui exerce ses reprises contre eux sera soumise au droit commun pur et simple; elle pourra produire à la faillite même si son titre n'a pas acquis date certaine. Elle sera assimilée aux autres créanciers. Aucune règle spéciale ne régit plus son cas.

1. En ce sens Planiol, Ripert et Nast, t. VIII, n° 442.

CHAPITRE IV

LA CLAUSE DE SÉPARATION DE DETTES

SECTION I

Interprétation de l'article 1510 nouveau

La clause de séparation de dettes peut être établie ainsi que nous avons vu, comme seule modification au régime de la communauté légale, par conséquent, sans que le mobilier des époux soit réservé propre; elle peut aussi résulter implicitement de l'adoption du régime de la communauté d'acquêts.

Entre époux, son effet est de donner soit à la communauté, soit à l'époux qui aura acquitté une dette personnelle de l'autre époux, le droit de prélever à la dissolution de la communauté, une récompense du montant de cette dette.

Mais elle n'empêchait pas aux termes de l'art. 1510 ancien, les créanciers de poursuivre leur paiement sur les biens constituant l'apport de leur débiteur. Et pour éviter que cet apport ne puisse, en se confondant dans les autres biens de la communauté, échapper indirectement à leurs poursuites, l'article 1510 leur reconnaissait le droit de saisir tout le mobilier de

communauté lorsqu'aucun inventaire authentique n'avait été fait du mobilier de leur débiteur. Si au contraire un inventaire avait été fait, les créanciers ne pouvaient saisir que les biens inventoriés, quand ces biens existaient encore en nature, et que la valeur de ces biens, fixée par l'inventaire, quand ils avaient disparu.

Le droit de poursuite qui était ainsi accordé aux créanciers se justifiait sous le régime de la communauté légale parce que, tout le mobilier des époux entrant en communauté, les créanciers auraient perdu leur gage s'ils n'avaient eu le droit de réclamer leur paiement à la communauté. C'est donc la confusion du mobilier des époux dans la communauté, s'opérant de plein droit par l'adoption du régime, qui a rendu nécessaire le droit de poursuite.

Sous le régime de la communauté d'acquêts au contraire, le mobilier de chacun des époux leur reste propre. Théoriquement les créanciers n'ont rien à craindre, ils conservent leur gage. Mais en fait, la confusion du mobilier se produit également. En effet une partie en est apportée à la communauté en pleine propriété, ce sont les propres imparfaits ; le surplus quoique apporté seulement en jouissance — propres parfaits — et demeurant la propriété de l'époux, se trouve en fait mêlé au mobilier de communauté. Et les créanciers risquent de ne pouvoir reconnaître leur gage et d'être frustrés de la même façon que sous le régime de la communauté légale.

Il était donc logique d'accorder aux créanciers le droit de poursuite de la même façon dans les deux cas.

L'article 1510 nouveau ne mentionne plus ce droit de poursuite. Les paragraphes qui le prévoyaient ont été supprimés purement et simplement.

On peut donc penser qu'il a disparu. Quelle serait alors la situation des créanciers personnels ? Ils devraient, pour pouvoir poursuivre la communauté, justifier de l'enrichissement que lui aurait procuré l'apport du débiteur : et ils ne pourraient la poursuivre qu'à concurrence de cet enrichissement. Leur situation serait donc beaucoup moins favorable qu'elle ne l'était avant la loi. D'une part la charge de prouver le montant de l'apport du conjoint leur incomberait ; tandis qu'auparavant c'était à l'époux qui voulait limiter leur saisie de justifier, par inventaire, de la consistance et de la valeur du mobilier de leur débiteur. D'autre part, ils n'auraient jamais le droit de poursuivre la communauté pour une somme supérieure à l'apport encaissé par elle, alors que l'article 1510 ancien leur donnait le droit de saisir tous les biens de la communauté, lorsqu'aucun inventaire n'avait été dressé. Cette interprétation de l'article 1510 nouveau est donnée par M. Cautru, rapporteur de la commission de la Législation civile à la Chambre des députés (1), qui s'exprime ainsi : « En l'absence de l'alinéa 2 de l'article 1510, l'entrée en communauté du

1. *Doc. Parlement. Chambre des députés, 1924. Annexe n° 7261.*

mobilier formant précédemment le gage des créanciers de la femme pourrait leur donner une action sur tout le patrimoine de la communauté, même non apporté par la femme, mais seulement dans la mesure de l'enrichissement de ce patrimoine aux dépens de leur débiteur. La communauté ne serait tenue envers eux que de la valeur des meubles reçus par la femme.

« Le mari ne perdrait donc rien à la modification proposée.

« La suppression de l'alinéa 2 de l'article 1510 modifierait au contraire la situation du mari pour l'améliorer dans le cas où aucun inventaire des meubles de la femme n'aurait été dressé, puisque les créanciers de la femme n'auraient plus d'action sur la communauté qu'à concurrence de l'enrichissement quel'apport de la femme lui a procuré. Les inconvénients de la suppression proposée seraient donc pour le mari inexistants ; seuls les créanciers de la femme obligés de recourir aux moyens de droit commun pour établir le consistance et la valeur du mobilier de leur débiteur se trouveraient atteints et limités dans leur droit de poursuite sur les biens de la communauté. »

Quoique en présence des termes de l'article 1510 nouveau, qui passe entièrement sous silence l'effet de la clause de séparation des dettes vis-à-vis des créanciers, l'interprétation de M. Cautru soit logique puisque conforme au droit commun, nous ne pensons pas qu'elle doive prévaloir. Elle équivaut, en effet, à la

suppression du droit de poursuite des créanciers ; et nous ne croyons pas que les rédacteurs de la loi aient voulu arriver à ce résultat.

La modification de l'article 1510 a seulement été proposée et décidée comme une conséquence de la modification de l'article 1499. On s'est dit : Puisque les créanciers de la communauté pourront se voir opposer la preuve de droit commun, il faut que les créanciers personnels soient soumis au même régime ; l'inventaire n'est plus exigé pour la justification des reprises qu'il ne soit plus de rigueur non plus l'exonération des dettes. M. Jousselin dans son rapport à la Société d'Etudes législatives, M. Bovin-Champeaux, dans son exposé de motifs du projet de loi qu'il déposait au Sénat, et M. Morand dans son rapport au Sénat, n'ont vu dans la rédaction nouvelle de l'article 1510 qu'une seule modification, la suppression de l'exigence d'un inventaire et l'admission des preuves de droit commun en remplacement de cet inventaire. L'objet de la preuve à fournir, la charge de la preuve n'ont pas été changés. De même que dans l'article 1499 nouveau, cette charge incombe comme dans l'ancien texte aux époux ; l'article 1510 nouveau laisse à l'époux qui veut s'exonérer des poursuites du créancier personnel, le fardeau de la preuve.

L'objet de la preuve est, nous l'avons vu, d'établir la consistance de l'apport de l'époux débiteur. Cette preuve qui, jusqu'à présent, ne pouvait résulter que

d'un inventaire, se fera maintenant par les modes de droit commun. Il faudra que le mari — pour prendre le cas le plus fréquent — justifie que sa femme a apporté tels et tels biens et n'a apporté que ceux-là. Il aura donc à établir des faits positifs : l'apport de différents meubles — cela lui sera relativement facile. Mais il lui faudra aussi démontrer que sa femme ne possédait pas d'autres biens que ceux-là ; cette preuve négative, lui sera beaucoup plus difficile à rapporter. Nous dirons plus loin, comment à notre sens, elle peut cependant être fournie.

Lorsque le mari aura ainsi établi le montant de l'apport de sa femme, il aura par là même limité le droit de poursuite des créanciers personnels aux biens ainsi apportés ou à leur valeur.

Mais, pensera-t-on, il sera facile au mari d'établir, par exemple au moyen d'une reconnaissance de sa femme, que l'apport de celle-ci comprenait seulement tels biens minimes, de façon à limiter le plus possible le droit des créanciers. Ainsi en se mariant les époux se signeraient mutuellement diverses reconnaissances d'apports ; par exemple pour la femme, il y en aurait trois : l'une, sincère, serait destinée à être produite dans les rapports des époux entre eux ; la seconde, signée du mari, constaterait que l'apport de la femme était très élevé, celle-là serait produite en cas de faillite du mari ; la troisième signée de la femme constaterait un apport à dessein très réduit afin de pouvoir limiter au mini-

mun le droit de poursuite des créanciers personnels de celle-ci.

Pour déjouer dans la mesure du possible ces fraudes, il ne suffit pas d'admettre que les créanciers de la femme pourront attaquer par tous les moyens une simple déclaration d'apport signée de leur débitrice.

Il faut encore décider que si les créanciers arrivent à prouver que le mari leur a dissimulé une partie de l'apport de sa femme, ils auront le droit de poursuivre leur paiement non seulement sur les biens ou la valeur des biens dissimulés, mais sur la communauté tout entière.

Le mari pour limiter le droit des créanciers doit leur remettre l'intégralité des meubles apportés par sa femme, comme un héritier bénéficiaire remet aux créanciers de la succession l'actif successoral ; s'il a dissimulé une partie de ces meubles, le mari se trouve déchu de cette sorte de bénéfice d'inventaire ; il peut être poursuivi *in infinitum*.

Ainsi interprété, l'article 1510 nouveau est assurément moins favorable aux créanciers que ne l'était l'ancien. Mais il leur permet du moins de ne pas être frustrés dans presque tous les cas.

On peut espérer, en effet que les conjoints reconnaîtront le montant réel des apports, puisque, en le dissimulant, ils courent le danger d'être poursuivis sur la communauté *in infinitum*.

En admettant au contraire, l'interprétation de M. Cautru, les créanciers risquent de ne pouvoir

presque jamais attaquer la communauté et de voir ainsi leur débitrice devenir insolvable en ce qui les concerne, alors qu'elle demeurerait très riche. C'est à eux, en effet, qu'incomberait la charge de prouver le montant de l'apport dont s'est enrichie la communauté. Comment le pourraient-ils ? Il n'ont pas à leur disposition le contrat de mariage et ne peuvent pas se le faire communiquer, puisque les actes authentiques sont secrets et que seules les parties peuvent en prendre connaissance. Si des reconnaissances sous seings privés ont été dressées, ils les ignorent et n'ont aucun moyen de les connaître.

Souvent aujourd'hui, la fortune est anonyme et cachée; elle se compose par exemple de valeurs au porteur. Comment les créanciers pourront-ils démontrer au juge que leur débitrice possédait telles et telles valeurs ? Le plus souvent, ils n'ont aucune indication précise sur les éléments de son patrimoine. Ils savaient seulement par le train de vie qu'elle menait, par l'appartement qu'elle habitait, par la réputation de sa famille qu'elle était dans une situation aisée. Acceptera-t-on des preuves aussi vagues et aussi précaires ? Ce serait très dangereux, et équivaldrait à admettre la preuve par commune renommée. Or, on sait que cette preuve, à cause de son imprécision et de nombreuses chances d'erreur qu'elle comporte est strictement limitée aux cas expressément prévus par la loi. Mais si on exige des présomptions graves, précises et concordantes, les créan-

ciers se trouveront dans l'incapacité d'établir leur preuve. Et on peut dire que dans aucun cas ils n'arriveront à justifier de la consistance de la totalité du patrimoine de leur débitrice.

C'est pour éviter des conséquences aussi excessives autant que pour respecter les intentions des législateurs, que nous avons admis, malgré les termes elliptiques de l'article 1510, la survivance du droit de poursuite des créanciers personnels.

Examinons maintenant quels moyens de preuve permettront de limiter ce droit.

SECTION II

Preuve de la consistance de l'apport contre les créanciers personnels

Comment pourra-t-on établir que le mobilier de l'époux comprenait seulement tels biens déterminés ou représentait une valeur totale ne dépassant pas telle somme? Il s'agit en effet, moins de prouver la consistance positive de l'apport que de fixer sa limite.

La situation est l'inverse de celle qui se produit, lorsque le conflit s'élève entre les époux et les créanciers de la communauté. Dans ce dernier cas, la présomption est que tout dépend de la communauté; l'époux doit justifier de la propriété des biens qu'il revendique en propre. Lorsque joue la clause de séparation de dettes,

on présume au contraire que tout l'actif a été apporté par l'époux débiteur. Et la tâche de l'autre époux qui s'oppose à la poursuite serait d'établir « ce que son conjoint n'a pas apporté », si une telle preuve était possible. Il faut noter que cette preuve négative ne pourrait pas être remplacée par la preuve positive de ce qui a été apporté par l'époux non débiteur ou acquis depuis le mariage ; ces deux preuves ne sont pas équivalentes ; tout le mobilier existant peut avoir été apporté par l'autre époux, sans que soit exclue l'hypothèse d'un apport important provenant de l'époux débiteur ; cet apport important peut avoir été dissipé ou avoir disparu d'une façon quelconque.

Pour éviter ces difficultés d'ordre pratique, l'article 1510 ancien avait prescrit un inventaire des apports. L'inventaire est un mode authentique de constatation des biens, qui est présumé sincère et complet et auquel la loi avait prescrit de se rapporter, sauf preuve contraire. La simulation de l'inventaire pouvait être démontrée comme celle de tout autre acte authentique. Mais, en principe et ce cas excepté, l'inventaire prouvait, et à l'égard des époux et à l'égard de leurs créanciers, non seulement que tels biens se trouvaient compris dans l'apport, mais que l'apport n'en comprenait pas d'autres. Ainsi, il pouvait être opposé à la fois, aux créanciers de la communauté et aux créanciers personnels de l'époux apporteur.

L'inventaire a certainement conservé sous le régime

du nouvel article 1510 la même valeur. Il constitue donc le moyen normal et le plus sûr permettant aux époux d'exonérer la communauté de la charge des dettes personnelles.

Par inventaire, il faut entendre celui qui serait contenu dans un contrat de mariage, et aussi l'inventaire de succession ou le compte de tutelle qui auraient été dressés peu de temps avant le mariage.

Mais nous avons dit que le résultat de la réforme de l'article 1510 avait été de permettre de suppléer à l'inventaire par des modes de droit commun.

Parmi ceux-ci nous n'en voyons pas d'autres possibles que la reconnaissance émanée de la femme. Les témoignages ni les présomptions ne pourront établir avec précision la totalité de l'apport de la femme ; ils pourront servir à démontrer la propriété de tels biens, mais ne permettront pas de savoir si en outre de ceux-là, elle n'en possédait pas d'autres.

Au contraire, un état de sa situation de fortune dressé par la femme, au moment du mariage, certifié par elle sincère et complet fera preuve en principe, même contre ses créanciers. Une telle reconnaissance aura contre les créanciers personnels, la même efficacité qu'une reconnaissance identique, mais signée du mari contre les créanciers de la communauté. Elle vaudra preuve complète si la fraude ou la simulation n'en sont pas démontrées, cette démonstration pouvant

206 LA PREUVE DES REPRISES MOBILIÈRES DES ÉPOUX
résulter de la production de simples témoignages ou
présomptions.

Nous ne pensons pas qu'on puisse exiger que cette reconnaissance ait acquis date certaine pour être opposable aux créanciers. Aucun texte ne le prescrit. Si l'on admettait l'interprétation que nous avons repoussée du mot tiers porté à l'article 1499, on pourrait peut être conclure, par analogie, à la nécessité de la date certaine pour les actes à opposer aux créanciers personnels. Le législateur a, en effet, voulu traiter de la même façon ces créanciers personnels des époux et les créanciers de la communauté. Mais nous avons dit, qu'à notre sens, l'article 1499, ne modifiait pas la condition normale des créanciers au point de vue de la preuve. Par conséquent, les reconnaissances signées des époux seront opposables à leurs créanciers personnels, sans condition de date.

L'aveu et le serment pourraient-ils remplacer l'inventaire ou la reconnaissance sous seings privés ? Les mêmes solutions s'appliquent à notre avis que pour la preuve des reprises. L'aveu fait par les créanciers est probant ; fait par l'époux lui-même, il n'a aucune valeur. Aucun serment ne peut être déféré aux créanciers puisqu'il ne s'agit pas de faits qui leur soient personnels ; le serment prêté par le débiteur ne lie pas les créanciers.

Ainsi nous constatons que les seules preuves efficaces pour éviter la confusion des mobiliers, et par suite le

droit de poursuite des créanciers personnels, sont l'inventaire authentique ou la reconnaissance écrite, et qu'à défaut de ces preuves préconstituées, il n'existe aucun moyen de combattre l'action des créanciers personnels contre la communauté.

SECTION III

La clause de séparation de dettes sous le régime de la communauté légale. Opposition entre l'article 1510 nouveau et les articles 1414, 1416 et 1417.

Les difficultés que nous venons d'examiner existent dans tous les cas d'application de l'article 1510 à la fois sous le régime où le mobilier est exclu de la communauté au même titre que sont exclues les dettes, et sous le régime où malgré la séparation des dettes, le mobilier entre dans la communauté.

Mais dans la deuxième de ces hypothèses, de nouvelles incertitudes se présentent. Cette deuxième hypothèse (séparation de dettes sous le régime de la communauté légale) est à la vérité la moins fréquente. Il est rare, aujourd'hui, qu'on passe un contrat de mariage seulement pour exclure les dettes de la communauté ; dans la grande majorité des cas, l'exclusion du passif est complétée par l'exclusion de l'actif mobilier

et la communauté se trouve réduite aux acquêts. Cette rareté pratique de son application explique que les législateurs n'aient pas approfondi le fonctionnement de l'article 1510 nouveau dans cette hypothèse.

Ils auraient été amenés, ou à laisser subsister le texte ancien de l'article 1510, ou à modifier les termes des articles 1414, 1416 et 1417. Ces articles prévoient notamment le cas d'une succession partie mobilière et partie immobilière échue à la femme mariée sous un régime de communauté légale et acceptée par elle avec la seule autorisation de justice. Dans cette hypothèse, les dettes de la succession n'entrent en communauté « qu'à concurrence de la portion contributive du mobilier dans les dettes » : elles demeurent propres pour le surplus. Et pour la partie de leur créance demeurée propre à l'époux qui a hérité, les créanciers n'ont le droit de poursuivre *in infinitum* la communauté, que si aucun inventaire n'a été dressé.

Ainsi voici un cas dans lequel les dettes restent séparées en principe, mais se confondent, à défaut d'inventaire du gage des créanciers. La disposition était en harmonie avec l'article 1510 ancien, elle ne l'est plus avec le nouveau texte.

Les cas prévus par l'article 1510 d'une part, et les articles 1414, 1416 et 1417 d'autre part, sont, il est vrai, en principe différents.

Mais il peut arriver qu'une même espèce tombe sous l'application de l'un et de l'autre de ces articles. Par

exemple, sous un régime de communauté légale, modifié par la clause de séparation de dettes, une succession partie mobilière et partie immobilière échoit à la femme. Quelle solution adopter? Doit-on exiger l'inventaire ou s'en rapporter même aux modes de preuve de droit commun?

La même incertitude existe, lorsqu'il s'agit de statuer sur des cas que ni l'un ni l'autre des articles ne prévoient expressément : Un testateur lègue sa fortune à une femme mariée sous le régime de la communauté légale en stipulant que cette fortune lui demeurerait strictement propre. Là encore on se demande quelle solution choisir.

Nous croyons pour nous que l'application de l'article 1510 nouveau doit être restreinte le plus possible. D'abord parce que cette application soulève les difficultés que nous avons vues, ensuite parce que les législateurs n'ont attaché qu'une faible importance aux modifications de l'article 1510 et n'ont certainement pas pensé qu'elles pourraient régir les cas que nous venons de citer. C'est donc se conformer à leur intention que de laisser soumis aux anciennes dispositions toutes les hypothèses qui peuvent être rattachées aux articles 1414, 1416 et 1417. Celles que nous venons d'indiquer, étant relatives à des successions ouvertes pendant le mariage, rentrent d'ailleurs plutôt dans la sphère d'application de ces derniers articles que dans celle de l'article 1510 qui régit particulièrement la séparation des dettes

210 LA PREUVE DES REPRISES MOBILIÈRES DES ÉPOUX grevant les apports en mariage (1). Nous pensons donc qu'en ces cas, l'inventaire restera le seul moyen de protéger les biens de la communauté.

SECTION IV

Différence au point de vue du droit de poursuite entre les créanciers du mari et ceux de la femme.

La différence qu'on reconnaissait avant la loi du 29 avril 1924 entre les créanciers du mari et ceux de la femme au point de vue du droit de poursuite subsiste avec le nouveau texte. La clause de séparation de dettes n'est pleinement efficace qu'à l'égard des créanciers de la femme. Les créanciers du mari pendant la durée du mariage, peuvent saisir toute la communauté comme le patrimoine propre de leur débiteur ; il en est ainsi, aussi bien des créanciers dont le droit est né pendant le mariage, que de créanciers antérieurs et quand bien même un inventaire aurait été fait de l'apport du mari.

Mais l'inventaire de cet apport (qui peut maintenant, nous l'avons dit, résulter d'une simple reconnaissance sous seings privés) n'est pas cependant sans efficacité. Tout d'abord il sert à protéger pendant le mariage le

1. En ce sens M. Savatier, *loc. cit.*, n° 68.

mobilier propre de la femme. En outre lorsque la communauté se dissout et que disparaît le droit pour le mari d'engager le patrimoine commun, ses créanciers personnels antérieurs au mariage ne peuvent, si un inventaire a été dressé, poursuivre que le patrimoine de leur débiteur, dans lequel d'ailleurs est comprise la moitié des bénéfices de communauté. L'autre moitié de la communauté qui appartient à la femme, échappe à leur action.

Ces solutions n'ont pas changé avec la rédaction nouvelle de l'article 1510. Elles résultent en effet de l'économie générale du régime de la communauté de biens.

CHAPITRE V

POINT DE DÉPART DE L'APPLICATION DE LA LOI

Nous venons de voir quel nouveau régime de preuve résulte de la modification des articles 1499 et 1510 du code civil, 560 et 563 du code de commerce.

Ce régime nouveau est applicable sans aucun doute à tous les époux mariés depuis la promulgation de la loi. Doit-il être étendu aussi aux époux qui s'étaient mariés antérieurement ? La question est importante, car si l'on admet la survivance du régime ancien pour toutes les communautés fondées avant le 29 avril 1924, les tribunaux auront très longtemps encore à appliquer les textes abrogés, et l'effet de la réforme sera reporté à une échéance assez lointaine dans l'avenir.

La question est aussi difficile, car le législateur n'en a pas indiqué la solution, et le principe dont il faut s'inspirer pour le découvrir est parmi les plus mal élucidés du droit civil.

Ce principe, qu'on nomme principe de la non rétroactivité des lois, est que les lois nouvelles ne reviennent pas sur le passé et s'appliquent seulement dans l'avenir.

L'article 2 du code civil le formule ainsi : « La loi ne dispose que pour l'avenir, elle n'a point d'effet rétroactif. »

Mais qu'est-ce pour une loi qu'avoir un effet rétroactif? On ne le voit nettement que dans certaines hypothèses. Par exemple si la loi qui nous occupe permettait de rectifier les liquidations opérées depuis dix ans et de modifier par l'application des nouvelles preuves, les droits respectifs des époux et des créanciers, elle aurait à coup sûr un effet rétroactif. Mais si on lui fait régir seulement les liquidations, à faire dans l'avenir, des communautés existant déjà lors de sa promulgation, est-ce encore lui donner l'effet rétroactif repoussé par l'article 2 du code civil?

Toutes les lois nouvelles modifient, en effet, dans une certaine mesure, la situation juridique des particuliers; qu'elles viennent par exemple changer le taux de l'intérêt légal ou la dévolution des successions ou qu'elles instituent la propriété commerciale, elles avantagent une catégorie d'individus au détriment d'une autre, elles enlèvent aux uns des possibilités sur lesquelles ils étaient en droit de compter, pour les procurer gratuitement aux autres. On peut donc dire que toute loi nouvelle en modifiant l'avenir revient sur le passé, parce que dans le passé avait été préparé cet avenir.

Pour différencier de cette rétroactivité au sens large, qu'entraînent inévitablement les lois nouvelles, la rétroactivité plus grave que leur dénie l'article 2 du

code civil, on distingue généralement les droits acquis des simples expectatives. La loi est rétroactive (au sens de l'article 2 du code civil), quand elle modifie les droits acquis ; elle ne l'est pas quand elle se borne à détruire de simples expectatives. Par conséquent une loi nouvelle s'applique en principe à tous les rapports juridiques, sauf aux droits acquis antérieurement à sa promulgation.

Cette distinction entre les droits acquis et les simples expectatives est traditionnelle dans notre droit. Elle paraît avoir été exposée pour la première fois par Blondeau (1), en 1826. Elle a depuis été reprise par presque tous les jurisconsultes et a été appliquée par les tribunaux et les Cours. Cette distinction n'a cependant pas la netteté que pourrait faire croire le succès qu'elle a obtenu tant en doctrine qu'en jurisprudence. Aucune définition à la fois complète et précise n'a pu être donnée des droits acquis. M. Vareilles Sommières (2) a pu mettre au défi le plus délié civiliste d'en formuler une pleinement satisfaisante. Nous citerons cependant celle qui a été donnée par M. Baudry-Lacantinerie et Houques Fourcade, (3) qui nous paraît exacte au moins approximativement : « Selon nous, il faut entendre par des droits acquis les facultés légales régulièrement exer-

1. *Thémis*, VII.

2. Une théorie nouvelle sur la rétroactivité des lois (*Revue critique*, 1893, p. 452).

3. *Des personnes*, t. I, p. 90.

çées et par expectatives ou intérêts, celles qui ne l'étaient pas encore quand est survenu le changement de législation. Sous le nom de droits, la loi nous reconnaît des aptitudes. nous ouvre des facultés dont elle nous laisse libres d'user ou de ne pas user. Tant que nous n'avons pas usé de cette aptitude, nous avons un droit en ce que nous sommes aptes à l'acquérir selon des modes déterminés ; mais ce droit ne nous est acquis que lorsque nous avons eu recours à ces modes et que notre aptitude s'est en fait manifestée par l'acte nécessaire pour son utilisation. » Un arrêt de la Cour de Rouen (1) donne du droit acquis une définition analogue : « Attendu que ces termes « droits acquis » emportent par eux-mêmes leur définition, qu'ils doivent s'entendre non pas du simple droit abstrait consacré par la loi positive et resté en puissance, mais uniquement du droit qui s'est concrétisé en une convention, une décision judiciaire ou toute autre manifestation de volonté et s'est ainsi fixé d'une façon indiscutable sur la tête d'un individu déterminé et incorporé à son patrimoine... » Et M. Capitant (2) dit de même : « Un droit (acquis) est une prérogative conférée par le droit positif à l'individu, pouvoir absolu, c'est-à-dire *erga omnes*, comme le droit réel, les droits de la personnalité, ou relatif, c'est-à-dire existant à l'égard d'une personne déterminée, comme le droit de créance, les droits de

1. Rouen, 18 mars 1914 (S. 1917.1.77).

2. Note au D. P. 1917-1.81. Sous Cass. 20 févr. 1917.

famille ». De ces différentes définitions se dégage l'idée qu'un droit n'est acquis que lorsqu'il n'a plus aucune confirmation à attendre de l'avenir, que lorsqu'il est complet.

Ainsi par exemple, le droit d'une personne appelée à recueillir une succession n'est acquis que lorsque cette succession est ouverte.

L'usucapion et la prescription extinctive ne font naître des droits acquis que lorsque le délai en est accompli ; tant que le délai court, une loi nouvelle peut, sans rétroactivité, modifier les conditions de la possession ou en allonger la durée.

« Les droits qui prennent naissance dans un fait de l'homme — contrats, quasi-contrats, délits, quasi-délits — constituent des droits acquis, lorsque l'individu qui en est l'auteur ne peut, par sa seule volonté, anéantir ou modifier les effets juridiques qui s'y trouvent attachés au profit d'une autre personne, et que ce fait forme ainsi pour cette dernière un titre irrévocable (1) !

Voyons donc si les rapports juridiques auxquels s'appliquerait la loi du 29 avril 1924 ont le caractère de droits acquis.

Cette loi ne modifie pas les droits des créanciers, ni les droits des époux, elle régit seulement la preuve de ces droits — du moins si on l'interprète comme nous l'avons fait. L'interprétation de l'article 1510, que nous

1. Aubry et Rau, t. I, p. 117 (5^e éd.).

avons combattue, aurait au contraire pour conséquence de retirer aux créanciers un droit, celui de poursuivre la communauté. Par suite elle modifierait le caractère de la loi, qui est, suivant nous, seulement modificative des modes de preuve.

En principe, les modes de preuve sont régis par loi en vigueur à l'époque où le fait juridique qu'il s'agit de prouver, s'est accompli ; et la force probante de l'acte instrumentaire est déterminée par la loi en vigueur au moment où il a été dressé. « Ce serait, en effet, enlever aux parties un droit acquis que de les priver d'un moyen de preuve sur lequel elles ont pu et dû compter avec la permission de la loi, à laquelle elles étaient soumises au moment de l'acte, pour leur appliquer une loi postérieure qu'elles n'ont pu ni dû prévoir » (1). Si par exemple une loi nouvelle venait obliger à faire la preuve par écrit, même des faits juridiques inférieurs à cent cinquante francs, il faudrait permettre de prouver par témoins, tous ceux qui auraient eu lieu avant cette loi nouvelle. Le créancier, qui était autorisé par la loi ancienne à ne pas dresser d'écrit et à poursuivre son débiteur à l'aide de simples témoignages, ne peut se voir enlever ce dernier droit par une loi nouvelle ; il avait bien un droit acquis, n'ayant aucune confirmation à attendre de l'avenir, parfaitement concrétisé et actuel. D'ailleurs la doctrine et la jurisprudence sont l'une et l'autre una-

1. Baudry-Lacantinerie, *loc. cit.*, n° 174, p. 121.

nimes à admettre ainsi, qu'une loi nouvelle enlevant à un moyen de preuve son efficacité ne s'applique pas aux obligations qui ont pris naissance avant sa promulgation (1).

Mais lorsqu'au contraire, la loi nouvelle admet un nouveau mode de preuve que la loi ancienne rejetait, comme c'est le cas pour notre loi, qui, tout en laissant à l'inventaire sa valeur, décide que tous les moyens de droit commun pourront désormais le suppléer, les auteurs sont divisés : Merlin, Demolombe, Laurent (2) se prononcent contre l'application de la loi nouvelle aux faits antérieurs. Aubry et Rau (3) et Vareilles Sommières (4) admettent au contraire que les moyens de preuve institués par la loi nouvelle sont recevables. Baudry-Lacantinerie est moins affirmatif que ces derniers auteurs, mais paraît cependant adopter la même solution. « Il est permis », dit-il, « de se demander s'il y a droit acquis véritable pour les parties, à empêcher d'établir l'existence de fait litigieux par des moyens nouveaux institués par une loi récente, et qui s'ajoutent à ceux qu'ils avaient déjà pour aider simplement à la manifestation de la vérité » (5).

1. Merlin, *Rép. Preuve*, sect. II, 53, art. 5, n 4; Demolombe, 1.54; Laurent, I, 1.230. Aubry et Rau, I, p. 127, § 3, Req. 17 nov. 1829 (S. 1830.1.321); Civ. 16 août 1831 (S. 1831.1.404); Req. 23 mai 1832 (S. 1832.1.600); Req. 7 juill. 1874 (D. P. 1876.1.430); Cass. 26 juin 1889 (D. P. 1891.1.129).

2. *loc. cit.*

3. T. 1, p. 127 et 128.

4. *Revue critique*, année 1893, p. 442 et suiv.

5. Baudry-Lacantinerie et Houques Fourcade, *Des Personnes*, t. I, n° 174, p. 121.

Nous ne pensons pas quant à nous, qu'il y ait, dans cette hypothèse, de droits acquis, au sens que nous avons reconnu à ces mots. Le créancier de la communauté n'a pas de droit acquis à repousser l'action en reprises de la femme, qui n'a pas fait constater son apport par un inventaire. Ce défaut d'inventaire ne confère pas non plus aux créanciers personnels des époux de droit acquis à exercer leur droit de poursuite sur la communauté sans distinction.

Dans les deux cas, il n'y a pour les créanciers de la communauté qu'une simple expectative : l'espoir que les époux se trouveront dans l'impossibilité d'établir leur droit.

Les modes de preuve ont été institués en faveur du titulaire du droit pour lui permettre de faire reconnaître par le juge, sa créance ou sa propriété ; ils sont à sa disposition, ils sont le complément de son droit, qui en permet la réalisation : ils sont donc incorporés à son patrimoine. Le débiteur, lui, n'a pas de droit ; il est tenu d'une obligation, obligation positive (obligation de faire) si l'action qu'on lui intente est personnelle, obligation négative (obligation de s'abstenir) si c'est une action réelle. Il sera, en fait, dispensé de cette obligation, si le créancier ne réussit pas à établir son droit, si ce dernier ne dispose pas d'un des moyens de preuve prescrits par la loi. Mais cette carence de preuve ne crée pas de droit proprement dit dans le patrimoine du débiteur ; elle ne fait rien acquérir à celui-ci ni action

ni exception, ni droit réel, ni droit personnel ; elle n'enrichit pas son propre patrimoine ; elle lui donne seulement l'espérance de ne pas être atteint, si son adversaire l'attaque. Par conséquent si une loi nouvelle vient conférer au titulaire d'un droit de nouvelles facilités de preuve, et lui permet ainsi de poursuivre le débiteur, ce dernier ne perd qu'une simple expectative.

Or les créanciers, soit de la communauté, soit des époux, tiennent dans les cas prévus par les articles 1499 et 1510 le rôle de défendeur, de débiteur. Les époux leur intentent une action en reprise, action réelle, si la reprise a lieu en nature, action personnelle, si elle est exercée en deniers. Jusqu'à la loi nouvelle cette action ne pouvait réussir que si elle était appuyée sur un inventaire. La loi nouvelle accorde aux époux qui n'ont pas fait d'inventaire d'autres moyens de preuve. Les créanciers qui pouvaient se penser à l'abri de toute réclamation vont être inquiétés. Mais comme le défaut d'inventaire n'avait pas fait disparaître leur obligation et comme ils étaient restés théoriquement tenus, les créanciers de la communauté, de rendre à la femme ses biens propres, les créanciers personnels, de restituer à la communauté ce que lui appartenait, l'application de la loi nouvelle ne leur a fait perdre aucun droit acquis.

La solution aurait été toute différente, si leur obligation s'était trouvée éteinte, par exemple, par l'effet de la prescription ; il y aurait eu, en effet, une situation

définitive, sur laquelle la loi nouvelle n'aurait pu revenir sans rétroagir.

Une loi récente, qui comme la nôtre a institué des modes de preuve nouveaux, a été appliquée aux rapports juridiques nés antérieurement à sa promulgation, comme nous pensons que doit l'être, celle du 29 avril 1924 ; c'est la loi du 16 novembre 1912, relative à la recherche de la paternité. Cette loi a modifié l'article 340 du code civil qui ne permettait la recherche de la paternité que dans le cas d'enlèvement, et a autorisé cette recherche d'une façon beaucoup plus large.

Fallait-il appliquer cette loi, même aux enfants nés avant le 16 novembre 1912 ? La question a été posée de nombreuses fois aux tribunaux et aux cours. Après quelques hésitations (1), la jurisprudence s'est fixée d'une façon très ferme dans le sens de l'application de la loi aux enfants nés antérieurement. La Cour de cassation, notamment, a affirmé cette doctrine en plusieurs arrêts (2). Le dernier en date de ces arrêts, celui du 7 juin 1921, motive de la façon suivante, sa décision : « Attendu que toute loi nouvelle régit en principe, même les situations établies et les rapports juridiques formés dès avant sa promulgation ; qu'il n'est fait échec à ce principe par la règle de la non rétroactivité des lois formulée dans l'article 2 du code

1. Voir notamment Bordeaux, 9 février 1914 et la note d M. Bonneau (1914.2.145).

2. Civ. 20 février 1916 D. P. 1917.1.81) 3 arrêts et note Capitant (S. 1917.173) et note Lyon-Caen ; Cass, 27 mars 1918 (D. P. 1919.1.21) ; civ. 7. juin 1921 (Gaz. Pal. 5.10.1921).

civil qu'autant que la loi nouvelle porterait atteinte à des droits acquis sous l'empire de la législation antérieure ; que l'article 340 du code civil prohibant, sauf dans un cas particulier, la recherche de la paternité conférait éventuellement au père naturel la faculté d'opposer une fin de non-recevoir à l'action en déclaration de paternité qui serait intentée contre lui : mais que le texte ne lui faisait pas acquérir pour toujours le droit de se soustraire à la constatation du lien l'unissant à l'enfant et à l'exécution des obligations naturelles en dérivant.

« Attendu dès lors que la loi du 16 novembre 1912 n'ayant, par la suppression de la faculté résultant de l'ancien article 340, enlevé au père qu'une simple expectative, doit conformément au principe sus-énoncé, être appliquée même aux enfants nés avant sa promulgation. »

Les mêmes arguments s'appliqueraient exactement à la loi du 29 avril 1914.

Cette loi du 16 novembre 1912 constitue donc un précédent en faveur de notre thèse. On pourrait cependant objecter que les modes de preuve admis par cette dernière loi sont des modes de preuve, si l'on peut dire matériels, résultant de faits ou d'écrits, qui n'ont pas été réalisés dans le but de servir plus tard de justification, tandis que notre loi prévoit des preuves intentionnelles, préconstituées, qui, comme l'inven-

taire, ont pour destination, d'être produits au juge. Or il est plus grave de modifier l'efficacité de cette dernière catégorie de preuves, que de modifier celle de la première. Les preuves préconstituées sont volontaires; il a dépendu des époux de faire ou de ne pas faire inventaire de leurs apports, ils savaient quelles conséquences résulteraient de leur décision. La loi nouvelle peut-elle modifier les effets que la loi ancienne attachait à cette décision, qu'ils sont par suite censés avoir voulu ?

Oui pensons-nous, car ce n'est pas à la condition des époux — auteurs de ces preuves préconstituées — que la loi nouvelle porte atteinte, c'est à la condition des créanciers. Et les créanciers ont été étrangers à l'inventaire comme aux autres preuves que les époux ont pu se ménager. A leur égard ces preuves ont le même caractère matériel et non intentionnel que les preuves dont peut se prévaloir l'enfant en vertu de l'article 340.

Ainsi nous pensons que la loi du 29 avril 1924 sera applicable à toutes les communautés non liquidées antérieurement à sa promulgation. Pourtant la seule décision de jurisprudence qui a notre connaissance ait eu à statuer sur la question, l'a fait dans le sens opposé. C'est un arrêt de la Cour de Montpellier du 12 novembre 1924 (1). Un jugement du tribunal de Perpignan rendu le 10 janvier 1924, c'est-à-dire avant la loi

1. *Gaz. Pal.*, 29 déc. 1924.

nouvelle, avait refusé à la dame de S. la reprise à l'égard des créanciers de son mari, de biens propres qui n'avaient pas été constatés par un inventaire authentique. Mme de S. avait fait appel de ce jugement et s'était prévalu des dispositions nouvelles de la loi du 29 avril 1924. L'arrêt a purement et simplement confirmé le jugement du tribunal de Perpignan en disant notamment : « Attendu qu'il ne s'agit pas d'une loi interprétative, mais bien d'une loi modificative, ainsi que le titre de la loi l'indique lui-même, et que par suite cette loi ne saurait avoir un effet rétroactif ; qu'en effet le principe de la non rétroactivité des lois (art. 2, code civil) est absolu et qu'il n'y est dérogé que dans des cas exceptionnels. Attendu en conséquence que la loi nouvelle ne saurait recevoir son application dans une affaire commencée et qui a reçu l'épreuve d'une décision intervenue au moment de sa promulgation. Attendu qu'il est évident qu'il faut appliquer la loi en vigueur au moment de l'assignation. »

Ainsi les deux motifs retenus par la Cour de Montpellier sont : l'un, que la loi n'est pas interprétative et par suite ne rétroagit pas ; l'autre, qu'on doit appliquer — lorsqu'il n'y a pas rétroactivité — la loi en vigueur au jour de l'assignation.

Le premier de ces motifs peut difficilement être contesté : La loi n'a pas eu seulement pour but, comme le soutenaient les appelants, de faire cesser un conflit entre la Cour de cassation et certaines Cours d'appel. Elle a

modifié les modes de preuve admis, et a permis la preuve de droit commun dans une matière où l'inventaire était jusque-là seul recevable. Elle est modificative et ne peut pas avoir d'effet rétroactif. Mais toute la question, nous l'avons vu, est de savoir si une loi qui, comme la nôtre, admet un mode de preuve nouveau, peut, *sans être rétroactive*, s'appliquer aux faits antérieurs à sa promulgation. Et cette question que nous avons résolue par l'affirmative n'a pas été expressément tranchée par la Cour d'appel.

Celle-ci n'a pas recherché si en d'autres hypothèses, la nouvelle loi pouvait régir des faits passés ; comme, dans l'espèce, un jugement était intervenu avant sa promulgation, la Cour s'est bornée à déclarer qu'il fallait s'en tenir à la loi en vigueur au moment de l'assignation.

Cette dernière solution est d'ailleurs très discutable ; elle n'a assurément pas le caractère d'évidence que lui reconnaît l'arrêt. Sans doute, tout jugement étant déclaratif, c'est au moment de l'introduction de l'instance qu'il y a lieu de se placer pour apprécier le droit des parties. Mais il n'en est ainsi qu'en ce qui concerne la situation de fait. Pour ce qui est du droit, au contraire, le juge doit tenir compte des lois en vigueur au jour où il statue. Le juge d'appel lui-même doit appliquer la loi nouvelle, même si elle est intervenue après le jugement de première instance. « En effet, l'appel, fait d'une manière générale, a pour résultat, à raison de son carac-

tière dévolutif, de remettre en question la cause entière comme si elle était introduite pour la première fois, en justice, et dès lors, d'autoriser l'emploi de tous les moyens propres à la résoudre. » C'est en ces termes que s'est exprimé un arrêt de la Cour de Dijon rendu le 6 juillet 1908 (1), qui a fait état de la loi du 13 avril 1905 sur la séparation de l'Eglise et de l'Etat alors que cette loi était intervenue postérieurement à l'introduction de l'instance et à l'appel interjeté. Tant qu'un jugement n'est pas définitif il ne confère pas de droits acquis à la partie en faveur de laquelle il a été rendu (2).

Par conséquent, notre conclusion sera : que la loi nouvelle s'appliquera à tous les conflits qui n'auront pas été tranchés par une liquidation définitivement acceptée par les parties, ou par une décision judiciaire passée en force de chose jugée.

1. D. P. 1912.2.289.

2. En ce sens, M. Savatier, note sous l'arrêt de Montpellier précité au D. P. 1925.2.17. M. Savatier fait observer avec juste raison qu'à l'inverse de la Cour d'appel qui doit statuer d'après la loi en vigueur au moment même où elle se prononce, la Cour de cassation doit se référer à la législation en vigueur lorsque la Cour d'appel a statué. La Cour de cassation a en effet seulement à apprécier si l'arrêt qui lui est déféré est conforme ou non à la loi en vigueur au moment où il a été rendu.

CHAPITRE VI

LA JUSTIFICATION DES REPRISES A L'ÉGARD DU FISC

Les créanciers des époux ne sont pas les seuls tiers (au sens large du mot), qui puissent avoir à discuter la liquidation des reprises. Lorsque c'est la mort de l'un des conjoints qui a entraîné la dissolution de la communauté, les reprises dues au décédé et les récompenses dont il est redevable constituent des éléments de l'actif et du passif de sa succession. De leur fixation dépend donc l'importance des droits de mutation dus au fisc. Le fisc a, par suite, intérêt à surveiller la liquidation des reprises matrimoniales.

A l'origine, l'administration de l'enregistrement avait craint que les particuliers n'arrivent trop souvent à grossir les reprises de l'époux survivant et à diminuer au contraire celles de l'époux décédé, afin de réduire l'actif successoral et de payer des droits moins élevés. Pour éviter de semblables fraudes, elle avait décidé que les héritiers du conjoint décédé devaient comprendre dans la déclaration de succession la moitié de tous les biens de communauté, sans avoir égard aux distractions qui s'opéreraient par les reprises de l'autre époux (1).

1. Instruction de l'Enreg^l 10 nov. 1808, n° 405, § 3.

L'administration est revenue assez vite sur cette première décision, et elle accepte maintenant de percevoir ses droits de mutation seulement sur la portion des biens de communauté revenant aux héritiers après distraction des reprises. En revanche, les prélèvements faits sur la communauté du chef du conjoint décédé doivent être compris dans la déclaration et assujettis aux droits (1).

Mais jusqu'à la loi du 25 janvier 1901, l'administration n'autorisait pas à déduire de la succession du mari, pour le paiement des droits, l'excédent des reprises de la femme, quand la communauté ne suffisait pas à les payer (2). Ces reprises s'exerçant sur la succession du mari constituaient en effet un passif de cette succession ; or, avant cette loi, aucune déduction de passif n'était admise pour le calcul des droits de mutation.

Aujourd'hui la déduction est autorisée dans tous les cas. Toutefois les justifications exigées sont un peu différentes, lorsque les reprises entament l'actif propre de succession et lorsqu'elles s'exercent seulement par prélèvement sur la masse commune.

Nous examinerons successivement les deux cas.

1. Instruction de l'Enreg^t 11 oct. 1817, n° 809.

2. Instruction de l'Enreg^t 8 sept. 1824, n° 1146 § 4 ; Inst. 19 mai 1857, n° 2096 § 8 ; Inst. 15 sept. 1869, n° 2394, § 1 ; Cass., 18 mai 1824 ; 22 déc. 1856 ; 11 août 1869.

SECTION I

La preuve des reprises, lorsque celles-ci n'entament pas les biens propres de succession

Tout d'abord, l'administration est-elle tenue de s'en rapporter aux liquidations des reprises, faites après le décès dans les actes de partage approuvés par les parties ?

Il semble que lorsque les intéressés eux-mêmes ont reconnu le bien-fondé d'une reprise, l'enregistrement soit mal venu à le contester. Effectivement il est admis que les énonciations contenues dans les partages sont opposables à l'administration. Il en a été jugé ainsi, notamment pour une liquidation homologuée en justice (1).

Toutefois, comme la fraude est toujours à craindre, lorsqu'une reprise est exercée dans un partage, sans qu'aucun fondement en soit donné, l'enregistrement peut la rejeter. Ainsi a été repoussée la reprise allouée à la femme dans un acte de liquidation, à raison d'une somme qui aurait été payée par l'acquéreur d'un bien propre, en sus du prix porté au contrat : rien n'établissait ni la stipulation ni le paiement de ce supplément de prix (2). Egalement lorsqu'une erreur de droit a été

1. Arbois, 26 juin 1856 (*Journal des Rédacteurs*, n° 16381).

2. Gien, 10 août 1847 (*Journal des Rédacteurs*, n° 14332) ; cf. Cass. Req., 16 févr. 1841 (D. P. 1882...).

commise dans une liquidation, l'administration doit la faire redresser pour le calcul des droits de mutation.

Une simple transaction ne pourrait servir de base pour la déclaration de succession (1).

L'inventaire fait après décès contient lui aussi l'indication des reprises et récompenses. Mais il a une valeur probante moins grande que la liquidation, même lorsqu'il est approuvé par toutes les parties, car il est purement énonciatif et ne fixe pas les droits d'une manière définitive.

Les déclarations qui y sont contenues sont cependant admises par l'enregistrement, lorsqu'elles portent sur des opérations qui d'ordinaire ne sont pas constatées par des titres : ainsi les déclarations relatives aux impenses faites dans un immeuble propre ou à la vente du mobilier corporel. Au contraire s'il s'agissait du prix d'un immeuble ou d'une soulte de partage, la déclaration faite dans l'inventaire ne dispenserait pas les héritiers d'avoir à produire le titre (2).

Mais lorsque aucun partage n'a été fait et qu'aucun inventaire n'a été dressé d'accord entre les parties, quelles justifications sont exigées par l'administration de l'enregistrement ?

Il est un cas surtout dans lequel celle-ci serait fondée

1. Rouen, 10 août 1886, 18.254 J. Pér. 2.381 Rép.

2. Trib. Seine, 15 févr. 1843 et 26 juill. 1850 (*Rép. Enreg.*, t. 6, 7^e éd. *Successions*, n° 1378).

à en demander de sévères : c'est lorsque l'époux survivant est seul héritier ou légataire universel du décédé, et, par suite, n'a pas de contradicteur dans les opérations de liquidation des reprises. Son intérêt est alors de réclamer comme sa propriété personnelle tout l'actif commun, s'il le peut, afin de réduire au minimum la succession sur laquelle il aura à payer des droits. Et l'enregistrement est seul, si toutefois la succession n'est pas obérée, à pouvoir discuter et contester ses prétentions.

Pourtant même dans ce cas, l'administration n'a pas demandé à se prévaloir, comme les créanciers et les tiers, de l'article 1499. Elle n'a pas songé à exiger un inventaire comme justification des reprises. Mais elle n'a pas accepté non plus de se voir opposer le système de preuve qui est admis dans les rapports des époux entre eux. Elle n'a jamais admis ni la preuve par témoins ni la preuve par commune renommée.

Son système ne repose ainsi sur aucun texte de loi. Il a été développé en différentes instructions données par elle à ses agents.

Son pouvoir arbitraire de décision a été seulement limité par l'appréciation des tribunaux qui en ces matières ont jugé en fait n'ayant aucune règle législative à appliquer.

Pour la preuve de la consistance et valeur, l'administration s'en rapporte en principe aux énonciations du contrat de mariage ou des inventaires. Même les déclai-

rations d'apport globales sont acceptées par elle. Elle se réserve seulement le droit d'en contester la sincérité.

A défaut d'acte authentique, tout titre sous seings privés même non enregistré serait opposable à l'administration. Les créances nominatives, les valeurs de bourse nominatives pourraient être reprises en nature sans autre justification que la production du titre ou du certificat d'immatriculation.

Les papiers domestiques même sont acceptés par l'enregistrement. Pour la femme, la solution n'est pas discutée. Les auteurs admettent l'application à l'égard du fisc de l'article 1415 et permettent à la femme dont le mobilier n'a pas été inventorié de se prévaloir non seulement des registres domestiques de son mari, mais des siens propres (1). Le tribunal de Périgueux a sanctionné cette dernière solution le 29 décembre 1849 (2).

Pour ce qui est des reprises du mari l'article 1415 ne s'applique plus. Aussi a-t-on pensé qu'il était interdit au mari de faire état pour ses propres reprises de simples papiers domestiques (3). Mais en fait les receveurs de l'enregistrement acceptent très souvent ce mode de justification et en provoquent même la communication officieuse pour éclairer leurs perceptions. On peut dire d'ailleurs « que ces documents intimes écrits chaque jour au courant de la vie, sans intérêt spéculatif, et des-

1. *Répert. Enreg., Succession*, n° 1380. *D^{es} des Réd.*, T. I, *Communauté*, n° 537.

2. *D. des Rédact.*, *loc. cit.*

3. *Répert. Enreg.*, *loc. cit.*

tinés seulement au maintien de l'ordre dans les affaires domestiques. (1) » sont parmi les plus sérieuses des preuves qu'on puisse fournir.

Est-il nécessaire que ces papiers soient des registres? Peut-on s'en rapporter à de simples feuilles volantes? Il y a là seulement une question de fait qui est soumise à l'appréciation des agents de l'administration d'abord, et des tribunaux, s'il y a lieu. — « C'est par les habitudes qu'avait la personne, dit Marcadé sous l'article 1332, qu'il faut décider si l'écrit constitue ou non un papier domestique, c'est-à-dire un papier destiné par le père de famille à être conservé pour la constatation de ses affaires. »

Mais si l'administration accepte toutes les justifications par écrit, elle ne s'en rapporte jamais aux simples témoignages et encore moins à la commune renommée. La femme ne pourra pas faire par ces moyens la preuve de ses reprises contre l'administration. Cependant un jugement du tribunal de Civray du 7 février 1850 a admis d'après la notoriété publique, pour la liquidation du droit de mutation par décès, la reprise d'une partie du prix de la vente d'un propre dissimulée dans l'acte d'acquisition. Mais ce jugement a été très critiqué et est resté d'ailleurs tout à fait isolé. La Cour de cassation a, au contraire, affirmé à plusieurs reprises la nécessité d'apporter contre l'administration une preuve littérale (2),

1. *Répert. Enreg.*, loc. cit.

2. Cass. 29 févr. 1860 (*Journal des Rédacteurs*) n° 16790 et

L'administration d'ailleurs ne pourrait non plus recourir aux témoignages et aux présomptions pour établir la réalité des reprises sur lesquelles elle prétendrait percevoir son impôt.

Toutefois l'administration serait tenue d'accepter les résultats d'une preuve par témoins ou par commune renommée faite contradictoirement entre les parties. Elle pourrait de même opposer cette preuve aux parties.

Pas plus que les témoignages ou les présomptions, l'aveu du conjoint de l'époux décédé ne pourrait servir de preuve à défaut d'écrit.

Preuve de la réception par la communauté ou de la vente. — L'enregistrement ne se contente pas d'exiger la preuve de la consistance et de la valeur des biens apportés en mariage ou recueillis depuis, lorsque la reprise en est réclamée en deniers. Il faut, en outre, lui justifier que ces biens sont effectivement entrés en communauté.

Lorsque les biens apportés sont des choses fongibles, des sommes d'argent, par exemple, qui entrent en communauté par le fait du mariage, le mari n'a pour la justification de son apport aucune preuve à fournir. La femme doit au contraire produire une quittance du mari, conformément à l'article 1502 du Code civil.

Cette quittance se trouve le plus souvent contenue

17099) : Cass. 19 mars 1862 (*Journ. des Rédact.*, n° 17447 et 17538);
Cass. 27 mai 1868 (*Journ. des Rédact.*, n° 18586).

dans le contrat de mariage lui-même. Nous avons dit précédemment quelle valeur avaient à l'égard des époux ou des créanciers, les clauses du contrat, portant que la célébration civile du mariage vaudrait quittance et décharge soit de la dot, soit de l'apport : ces clauses font preuve de la libération, mais cette preuve peut être détruite par la preuve contraire régulièrement administrée. L'administration a, de même, la faculté de combattre ces clauses, de style dans les contrats de mariage et de démontrer que le paiement présumé n'a pas eu lieu en réalité (2).

Lorsque le contrat porte seulement que « l'apport de la femme sera remis au mari après le mariage consommé et sur reconnaissance », il faudra évidemment que la femme justifie d'une quittance spéciale. Si elle ne peut en produire une, elle est réputée être encore débitrice de la dot (3).

Quant l'apport se compose au contraire de propres parfaits : meubles, objets mobiliers, valeurs ou créances, il faut pour que la reprise en deniers soit accordée, prouver la vente et l'entrée du prix dans la communauté ou le remboursement du capital. L'administration redoute toujours les dissimulations, elle craint en particulier que les biens dont on réclame la reprise de la valeur existent encore dans le patrimoine de l'époux,

2. Solutions des 21 juin 1877, 15 avr. 1881, 31 janv. 1850, 20 oct. 1879.

3. Cass. 3 mai 1845 (S. 1845.2.537).

et aient été seulement cachés dans le but d'éviter le paiement des droits.

Il faut prouver non seulement le fait de la vente, mais aussi le paiement du prix (1). Dans les rapports des époux entre eux, et même dans les rapports des époux et des créanciers, la preuve du versement effectif du prix dans la communauté n'est exigée que du mari. La femme, au contraire, a seulement à établir le fait même de la vente, le mari étant de plein droit responsable du défaut de paiement du prix s'il a assisté ou consenti à la vente (art. 1480) ; elle peut même se borner à démontrer que son apport a été remis au mari. L'administration n'admet pas cette distinction entre le mari et la femme et exige des deux époux, les mêmes justifications. Le tribunal de la Seine, dans un jugement du 25 juillet 1850, a mis en lumière les motifs de cette rigueur.

« Si l'énumération dans un contrat de mariage de valeurs essentiellement mobilières apportées par l'un des époux auquel elles doivent demeurer propres, pouvait servir de base à la présomption que ces mêmes valeurs ont été réalisées pendant le mariage et sont dès lors entrées dans la communauté qui en doit la récompense si les titres constitutifs ne se retrouvent pas, cette simple présomption *ne peut pas suffire pour faire, sans autre preuve, que le montant total desdites*

1. Metz, 8 juill. 1855.

valeurs soit ajouté au chiffre des reprises de celui qui est censé les avoir apportées.

« En effet une porte trop large serait ouverte à la fraude, puisque l'absence des titres peut avoir pour cause la dissimulation qui en serait faite (1). »

Pour la preuve de la vente et de l'encaissement par la communauté, tous les écrits seront admis : actes authentiques ou sousseings privés, bordereaux d'agents de change ou relevés de banque et papiers domestiques.

Pour les créances, de même que pour les objets mobiliers et les valeurs on doit justifier de l'aliénation ou du remboursement. Toutefois, lorsque la date de l'échéance est antérieure au décès, les époux n'ont pas à prouver le remboursement. L'exigibilité doit constituer à l'égard de l'administration une présomption de paiement. En effet, l'enregistrement invoque la présomption inverse pour réclamer le droit de mutation sur les créances non échues, omises dans les déclarations de succession ; elle doit admettre cette présomption lorsqu'il s'agit d'établir la réalité d'une reprise et d'une récompense. Les solutions administratives du 12 mars et 31 décembre 1879 ont, il est vrai, décidé qu'au contraire, c'était aux particuliers de justifier du paiement même des créances échues, mais cette prétention a paru illogique et a été critiquée (2). Il ne paraît pas qu'elle

1. Cité par *Répert. de l'Enreg.*, t. 6. *Succession*, n° 1366.

2. *Répert. Enregist.*, t. 6, *Suc.*, n° 1368 ; *D. réduct.*, t. I, *Commun.* n° 542.

doive être maintenue par la jurisprudence. La présomption de paiement, résultant de l'exigibilité de la créance, n'est d'ailleurs pas irréfragable et pourrait naturellement être renversée par la preuve contraire.

Peut-on, pour justifier d'une reprise, arguer d'une dissimulation de prix qui aurait été commise dans l'acte de vente d'un bien propre? L'affirmative a été admise ; mais il faut, pour prouver la dissimulation, produire une preuve écrite. La commune renommée ou les simples témoignages seraient tout à fait insuffisants pour établir une telle reprise (1). L'aveu de la dissimulation fait par le mari lui-même ne serait pas recevable non plus (2).

La preuve de *l'identité* des biens réclamés, devrait être établie au moyen des mêmes écrits qui permettraient de prouver la consistance.

La preuve *du remploi* résultera de la production de l'acte d'acquisition dans lequel ont été consignées les déclarations exigées par les articles 1434 et 1435.

Quant à la preuve de l'origine des biens faisant l'objet de la reprise, elle devra être faite au moyen d'un titre quelconque. C'est dire, qu'en particulier, lorsqu'on alléguera un don manuel, il sera nécessaire de produire une reconnaissance écrite ou une quittance quelconque.

1. En sens contraire Gien, 10 août 1847 (14332. *J. des Rédact.*). Civray, 7 févr. 1850. Ces décisions sont unanimement critiquées.

2. Solutions, octobre 1881 et sept. 1872, citées par *D. des Rédacteurs, loc. cit.*, n° 531.

SECTION II

Justifications à fournir lorsque les reprises de la femme s'exercent sur les biens propres du mari

Lorsque les reprises de la femme s'exercent sur les biens propres du mari, soit à cause de l'insuffisance des biens de la communauté, soit par suite d'une renonciation à cette communauté, les justifications à fournir sont un peu différentes. Ces reprises constituent de véritables dettes du mari, dont la déduction n'est autorisée que conformément aux dispositions de la loi du 25 février 1901.

Avant cette loi qui a admis, d'une façon générale, la déduction du passif des successions pour le calcul des droits de mutation par décès, la déduction n'en était pas possible.

Toutefois pour tempérer la rigueur de cette règle, l'administration acceptait que les reprises de la femme fussent déduites de la succession du mari, quand elles étaient représentées dans la succession « par de l'argent comptant ou des valeurs en tenant lieu » (1), par exemple des billets de banque, des dépôts en compte courant, des titres au porteur, des obligations hypothé-

1. Inst. 2.394, § 1^{er}, p. 10.

caires au porteur (1). Ces décisions peuvent encore avoir leur intérêt aujourd'hui pour le cas où les reprises de la femme ne sont pas justifiées, conformément aux prescriptions de la loi du 23 février 1901.

L'article 3 de cette loi n'admet la déduction que des dettes « dont l'existence au jour de l'ouverture de la succession sera dûment justifiée par des titres susceptibles de faire preuve en justice contre le défunt ». Et nous avons vu que les reprises dans le cas qui nous occupe étaient assimilées aux dettes. Quels sont donc les titres dont il est possible de faire état?

Tout d'abord, les actes authentiques et sous seings privés peuvent servir de preuves. Même les écrits qui n'ont pas le caractère de preuve littérale dans le droit commun, mais, qui, pour les reprises entre époux, constituent des justifications suffisantes, peuvent être opposées au fisc; tels sont les états et papiers sans forme émanant des conjoints, et les registres domestiques.

Au contraire, la preuve par témoins et présomptions est proscrite, même la preuve qui serait faite après le décès contradictoirement entre les parties. Les liquidations, les inventaires faits après le décès ne pourraient non plus être produits à l'enregistrement. Nous avons vu pourtant que ces preuves étaient valables lorsque les reprises s'exerçaient seulement par prélèvement sur la masse commune. Mais dans notre cas s'applique l'arti-

1. Solut. 10 mars 1879, Seine; Solut. 22 août 1892. R. P. 7918. Solut. 24 juil. 1890, Seine; Solut. 12 sept. 1888, Seine.

de 3 de la loi du 23 février 1901 qui est formel : il faut un titre qui ait pu être produit en justice contre le défunt.

Une seule condition est donc à la fois nécessaire et suffisante : la production d'un écrit quelconque antérieur au décès.

CHAPITRE VII

CONSÉQUENCES PRATIQUES DE LA LOI

Utilité du contrat de mariage et de l'inventaire

Quelles conséquences la loi nouvelle est-elle appelée à avoir dans la pratique des contrats de mariage et des inventaires? Elle a supprimé l'exigence de l'inventaire dans les articles 1499 et 1510 du code civil et dans l'article 560 du code de commerce; il semble donc que cette formalité ait perdu son utilité et qu'il faille s'attendre à sa disparition complète dans les hypothèses prévues par ces différents articles.

L'inventaire est en effet un acte auquel les particuliers ne recourent pas volontiers. Ce n'est pas qu'il soit très onéreux par lui-même : contenu dans le contrat de mariage, il supporte le droit d'apport qui est, avec les deux décimes, de 1,20 0/0; fait après l'ouverture d'une succession; il est enregistré au droit fixe de sept francs vingt centimes par « vacation » de trois heures ayant servi à sa préparation ou à sa lecture. A ces droits s'ajoutent les honoraires du notaire qui sont en général de 0,30 0/0 pour le contrat de mariage et de 9 francs

par « vacation » pour les inventaires de succession. Ces frais-là ne sont pas considérables, si on les compare aux droits et aux impôts payés par ailleurs : droits de mutation, droits de donation, par exemple. Mais c'est précisément parce que les inventaires renseignent le fisc, et lui permettent de percevoir ses lourds droits de mutation sur la totalité de l'actif ainsi révélé, et de contrôler facilement les déclarations d'impôt sur le revenu, que les particuliers préféreraient n'en pas établir. Ces actes qui ne sont pas très coûteux par eux-mêmes, le deviennent ainsi indirectement.

Si donc l'inventaire n'est plus indispensable depuis la loi du 29 avril 1924, il faut prévoir qu'il ne sera plus jamais pratiqué.

La loi entraînerait par suite une conséquence très préjudiciable au Fisc. Celui-ci serait, en effet, privé d'un précieux moyen de contrôle des déclarations faites par les contribuables. Il lui faudrait avoir recours à d'autres procédés d'investigation qui malheureusement ne pourraient être que plus difficiles et moins sûrs.

Cette conséquence serait à coup sûr regrettable. L'évolution de notre organisation fiscale vers des impôts toujours plus lourds, oblige à perfectionner les modes de recherche mis à la disposition du fisc pour lui permettre de découvrir la fraude et à en instituer sans cesse de nouveaux, doublements impopulaires parce que tracassiers et parce que nouveaux ; il serait donc

très fâcheux de faire disparaître des pratiques auxquelles on se soumettait facilement, parce qu'elles étaient tout à fait entrées dans les mœurs, et dont l'un des effets était précisément de procurer au fisc d'utiles éléments de contrôle.

Mais nous ne croyons pas qu'il faille attendre un tel résultat de la loi du 29 avril 1924. Et il ne nous paraît pas que l'intérêt des particuliers doive les pousser à éviter totalement les inventaires.

Nous rechercherons successivement l'utilité des inventaires destinés à constater les apports en mariage et l'utilité de ceux portant sur les successions recueillies pendant le mariage ; nous examinerons ensuite les modes de preuve des dons manuels.

SECTION I

Utilité des contrats de mariage

M. Savatier pense qu'une reconnaissance sous-seings privés, même non enregistrée, aura la même efficacité qu'une déclaration d'apport contenue dans un contrat de mariage. Théoriquement cela nous paraît certain. Le contrat de mariage n'est lui-même qu'une reconnaissance d'apport et le fait que cette reconnaissance soit contenue dans un acte authentique ne lui confère pas une plus grande valeur probante.

Mais le contrat de mariage possède cette supériorité que sa date est incontestable. L'acte sous seings privés,

au contraire, même s'il a été fait avant le mariage, pourra être attaqué comme fait après coup. Nous avons déjà dit qu'à notre avis, même à l'égard des créanciers, le défaut de date certaine ne permettait pas, *ipso facto*, de l'écarter du procès ; mais à l'aide de témoignages ou de simples présomptions, les créanciers pourront le faire juger simulé ou antidaté et par suite sans valeur. Il ne sera pas toujours facile aux époux de démontrer qu'au contraire, l'acte a été sincère, qu'il a été effectivement passé à la date qu'il porte.

Nous avons vu que des époux malhonnêtes pourraient pour parer à toute éventualité, établir des reconnaissances multiples les unes grossissant les apports, les autres les diminuant, suivant qu'elles devraient être opposées aux créanciers de la communauté ou aux créanciers personnels. Dans la crainte d'être trompés par de semblables artifices, les juges seront tentés de n'accorder qu'une faible autorité à ces écrits.

D'autre part, les reconnaissances sous seings privés pourront s'égarer. Et lorsque vingt ans ou trente ans après qu'elles auront été faites, on voudra les produire pour la liquidation de la communauté, on ne les retrouvera peut-être plus. Les époux auront bien la ressource de faire leur preuve par témoins et présomptions, s'ils se trouvent dans le cas prévu par le quatrième alinéa de l'article 1348. Mais une telle preuve pourra être bien difficile, en raison de l'ancienneté des faits qui seront à établir. Un époux pourra voler le titre de

son conjoint, et mettre celui-ci dans l'impossibilité d'établir ses droits. Lui-même se trouvera, il est vrai, dans la même impossibilité, puisque les reconnaissances réciproques des apports seraient faites sur le même acte. Mais que lui importe, si c'est son conjoint qui a apporté toute la fortune ! Ne faudrait-il pas craindre de voir souvent en cas de divorce, l'un des époux emporter la reconnaissance d'apport de l'autre, en quittant le domicile conjugal ?

Ainsi la facilité des fraudes obligera les juges à se montrer très circonspects, lorsqu'on leur justifiera des reprises par une simple reconnaissance non enregistrée ; la valeur probante d'un tel écrit sera donc minime.

D'autre part, les communautés se liquidant le plus souvent très longtemps après leur fondation, il est nécessaire de munir les époux de titres dont la conservation soit assurée.

Enfin la promiscuité de la vie conjugale ne permet pas à chacun des époux de conserver en toute sécurité le titre qu'il a contre l'autre, de même façon qu'un créancier conserve son titre contre le débiteur, sans crainte que celui-ci le dérobe ou le supprime.

Pour ces trois raisons, il ne nous paraît pas possible de conseiller aux époux de constater leurs apports par de simples reconnaissances sous seings privés.

Une fois enregistrées, au contraire, ces reconnaissances échappent aux trois reproches que nous leur avons faits. Leur date n'est plus contestable, leur con-

servation est assurée et le vol n'en est plus possible puisque une copie peut en être demandée à l'enregistrement. La formalité de l'enregistrement conférerait donc à ces actes la même efficacité qu'ont les déclarations d'apport contenues dans les contrats notariés. Mais aussi ces actes auraient les mêmes inconvénients. Les frais en seront les mêmes puisque le droit d'apport en mariage (1,20 0/0) sera perçu dans les deux cas. Les époux qui ne recourront pas au notaire éviteront évidemment d'avoir à en payer les honoraires. Mais s'ils ne peuvent rédiger eux-mêmes ces reconnaissances, ils trouveront difficilement à les faire établir moyennant une rémunération plus faible que ne sont les honoraires (0,30 0/0). Enfin dans les deux cas, le fisc sera renseigné de la même façon.

Nous pensons donc qu'on demandera encore aux notaires d'indiquer dans les contrats de mariage les apports des époux. Mais cette indication des apports pourra être plus succincte et moins complète qu'elle ne devait l'être sous l'empire de l'ancien article 1499.

Tout d'abord une déclaration globale sera valable même à l'égard des créanciers. Elle ne permettra en général qu'une reprise en deniers. Lorsqu'un contrat de mariage portera que la « future épouse apporte divers objets mobiliers, valeurs et espèces, pour une somme totale de cent mille francs », celle-ci aura droit à une reprise en valeur de cent mille francs. Les créanciers auront seulement la faculté de prouver que cet apport

a été exagéré, simulé. Ils n'auront pas le droit d'opposer le défaut d'inventaire comme sous le régime antérieur à notre loi. Si même il a été stipulé dans le contrat de mariage que les biens ainsi apportés demeureraient propres en nature, et si, soit par des papiers domestiques, soit par des récépissés de banques, par des factures, des inventaires de garde-meubles ou des pièces quelconques, il est possible d'établir l'identité des différents éléments de l'apport, la reprise pourra en être exercée en nature. Mais il est à craindre que souvent les preuves dont on pourra disposer, soient insuffisantes pour permettre de reconnaître les différents biens meubles. Aussi la rédaction que nous avons indiquée ne devra-t-elle être employée que lorsqu'on voudra que la reprise ait lieu seulement en deniers. Si cette reprise doit être exercée en nature, un inventaire détaillé contenant notamment la description des objets mobiliers et l'indication des numéros des valeurs au porteur sera préférable.

Est-il nécessaire de comprendre dans les apports tout l'actif mobilier des époux ? Pour les sommes d'argent, pour les objets mobiliers et surtout pour les valeurs ou créances au porteur, nous avons vu que la reprise pouvait en être très difficile, à défaut d'indication spéciale dans le contrat de mariage. On peut bien, en principe, justifier de la possession de ces biens au moment du mariage, même à l'aide de témoignages et de présomptions. Mais il serait très imprudent de compter seule-

ment sur de pareilles preuves qui feront peut-être défaut lorsque le moment sera venu de les produire. Il nous paraît donc indispensable de mentionner dans le contrat de mariage tous ces biens mobiliers « anonymes », qui se transmettent sans forme et dont les mutations ne laissent pas de traces.

Au contraire, pour tous les meubles qui sont constatés par des titres nominatifs : valeurs de bourse, créances, fonds de commerce, offices ministériels, l'indication dans le contrat de mariage n'est-elle pas superflue ? Pour les valeurs de bourse nominatives, il suffira de se reporter aux registres de transfert des sociétés ; pour les créances le titre constitutif sera une justification indiscutable. A l'aide des titres de propriété du fonds de commerce, de l'acte d'acquisition et du bail, il sera facile d'en justifier la reprise ; pour les marchandises, l'inventaire annuel servira de base. Enfin la propriété de l'office ministériel ne pourra jamais être douteuse. Il semble donc qu'il soit inutile d'énumérer ces différents biens dans l'apport en mariage. Leur propriété est aussi certaine et peut être retrouvée aussi facilement que celle des immeubles. Or même avant la loi du 29 mars 1924, il était d'usage de ne pas indiquer les immeubles dans les apports.

Au point de vue pratique cependant, il y a encore un intérêt à porter dans le contrat, sinon les offices ministériels et les fonds de commerce, qui sont en général très importants et dont les époux se souviendront cer-

tainement lors de la liquidation de la communauté, du moins les valeurs et les créances nominatives. Si on ne le fait pas, il est très probable d'un grand nombre de valeurs existant lors du mariage et vendues depuis, seront oubliées lors de la liquidation des reprises. Si les époux n'ont pas établi une comptabilité régulière des opérations de bourse faites par eux, beaucoup de ces opérations leur auront échappé et il arrivera que l'un d'eux se trouvera lésé. Sans doute, ils pourront puisqu'il s'agit de valeurs nominatives demander aux différentes sociétés, quels transferts ou quelles conversions ont été faits pour eux. Mais peut-être ne se souviendront-ils même pas de toutes les sociétés dont ils avaient des titres. Il nous paraît donc utile d'énumérer dans les apports même les valeurs nominatives. La reprise en sera de cette façon assurée. Il suffira de se reporter au contrat de mariage, et l'on ne risquera pas des oublis très préjudiciables à l'un ou à l'autre des époux.

Et si l'on envisage non plus la justification des reprises prévue par l'article 1499, mais la protection de la communauté contre les créanciers personnels des époux, régie par l'article 1510, l'énumération complète de l'apport semble encore nécessaire. Puisque, selon nous, le droit de poursuite des créanciers personnels demeure, il faut, pour limiter leur action, produire une déclaration de leur débiteur contenant l'indication de sa fortune au jour du mariage. Cette indication doit

être complète et comprendre même les biens nominatifs, parce qu'elle est destinée à procurer à la communauté une sorte de bénéfice d'émolument. On pourrait, il est vrai, l'établir en dehors du contrat et sous seings privés, mais sa valeur serait alors assez précaire ; les créanciers personnels arriveraient plus facilement à la discuter que si elle était contenue dans le contrat. Nous pensons donc qu'il sera prudent, lorsqu'on voudra garantir la communauté contre l'action des créanciers personnels de l'un des époux (qui sera dans la plupart des cas la femme) d'énumérer la totalité de l'apport de ce dernier.

Ainsi les contrats de mariage portant adoption du régime de la communauté de biens réduite aux acquêts pourront rarement être rédigés comme le sont les contrats adoptant la séparation de biens. Pour ces derniers contrats, le plus souvent on n'indique pas la fortune personnelle des époux ; on se borne à édicter un certain nombre de présomptions de propriété : les valeurs déposées dans une banque au nom de l'un des conjoints seront censées appartenir à ce dernier ; celles qui se trouveront enfermées dans le coffre dont l'un possédera la clef seront la propriété de celui-là, etc. Et à la dissolution du mariage chacun reprend les biens qui se trouvent à sa disposition. Les particuliers apprécient en général beaucoup cette manière de rédiger les contrats, car les frais sont de cette façon réduits au minimum : 50 francs environ. Mais il n'est possible de procéder

ainsi que parce que dans ce régime de séparation de biens, chacun des époux administre ses biens propres ; aucune confusion ne se produit entre les patrimoines ; les deux fortunes restent séparées ; il n'est donc pas nécessaire, à la dissolution du mariage, de rechercher l'origine de chacun des biens existants pour en découvrir la propriété.

SECTION II

Utilité des inventaires de successions

Les inventaires après décès conserveront-ils, eux aussi, leur utilité, malgré les modifications apportées par la nouvelle loi ?

Les inventaires restent prévus par de nombreux articles du code. M. Lalou dans son étude sur *la Pratique de l'inventaire dans les régimes de communauté depuis la loi du 29 avril 1924* (1) remarque que sur les 128 articles consacrés dans notre code civil aux régimes de communauté, « il y en a au moins 16 qui envisagent la nécessité ou l'utilité d'un inventaire ». Les fonctions de l'inventaire sont de servir de titre à la reprise des biens propres (art. 1499 ancien et 1504), de soustraire les biens communs à l'action des créanciers personnels

1. Librairie Dalloz, 1925, p. 9 et 10.

d'un époux (art. 1414, 1415, 1416, 1417 et art. 1510 ancien), de fixer la consistance du patrimoine commun à la dissolution de la communauté (art. 1442, 1455-1456, 1459-1461, 1482-1483-1495), enfin de fixer cette consistance ainsi que la consistance d'un patrimoine propre d'un époux en cas d'absence de celui-ci, quand le conjoint présent opte pour la continuation provisoire de la communauté (art. 126).

Seules les deux premières fonctions de l'inventaire ont été modifiées par la loi nouvelle. Par suite il ne pourra y avoir de changement dans la pratique que lorsque le but de l'inventaire aurait été seulement, soit de ménager une preuve aux époux pour combattre la présomption d'acquêts, soit de protéger la communauté contre l'action des créanciers personnels.

Mais même dans ces hypothèses, l'inventaire conservera une certaine utilité. Au point de vue de la justification des reprises, le mari pourra craindre, s'il ne fait pas inventorier des successions recueillies par sa femme, qu'on ne vienne à la dissolution de la communauté, augmenter les reprises de celles-ci, en produisant de faux témoignages et en alléguant la commune renommée conformément à l'article 1504. Les notaires, qu'on représente souvent, comme des gens intéressés, mais qui en réalité sont surtout des gens prudents pourront donc avec juste raison, continuer à conseiller à leurs clients de faire dresser inventaire des successions recueillies par leur femme.

Egalement lorsque les époux voudront soustraire l'actif de la communauté à l'action des créanciers d'une succession recueillie par l'un d'eux, ils devront comme par le passé faire inventaire. L'article 1510, tel que nous l'avons interprété admet bien les moyens de preuve de droit commun, mais nous avons reconnu que celui de ces moyens qui procure le plus de sécurité est l'inventaire.

De plus l'application de l'article 1510 doit être strictement limitée aux cas que cet article prévoit, c'est-à-dire à la séparation des dettes conventionnelles, en exceptant encore les hypothèses pouvant être régies par les articles 1414 à 1417. Lorsqu'une succession ou un legs, partie immobilier et partie mobilier sont échus à l'un des époux mariés sous le régime de la communauté légale, ce sont ces derniers articles qui doivent s'appliquer. Or, leur texte n'a pas changé, il exige toujours un inventaire pour permettre de limiter l'action des créanciers personnels sur la communauté.

C'est donc seulement en dehors de ces hypothèses que l'inventaire n'aura plus guère d'utilité. Un particulier, dans tous les cas — et ils étaient nombreux — où les inventaires des successions échues aux femmes n'étaient dressés que dans le but de permettre à celles-ci, le cas échéant, de produire à la faillite de leur mari, on pourra les éviter. On aura toujours, en effet, d'autres actes ou d'autres titres qui pourront être produits avec la même efficacité contre les créanciers.

Les partages par exemple, même sous-seings privés, les délivrances de legs, les acquisitions à titre de licitation seront des justifications parfaitement valables.

Les déclarations de succession faites au fisc, et dont la date n'est pas discutable, puisqu'elles sont enregistrées, pourront aussi être opposées aux créanciers. Nous avons vu qu'elles pourraient avoir, suivant qu'elles auraient été signées des deux époux ou d'un seul, la valeur d'une preuve écrite ou d'un simple témoignage. Mais même dans le cas où la déclaration est signée seulement par l'époux qui a hérité — il ne peut s'agir que du mari — sa valeur est équivalente à celle de l'inventaire, puisque l'inventaire, s'il en était dressé ne serait lui aussi signé que par le mari. Quant au cas où la déclaration n'est signée par aucun des conjoints, mais par l'un de ses cohéritiers, celui-ci ayant agi comme mandataire des autres, on peut dire que la déclaration a, à leur égard, le même caractère que si elle avait été signée par eux-mêmes.

Les déclarations de succession que le fisc impose aux particuliers présenteront donc pour ces derniers un avantage qui n'est pas négligeable, en leur permettant dans certains cas d'éviter un inventaire.

SECTION III

Preuve des dons manuels

Avant la loi du 29 avril 1924, il était impossible aux époux d'exercer contre les créanciers la reprise des biens qui leur avaient été donnés, par simple tradition, de la main à la main. Seules les donations faites par acte authentique, avec état descriptif et estimatif des objets donnés, constituaient des preuves opposables aux tiers. La crainte que ces biens ne tombassent en communauté, empêchaient souvent les donateurs de faire leurs libéralités par dons manuels, alors qu'ils auraient été très enclins à employer ce procédé particulièrement économique.

La modification de l'article 1499 ne va-t-elle pas permettre d'user plus souvent du don manuel ?

Certainement oui. Il faudra, il est vrai, pour que la reprise des biens donnés puisse être exercée, que ce don ait été constaté par un écrit quelconque. Le don manuel constitue en effet, un fait juridique, qui devra être prouvé par écrit aux créanciers, quand la valeur en dépassera cent cinquante francs. D'autre part, quoique affranchi des conditions de forme des donations entre vifs, le don manuel pour être valable, doit remplir les conditions de fond exigées pour ces libéralités ; en particulier il doit avoir été accepté par le donataire du

vivant du donateur (1). Il sera donc nécessaire de prouver que la remise de fonds ou d'objets faite au donataire, a été acceptée par lui *à titre de donation*. On ne voit guère comment cette preuve pourrait être établie autrement que par écrit. Mais un simple reçu sous seings privés non enregistré sera suffisant. Ce reçu pourra être ainsi libellé : Reçu de M... la somme de... ou tels titres ou tels meubles (détaillés), à titre de don manuel ; Il sera bon de le faire signer par les deux époux, même si la libéralité est faite au mari, afin que l'époux non gratifié ne puisse pas plus tard nier la donation. Les créanciers auront sans doute le droit de critiquer ce reçu, de déclarer qu'il est antidaté et que la libéralité n'a pas eu lieu, mais ils devront faire la preuve de ces allégations. Néanmoins il serait prudent de conserver, si c'est possible, la trace de la remise des biens donnés. Par exemple s'il s'agit d'une somme d'argent, il serait préférable de la verser soit par un virement de banque, soit au moyen d'un chèque. Si ce sont des titres qui ont été donnés, le donateur les déposera à une banque pour le compte du donataire, ou en fera faire le transfert au nom de ce dernier sur les registres de la société. Quand on aura pris ces précautions, il sera beaucoup plus difficile aux créanciers de discuter la date de l'écrit qu'on leur opposera.

La situation des époux sera cependant moins sûre

1. Cass., 18 oct. 1909 (D. P. 1910-1-462).

que s'ils avaient fait dresser un acte de donation authentique. Les défauts que nous avons reconnus aux reconnaissances d'apports non enregistrées se retrouveront à peu de chose près, dans ces quittances de don manuel. Mais il faut prévoir que le danger des difficultés ultérieures à craindre avec ce procédé, n'arrêteront pas les particuliers, parce que l'intérêt pour eux d'éviter le droit d'enregistrement sera considérable. Tandis que le droit d'apport en mariage est relativement faible, le droit de donation est très élevé ; de père à fils il s'élève à 5,50 0/0, 7,50 0/0 ou 9,50 0/0, suivant le nombre d'enfants du donateur, et va jusqu'à 40 0/0 entre étrangers (1).

D'ailleurs, le procédé du don manuel est parfaitement valable. Il ne constitue aucunement une fraude. Et il n'y a jusqu'à présent, pour les parties aucune obligation de faire enregistrer le reçu le constatant. Le donataire est seulement exposé s'il a un jour à présenter le reçu à l'enregistrement, par exemple en cas de procès à payer les droits qu'il aurait dû verser au moment même de la donation si elle avait été faite par acte authentique.

Les dons manuels aux époux mariés sous le régime de la communauté se trouveront ainsi facilités, deviendront vraisemblablement plus fréquents.

C'est donc surtout et presque uniquement à ce

1. Loi du 22 frimaire an VII et loi du 28 fév. 1872.

point de vue spécial des dons manuels que la loi du 29 avril 1914 pourra avoir des conséquences fiscales désavantageuses pour le Trésor.

Mais il est très probable que la législation fiscale tâchera d'enrayer ce développement des dons manuels. Elle pourrait, par exemple, rendre obligatoire dans un certain délai les déclarations à l'enregistrement des donations et le paiement des droits comme elle a rendu obligatoire la déclaration des mutations verbales d'immeubles ou des fonds de commerce (1) et l'enregistrement des actes comportant des conventions synallagmatiques (2). Les particuliers auraient ainsi à craindre, s'ils ne faisaient pas enregistrer les quittances de dons manuels d'avoir un jour à payer non pas seulement le droit simple qu'ils auraient dû acquitter en toute hypothèse, mais un droit plus élevé. De cette façon, le procédé du don manuel ne serait plus dans tous les cas la manière la moins onéreuse de réaliser une donation entre vifs.

1. A ce tarif s'ajoutent les 2 décimes instituées par la loi du 22 mars 1924.

2. Loi du 29 juin 1918.

CONCLUSION

Ainsi dans l'ensemble, la loi du 29 avril 1924 ne modifiera pas beaucoup la pratique des inventaires et des contrats de mariage.

Aussi bien n'était-ce pas son but. Les auteurs ont cherché seulement à éviter pour l'avenir les injustices, qu'entraînait l'application rigoureuse du système de la Cour de cassation, en soumettant au droit commun la preuve des reprises mobilières. Ils ont pensé qu'il était inutile de prévoir, pour les reprises mobilières, des modes de preuve particulière et sévères. Ils ont fait confiance aux juges pour déjouer les fraudes en cette matière, où elles pourraient être fréquentes, et ils les ont libéré du formalisme étroit qui entravait jusque-là leur décision. On ne verra plus de créanciers gagner leur procès, alors que le bon droit de leur adversaire est évident, qu'eux-mêmes l'ont reconnu. Assistera-t-on à des abus en sens inverse ? Des époux réussiront-ils à tromper les juges et à frustrer leurs créanciers ? Il nous paraît probable qu'en tous cas, les injustices seront moins fréquentes avec le nouveau régime qu'elles ne l'étaient auparavant, quoi qu'il soit difficile de dire à

l'avance ce que la pratique seule pourra révéler dans l'avenir.

Il est permis toutefois de regretter que différentes solutions de détail n'aient pas été précisées par le législateur. Il eut été bon d'indiquer d'une façon moins équivoque quelles preuves de droit commun prévoit l'article 1499 ; l'article 1504 aurait dû être mis en concordance avec l'article 1499, il est en effet un peu déconcertant que la preuve à l'égard des époux soit quelquefois plus difficile que la preuve à l'égard des créanciers. Mais surtout l'effet de la clause de séparation des dettes à l'égard des créanciers n'aurait pas dû être passé sous silence. C'est une mauvaise méthode législative que de laisser aux tribunaux le soin de préciser les solutions qu'on a préféré ne pas indiquer expressément. Il arrive que les tribunaux interprètent la loi dans un sens tout différent de celui que lui donnaient les législateurs ; et ceux-ci se trouvent tout étonnés ensuite de voir appliquer des solutions auxquelles ils n'avaient pas pensé ou même qu'ils avaient voulu proscrire. Le précédent des articles 1499 et 1510 anciens qui faute de précisions suffisantes ont donné lieu à d'interminables discussions doctrinales et à de fréquents conflits de jurisprudence auraient pourtant dû inciter nos législateurs à développer explicitement leur pensée.

Ces lacunes de la loi donneront aux tribunaux et aux cours l'occasion de s'occuper longtemps encore de

la difficile question des reprises mobilières des époux qui a déjà été si souvent évoquée devant eux.

Quoi qu'il en soit, la réforme nous paraît dans son ensemble heureuse. Peut-être même, permet-elle d'en envisager une autre plus importante : la modification de notre régime matrimonial légal.

Le registre de communauté mobilière n'est plus en harmonie avec la composition actuelle des fortunes. Il était parfait dans notre ancien droit, alors que la fortune mobilière était peu importante. Mais aujourd'hui que la division des biens en meubles et immeubles a perdu une grande partie de son intérêt et de sa signification, qu'elle n'équivaut plus du tout à une répartition en choses de valeur minime et choses de grande valeur, il n'y a plus de raison pour qu'à défaut de contrat de mariage, soient réservés propres aux époux les seuls immeubles. La communauté strictement réduite aux acquêts paraît s'imposer. Nous avons cité au début de notre étude, quelques chiffres qui indiquent qu'elle est adoptée en France, cinq fois sur six, lorsqu'on fait un contrat de mariage. Nul doute, par conséquent, que ce régime ne réponde à un besoin actuel et ne soit parfaitement adapté aux mœurs.

On l'a écarté, lors de la rédaction du Code civil parce qu'on a pensé que les reprises mobilières ne pourraient être prouvées qu'au moyen d'inventaires, et que les particuliers qui pouvaient faire les frais d'un inven-

taire pouvaient aussi faire un contrat de mariage pour adopter le régime qui leur convenait le mieux.

Maintenant l'inventaire peut être en principe, suppléé par la preuve de droit commun ; rien ne s'oppose donc à ce que la communauté d'acquêts soit le régime légal.

Nous avons dit, il est vrai, que l'inventaire des apports dans le contrat de mariage, ou tout au moins leur reconnaissance dans un acte enregistré seraient utiles. On peut donc craindre que s'il n'est plus nécessaire de faire de contrat de mariage pour adopter le régime de la communauté d'acquêts, on prenne l'habitude de ne pas établir non plus d'inventaire ni de reconnaissance des apports et qu'ainsi, souvent, les reprises des biens propres ne puissent pas être exercées faute de justification.

Mais en ce cas, les époux se trouveraient virtuellement soumis au régime de la communauté mobilière, qui est aujourd'hui notre régime de droit commun. Le pis aller ne serait donc qu'un retour au régime actuel.

Du reste pour un certain nombre de meubles et des plus importants, cette éventualité ne se présentera pas. Les fonds de commerce, les offices, les valeurs et les créances nominatives pourront être repris, même si on a omis d'en dresser inventaire ou d'en faire enregistrer la liste.

Nous pensons donc qu'on peut, sans juger les inventaires et les déclarations d'apport désormais inutiles,

264 LA PREUVE DES REPRISES MOBILIÈRES DES ÉPOUX
souhaiter l'adoption du régime de la communauté de
biens réduite aux acquêts comme régime matrimonial
légal.

Vu : le Président de la thèse,
RIPERT

Vu : Le Doyen,
BERTHELÉMY

Vu et permis d'imprimer
Le Recteur de l'Académie de Paris
APPELL

BIBLIOGRAPHIE

DROIT CIVIL

- Aubry et Rau. — *Cours de Droit civil français*, 5^e édition.
- Baudry-Lacantinerie, Le Courtois et Surville. — *Contrat de mariage*.
- Colin et Capitant. — *Traité élémentaire de Droit civil*.
- Dalloz. — *Répertoire méthodique et alphabétique de législation, de doctrine et de jurisprudence*, appelé aussi *Jurisprudence générale*.
- Demolombe. — *Cours de Code Napoléon*.
- Desrez. — *De la preuve en matière de reprises matrimoniales*. Thèse Caen, 1903.
- Laurent. — *Principes de Droit civil français*.
- Lefebvre (Ch.). — *Le droit des gens mariés*. Cours de Doctorat, Paris, 1908.
- Locré. — *Législation civile, commerciale et criminelle de la France*.
- Lyon-Caen et Renault. — *Traité de droit commercial*.
- Penon. — *Preuve pour l'exercice des reprises matrimoniales*. Thèse Paris, 1910.
- Planiol. — *Traité élémentaire de Droit civil*.
- Planiol et Ripert. — *Traité pratique de droit civil français*, t. 8. Régimes matrimoniaux, avec la collaboration de M. Nast.
- Rey. — *La preuve de reprises de la femme*. Thèse Grenoble, 1908.
- Thaller et Percerou. — *Traité élémentaire de Droit commercial*, 5^e éd.
- Tissier. — *De la communauté d'acquêts envisagée comme régime de droit commun et de la preuve des apports mobiliers* (*Revue bourguignonne de l'enseignement supérieur*, 1901).

TRAVAUX PRÉPARATOIRES DE LA LOI DU 29 AVRIL 1924

Société d'Etudes législatives

Rapport de M. Jousselin à la Société d'études législatives, séance du 14 janvier 1921. Discussion à la Société d'Etudes lé-

266 LA PREUVE DES REPRISES MOBILIÈRES DES ÉPOUX

gislatives, séances du 28 janvier et 11 mars 1921 (Bulletin de la Société d'Etudes législatives, 1921).

Sénat

Proposition de loi de M. Boivin-Champeaux du 24 mai 1921 (doc. ann., année 1921, n° 368). Rapport de M. Morand du 22 juin 1922, au nom de la commission de législation civile (doc. ann., année 1922, n° 402).

Avis de M. Mazurier du 27 juin 1922, au nom de la commission du commerce (doc. ann., 1922, n° 433). Adoption, séance du 8 juillet 1922 (J. O. du 9, débats parlem., p. 1165).

Chambre des députés

Transmission du 12 octobre 1922 (doc. ann., 12^e législature, n° 4848). Rapport de M. Castru du 7 mars 1924, au nom de la commission de législation civile (doc. ann., 12^e légis., n° 7.231). Adoption, séance du 2 avril 1924 (J. O. du 3, déb. parl., p. 1725).

ETUDES SUR LA LOI

Besnard. — *Commentaire de la loi du 29 avril 1924 (Revue du notariat et de l'enregistrement, n° des 15 juillet et 15 avril 1924, p. 161 et suivantes).*

Lalon. — *La pratique de l'inventaire dans les régimes de communauté, depuis la loi du 29 avril 1924. Dalloz, 1925.*

Savatier. — *Commentaire de la loi du 29 avril 1924. Loi nouvelles, n° du 15 juin 1924, p. 337 et suiv.*

Viatte. — *Commentaire de la loi du 29 avril 1924. Journal des notaires et des avocats, n° du 20 juin 1924, p. 425 et suiv.*

DROIT FISCAL

Maguéro. — *Traité alphabétique des droits d'enregistrement, 2^e tirage. Dictionnaire des droits d'enregistrement, par les rédacteurs du Journal de l'Enseignement et des domaines, 4^e édition.*

Garnier. — *Répertoire de l'Enregistrement, 7^e édition.*

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION.....	5

PREMIÈRE PARTIE

Les modes de preuve adoptés avant la loi du 29 avril 1924

CHAPITRE PREMIER. — Les divers cas de reprises mobilières...	15
Reprises en nature.....	17
Reprises en valeur.....	21
CHAP. II. — Conflits soulevés par la confusion du gage des créanciers propres dans la communauté.....	26
CHAP. III. — Etude de la question dans l'ancien droit français.....	32
Preuves admises pour l'exercice des reprises mobilières.	36
Séparation de dettes.....	44
CHAP. IV. — Les dispositions du code civil et du code de commerce. Interprétation des auteurs et de la jurisprudence.....	48
Section I. — Disposition du code civil et du code de commerce.....	48
Section II. — Interprétation des auteurs.....	55
Système de Laurent.....	55
Système de Saleilles.....	57
Système de Bufnoir.....	62
Section III. — Système de la Cour de cassation.....	70
Section IV. — Abdication du système de la Cour de cassation aux modes de preuve à l'égard des créanciers.	78
1° Preuve de la circonstance et valeur.....	78
2° Preuve de l'identité.....	88

268 LA PREUVE DES REPRISES MOBILIÈRES DES ÉPOUX

3 ^e Preuve de l'origine.....	89
4 ^e Preuve de réception.....	90
5 ^e Preuve du remploi.....	91
6 ^e Preuve de l'aliénation.....	93
Application de cette jurisprudence aux autres régimes..	94
Appréciation de cette jurisprudence.....	97

DEUXIÈME PARTIE

Régime actuel des preuves des reprises

CHAPITRE PREMIER. — Principe de la réforme.....	102
CHAP. II. — La preuve des reprises dans les rapports des époux entre eux.....	114
Section I. — Le mobilier présent.....	116
1 ^o Preuve de la consistance ou valeur.....	116
2 ^o Preuve de l'identité.....	126
3 ^o Preuve de l'origine.....	127
4 ^o Preuve de la réception.....	127
5 ^o Preuve de l'aliénation.....	133
6 ^o Preuve du remploi.....	135
Apports fictifs.....	136
Section II. — Le mobilier futur.....	137
1 ^o Preuve de la consistance et valeur.....	137
2 ^o Preuve de l'identité.....	146
3 ^o Preuve de l'origine.....	147
4 ^o Preuve de la réception.....	149
5 ^o Preuve de l'aliénation. 6 ^o Preuve du remploi.....	151
CHAP. III. — La preuve des reprises dans les rapports des époux avec les créanciers.....	152
Section I. — Caractères généraux de la preuve.....	152
Section II. — Les modes de preuve de droit commun.....	162
Section III. — Mobilier apporté en mariage.....	168
1 ^o Preuve de la consistance ou valeur.....	168
2 ^o Preuve de la réception.....	181
3 ^o Preuve de l'identité. 4 ^o Preuve de l'origine. 5 ^o Preuve du remploi.....	183
6 ^o Preuve de l'aliénation.....	184
Section IV. — Mobilier échu pendant le mariage.....	186
1 ^o Preuve de la consistance et valeur.....	186

LA PREUVE DES REPRISES MOBILIÈRES DES ÉPOUX 269

2° Preuve de la réception.....	190
3° Preuve de l'origine.....	191
4. Preuve de l'identité. 5 Preuve de l'aliénation et du emploi.....	192
Section V. — Preuves opposables aux tiers.....	192
CHAP. IV. — La clause de séparation des dettes.....	195
Section I. — Interprétation de l'article 1510 nouveau.....	195
Section II. — Preuve de la consistance de l'apport contre les créanciers personnels.....	203
Section III. — La clause de séparation de dettes sous le régime de communauté légale.....	207
Section IV. — Différence au point de vue du droit de pour- suite entre les créanciers du mari et ceux de la femme.....	210
CHAP. V. — Point de départ de l'application de la loi.....	212
CHAP. VI. — La justification des reprises à l'égard du fisc..	227
Section I. — La preuve des reprises lorsque celles-ci n'enta- ment pas les biens propres.....	229
Section II. — Justifications à fournir lorsque les reprises de la femme s'exercent sur les biens propres du mari.....	239
CHAP. VII. — Conséquences pratiques de la loi.....	242
Section I. — Utilité des contrats de mariage.....	244
Section II. — Utilité des inventaires de succession.....	252
Section III. — Preuve des dons manuels.....	256
CONCLUSION.....	260
BIBLIOGRAPHIE.	265

Imprimerie de la Librairie Dalloz, 41, rue Soufflot, Paris — 6698-25
